

Le débat sur la sécurité et le désarmement

M. Gorbatchev ne poserait plus de conditions à un sommet avec M. Reagan

Les Européens et leur défense

« Le climat a changé en Europe », soulignait, mardi 27 octobre, le ministre français de la défense, M. André Giraud, à l'issue de la réunion de La Haye où les représentants des pays membres de l'Union de l'Europe occidentale viennent d'adopter un texte sur les intérêts communs des Européens en matière de sécurité. Ce document est en effet le premier par lequel on tente de définir formellement une identité européenne sur ce point, entreprise qui, il n'y a pas si longtemps encore, eût été vouée à l'échec.

On doit, certes, ce succès à la volonté de construire l'Europe qui s'est affirmée ces dernières années, notamment par l'adoption de l'Acte unique. Mais on la doit aussi à la grande peur conçue par certains Européens après le sommet de Reykjavik de voir Américains et Soviétiques s'entendre par-dessus leur tête sur un sujet qui les concerne au tout premier chef. Rien n'est sûr, mais il est possible néanmoins sans le feu vert des Américains, dont la méfiance initiale envers l'UEO est tombée et qui encouragent d'autant plus cette démarche qu'elle s'inscrit sans aucune ambiguïté dans le cadre de l'alliance atlantique et ne vise qu'un renforcement du « pilier européen » de cette alliance.

Francis et Britanniques étaient particulièrement satisfaits à l'issue de la réunion. L'apport essentiel du texte est en effet à leurs yeux — comme le soulignait M. Jacques Chirac lorsqu'il en lança l'idée il y a un an — devant les parlementaires de l'UEO — de souligner le caractère indispensable de la discussion nucléaire. « L'élément nucléaire est le seul qui puisse affronter un agresseur éventuel à un risque inacceptable », dit le document de La Haye. Il affirme que les forces nucléaires indépendantes françaises et britanniques « contribuent à la discussion globale », et entérine la détermination de Paris et de Londres de « préserver la crédibilité » de ces forces, c'est-à-dire de les moderniser. Voilà qui pourrait utilement servir de référence, au cas où il serait question un jour d'une désuétisation de l'Europe.

Ce principe n'a probablement pas été admis dans une totale clarté par tous les pays membres. Ils n'ont pas non plus cherché à préciser ce qu'impliquait leur engagement de se porter assistance dans le cas d'une attaque armée dirigée contre l'un d'entre eux, pas plus qu'à obtenir de clarification sur la doctrine française de dissuasion. Bref, on en est resté au plein des grands principes, et l'on aura parlé à La Haye davantage de sécurité que de défense commune proprement dite.

Ce réveil de l'UEO, qu'on disait moribonde il y a quelques années, suscite évidemment les cupidités de ceux qui, pour l'instant exclus du club des Sept, ne veulent pas être tenus à l'écart de la réflexion sur la sécurité européenne, si c'est dans le cadre de cette organisation qu'elle a lieu. La réunion de La Haye n'aura pas, sur cette question de l'élargissement, contribué à rapprocher les points de vue.

(Lire nos informations page 9.)

M 0147 - 1029 0 - 4,50 F
3790147004500 - 10290

M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères, sera à Washington vendredi 30 et samedi 31 octobre, après avoir participé à une rencontre du pacte de Varsovie à Prague. Cette nouvelle visite fait suite à un changement d'attitude de Moscou, qui ne semble plus poser de conditions à la tenue d'un sommet soviéto-américain, contrairement à ce que M. Gorbatchev avait dit à M. Shultz la semaine dernière.

WASHINGTON
de notre correspondant

M. Reagan n'aura pas à attendre longtemps la lettre promise par M. Gorbatchev. M. Edouard Chevardnadze viendra lui-même la lui remettre en fin de semaine. Le ministre soviétique des affaires étrangères fera ainsi sa seconde visite à Washington en l'espace de sept semaines, et cela quelques jours à peine après les entretiens que lui-même et M. Gorbatchev ont eus à Moscou avec le secrétaire d'Etat, M. George Shultz.

Une telle hâte ne peut s'expliquer que si l'on admet que les Soviétiques ont une nouvelle fois spectaculairement modifié leur attitude et que, contrairement à ce qu'ils avaient laissé entendre à M. Shultz, ils souhaitent à nouveau qu'un sommet Reagan-Gorbatchev se tienne avant la fin de l'année, sans condition préalable concernant l'initiative de défense stratégique (IDS). L'annonce officielle de la visite de M. Che-

vardnadze ne devait être faite que mercredi, simultanément à Washington et à Moscou.

JAN KRAUZE.
(Lire la suite page 9.)

L'inculpation de M. Michel Droit



(Lire nos informations page 14)

L'ENQUÊTE

Le Brésil, un géant en panne d'ambition

par André Fontaine

Bien qu'on y ait tourné le film *Mission*, consacré à l'aventure, jadis célébrée par Voltaire, des « réductions » jésuites, le nom de Foz d'Iguaçu est peu familier aux oreilles des Européens, et l'idée peut paraître étrange de commencer par là une visite au pays de Polé et de Nelson Figueira, alors qu'il connaît, de notoriété publique, tant de problèmes. Mais c'est un bon endroit pour se convaincre dès le premier coup d'œil que, comme le dit l'ancien gouverneur de Rio, Lionel Brizola, le Brésil est littéralement « avalé par l'immensité », qui y est en effet doublement présente. Dans ces cimets d'eau, les plus vastes qui soient sous le ciel, étalées à perte de vue — on en compte officielle-

ment deux cent soixante-quinze ! — au milieu d'une forêt qui n'a pas tout à fait oublié sa virginité, le barrage d'Itaipu laisse loin derrière lui, avec ses 12 600 MW de puissance installée, Assouan et les ouvrages dont s'enorgueillissent les superpuissances.

Tout, quand on arrive d'Europe, prend au Brésil une autre dimension. Avec un territoire à peine plus petit que celui des Etats-Unis ou de la Chine, il occupe la moitié de la superficie de l'Amérique du Sud. Le plus long fleuve, l'Amazone, la plus grande forêt, qui l'entoure, le Pantanal, tout en eau, en sillons et en oiseaux, et même le plus grand serpent de la terre, l'anacoonda, sont brésiliens.

Le Brésil est le premier producteur mondial de sucre et de café, le deuxième de soja, de cacao et de minerai de fer. Le deuxième aussi pour l'élevage du bétail, le troisième pour le maïs, le cinquième pour les armements ; ses feuilletons télévisés, modifiés en cours de route en fonction des réactions du public, sont parmi les plus suivis. Son PIB le situe au rang de huitième puissance économique occidentale. Embrassé est le sixième constructeur d'avions du monde, vendant ses appareils jusqu'à notre armée de l'air. Symbole démesuré de cette croissance, Sao-Paulo, labyrinthe de gratte-ciel où s'engouffrent les voitures, mais où il n'y a encore que deux lignes de métro, est la troisième ville de la Terre, après Mexico et Tokyo, et sera la deuxième en l'an 2000.

L'espace étant, avec le nombre, l'une des clés de la puissance, il n'est pas surprenant que ce sol ait suscité dans tous les domaines les plus orgueilleux desseins. A commencer par ceux du Portugal, qui ne s'est lancé à l'assaut du Brésil qu'après des années de préparation méthodique.

Le génie du conquérant éclate partout, et notamment dans ces églises baroques où l'on retrouve les azulejos, telles celles de Lisbonne, où l'on n'a pas de peine à imaginer, dans le luxueux encadrement des tribunes, les étagés de jadis, parés comme pour le théâtre, où il arrive parfois que l'on tombe en arrêt devant une sainte aux yeux langoureux d'Indienne ou un bienheureux au sourire de Bouddha.

(Lire la suite page 4.)

POINT DE VUE : le code de la nationalité

Sur un vers de Racine

par Alain Finkielkraut
philosophe et écrivain

Selon Maurras, comme Sartre le rappelle dans ses *Réflexions sur la question juive*, les juifs étaient par nature incapables de comprendre le vers de Racine : « Dans l'Orient désert, quel devint mon ennui... » Pourquoi ? Parce que Racine n'était ni leur histoire, ni leur sang, ni leur sol.

Si je suis aujourd'hui français et même professeur de français, c'est parce que cette conception de la nation et de l'instinct a été vaincue. La France est un pays dont les plus hautes valeurs — éthiques ou culturelles — sont proposées à l'adhésion consciente de ses habitants au lieu d'être enracinées dans leur inconscient collectif. C'est même le mérite historique de la France que d'avoir proposé au monde une *théorie électorale* de la nation, et d'avoir su la préférer, dans les moments cri-

tiques, à la *théorie ethnique* du génie national.

Théorie électorale : la nation n'existe que par le consentement de ceux qui la composent. Elle est l'ouvrage quotidien des individus.

Théorie ethnique : l'individu est l'ouvrage de sa nation. Ce ne sont pas les sujets humains qui, à partir d'une mémoire commune, forment consciemment et volontairement la collectivité dans laquelle ils vivent, c'est cette collectivité qui façonne insidieusement aussi bien leur conscience que leur volonté.

Avec la crise mondiale de l'économie et ses retombées sur l'immigration, cette théorie ethnique, longtemps silencieuse, retrouve de nombreux partisans. A nouveau, on entend dire qu'il est impossible de faire coexister des communautés ayant des traditions différentes, et le constat que Maurras faisait autrefois au sujet des juifs se reporte sur les immi-

grés d'Afrique ou du Maghreb, incapables, à leur tour, de dire : « Dans l'Orient désert, quel devint mon ennui », en savorant de l'intérieur la perfection de cet alexandrin.

Certes, les adeptes contemporains de la France organique parlent de différence culturelle et non de supériorité congénitale, mais il ne suffit pas de remplacer race par culture pour en finir avec le racisme.

Etre raciste, en effet, c'est consigner l'individu dans son appartenance, le traiter tout « espèce de... », lui dénier tout pouvoir d'arrachement à son contexte, que celui-ci soit défini en termes biologiques ou historiques. En France, comme ailleurs, les fanatiques de l'identité culturelle attestent que le racisme survit très bien au discrédit général dans lequel le concept de la race est tombé.

(Lire la suite page 2.)

سكزا من الاصل

صحة من الاموال

Débats

Sur un vers de Racine

(Suite de la première page.)

Mais — premier paradoxe — ceux-là mêmes qui emprisonnent la volonté individuelle dans la « culture » dont elle est issue...

A cette duplicité, les adversaires du projet gouvernemental répondent — et c'est le second paradoxe — en confondant dans une même réprobation l'appel à la volonté et l'accroissement du pouvoir de l'administration.

enfants de la deuxième génération avec l'esprit raciste des lois de Vichy. Cette analogie est absurde. Ce qui est raciste, ce n'est pas de demander aux gens de se déterminer positivement...

Se rendant compte de cette absurdité, certaines associations antiracistes développent depuis peu une argumentation plus subtile et militent pour un droit de sol absolu, c'est-à-dire pour que soient déclarés français tous les enfants nés sur le sol national sans contrepartie de résidence...

fait être ou bien léger ou bien démagogue pour ne pas voir immédiatement les effets pervers et policiers de cette disposition à l'apparence si libérale.

Tertio : à répéter sans cesse que les enfants d'immigrés sont des Français comme les autres, on en fait, par générosité, des orphelins, on oublie qu'ils ont des parents, et, à travers eux, une autre nationalité, une autre appartenance.

Déclaration ou demande ?

Pour toutes ces raisons, le droit de sol n'a de sens qu'assorti de conditions de résidence ou de scolarité et que si ses bénéficiaires peuvent choisir à leur majorité d'être ou non français.

La France serait donc fidèle à sa tradition électorale si son nouveau code de la nationalité restreignait les facultés d'opposition de l'Etat, et si désormais l'accès à la nationalité française des enfants de la deuxième génération résultait d'une déclaration enregistrée par l'administration et non d'une demande adressée à son bon vouloir.

ALAIN FINKELKRAUT.

Politique et surréalisme

par GEORGES COUFFIGNAL (*)

Le débat politique en France a quelque chose de surréaliste. Depuis le fameux « tournant » de 1983, celui de la conversion de la gauche au réformisme économique, il n'est dominé que par des chiffres : balances des paiements, taux d'inflation, actionnariat populaire, fluctuations de la Bourse, prélèvements obligatoires...

15 octobre ? Quel sens a notre lecture anxieuse de l'indice du coût de la vie lorsque tant de peuples ont vu le leur baisser de 30 % à 40 % depuis le début des années 80 ?

Moi partout

Quel sens a notre compassion pour l'endettement du tiers-monde quand nous ne maintenons notre richesse que grâce à lui, quand plusieurs des pays les plus endettés — dont le Mexique et le Brésil — sont depuis deux ou trois ans exportateurs nets de capitaux, au détriment de leurs populations ?

Ce serait, nous rassure-t-on, la « mort des idéologies ». Quand parfois elles resurgissent, c'est pour parler du passé : le « détail » de La Pan a permis à Jean Daniel et à Jean-Marie Domenach d'échanger sur le mode « j'ai dit - tu n'as pas dit ; j'ai fait - tu n'as pas fait ».

Mort des idéologies ? Nous n'avons au contraire jamais, dans notre histoire, été autant imprégnés d'une idéologie unique : le matérialisme.

négration absolue de l'environnement. Ma feuille de paie, ma maison, mes vacances, ma retraite, ma place dans la cité, la place de ma France dans le monde (libra, bien sûr).

Tout se passe en fait comme si ces deux sphères fonctionnaient de manière de plus en plus indépendante l'une par rapport à l'autre : d'une part, celle de la politique, censée traduire les aspirations de la collectivité, qui se cantonne dans ce matérialisme réducteur ; d'autre part, celle du corps social, traversée d'impressions mouvements de solidarité : associations locales en développement accéléré depuis cinq ans, associations nationales d'aide aux exclus ou marginaux, organisations non gouvernementales d'aide aux pays autres, SOS-Racisme, etc.

(*) Maire de conférences à la Sorbonne (Paris-I).

Au Courrier du Monde

COURAGE

« Eloge des nationalisations »

La lecture de l'« Eloge des privatisations » par M. de La Genière, dans le Monde du 21 octobre, m'inspire quelques réflexions.

En 1969, dans ma société privée, une fusion fut décidée, avec, de l'aveu des présidents, le résultat de

leur donner le courage d'une rationalisation indispensable.

En 1976, le courage était épuisé, mais pas les problèmes. Plusieurs tentatives nouvelles se heurtèrent aux intérêts financiers des groupes actionnaires ou à l'hostilité des responsables.

En 1982, nationalisations faites, ces tentatives — plus d'autres qu'on n'aurait pas osé imaginer — aboutirent.

Cela dans ma branche ; mais il en fut de même dans d'autres branches de six groupes chimiques que j'ai bien connus ou auxquels j'ai appartenu (il en reste trois).

Approuver les privatisations, critiquer les nationalisations de 1982, ne dispense pas de reconnaître qu'elles ont permis la reconstruction indispensable d'une partie de notre industrie que ses dirigeants ne pouvaient pas, ou ne voulaient pas, mener à bien.

PHILIPPE DONDIN (Blois.)

ÉVICTION

Les jurys d'agrégation

J'ai été stupéfait d'apprendre que mon collègue P. Cabanes avait été écarté de la présidence du jury de l'agrégation d'histoire ; plus stupéfait encore de lire les « raisons » données de cette éviction par le ministre. Qu'entend-on par « nouvelles personnalités » ?

Quant aux « savants équilibrés entre les universités », qu'il faudrait respecter, ils ne laissent également rêver. En trente ans d'enseignement supérieur, je n'ai jamais perçu la participation aux jurys de concours ni leur présidence comme un objet de compétition entre les universités ; le recrutement s'est toujours fait sur les bases de la compétence scientifique, de la conscience professionnelle et, surtout, du dévouement, toutes qualités que la profession unanime reconnaît à P. Cabanes, et non sur les bases de la géographie universitaire.

N'étant plus en activité, je ne me sens pas habilité à juger des propositions

par lesquels P. Cabanes répond à son éviction. Mais j'observai que, pendant les longues années au cours desquelles j'ai préparé des étudiants aux concours d'histoire et de géographie, j'ai vu des jurys où voisinaient des personnalités d'opinions politiques parfois fort opposées, sans que cette diversité nuît à l'impartialité de leur travail.

EDOUARD WILL (Professeur honoraire à l'université de Nancy-II.)

EXPULSION

« La franchise de la France »

En ces temps d'expulsions de réfugiés et de discrimination raciale, au moment où l'on nous élabore un nouveau code de la nationalité, je trouve intéressant et même réconfortant de lire dans Brantôme (tome V des Œuvres complètes, Bibliothèque élzévirienne, Paris 1876) qu'au siège de Metz, en 1553, « un esclave moro ou turc ayant dérobé un cheval d'Espagne, se sauva avecques luy dans Metz et s'y jeta ». Don Luis de Avila, général de Charles-Quint et propriétaire de l'esclave et du cheval, « envoya un trompette vers M. de Guise le prier de luy rendre par courtoisie [cet] esclave... pour le punir de son forfait et larcin, ainsi qu'il le méritoit ».

Voilà la réponse du duc de Guise : « Il ne pouvoit, et en avoit les mains liées par le privilège de la France, de temps immémorial là-dessus introduit, qu'ainsi que, toute franchise qu'elle a eue et est, elle ne veust recevoir nul esclave chez soy ; et tel qu'il seroit, quand ce seroit le plus barbare et étranger du monde, ayant mis seulement le pied dans la terre de France, il est aussy tout libre et hors de toute esclavitude, et est franc comme en sa propre patrie ; et pour ce, qu'il ne pouvoit aller contre la franchise de la France : mais pour le cheval, il le luy renvoyoit de courtoisie ».

BERNARD LESFARGUES, maître d'Église-Neuve-d'Issac (Dordogne).

STATUT

Un privilège éblouissant

Vous aurez beau tourner le problème dans tous les sens, si vous insistez une addition par demande et serment, vous ne pouvez éviter la réalité suivante qui est tout sauf générosité, tout sauf fraternité, et, plus grave encore, qui est tout sauf égalité (« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit »).

En effet, si vous procédez ainsi, de deux enfants qui naissent dans le même pays, la même ville, le même quartier, le même immeuble, au même moment, l'un devra qu'on ne le considère que comme un étranger, et l'autre sera, en tout cas, pas comme les autres, et l'autre sera cela sans l'avoir demandé, par une sorte de privilège éblouissant.

Pourquoi cette inégalité ? Pourquoi l'acquisition de la nationalité, c'est-à-dire de sa propre identité, par adhésion volontaire et serment, si c'est une si belle et si bonne chose, devrait-elle être réservée à quelques-uns ?

Qu'en est dispense tout le monde ou alors qu'on l'impose à tout le monde ?

Certes, on risque d'avoir ainsi des surprises. Au lieu de voir, entre autres, les choses s'éclaircir, qui font, comme on l'a observé à droite et à gauche, que les enfants d'ici connaîtront bientôt mieux la guerre de Sécession et l'histoire du Texas que celle du pays où ils sont nés, il n'est pas dit que tous choisiraient la France, même pas qu'il en resterait une majorité pour choisir la France...

DOMINIQUE NOGUEZ (Maître de conférences à Paris-I.)

ÉTIQUETTE

La nationalité n'est pas tout

L'examen des exposés devant la commission de la nationalité révèle un point commun entre les intervenants. Du président du Club de l'Horloge à Harlem Désir, en passant par le resserrement ou l'élargissement des conditions d'attribution de la nationalité, tous s'accordent en réalité à considérer la nationalité comme un élément fondamental du statut de la personne. Présentée ainsi, la nationalité devient inévitablement une source de passions idéologiques, une question inépuisable qui alimente le débat politique et les campagnes électorales.

Certes, la nationalité confère un statut, donc des droits, et tel est l'enjeu. Mais pourquoi ne pas se rendre compte que la nationalité n'est qu'un concept, une fiction ? Un juriste célèbre disait que nos droits ne sont que des croyances. Effectivement, nos droits sont issus de ce lien purement juridique et aléatoire entre nous avec l'Etat, alors que, paradoxalement, les liens qui nous unissent à notre ville, notre région, notre continent, notre religion, etc., ne nous confèrent aucun statut comparable. Une seule « étiquette » peut-elle raisonnablement fonder de telles discriminations ?

PHILIPPE KAJGL (Avocat, Grasse.)

BOUCHARD PÈRE & FILS. 250 ans de grands vins. «Domaines du Château de Bouze» 92 hectares dont 71 hectares de premiers crus et grands crus.

Le Monde. 7, RUE DES ITALIENS, 75477 PARIS CEDEX 09. TÈLEX MONDPAR 450573 F. Téléphone: (1) 45-23-94-91. Tél.: (1) 42-47-97-27. Édité par la S.A.R.L. Le Monde. Abonnements: FRANCE 254 F, ÉTRANGER 399 F.

... d'une jeunesse pléthorique
... investissements considérables

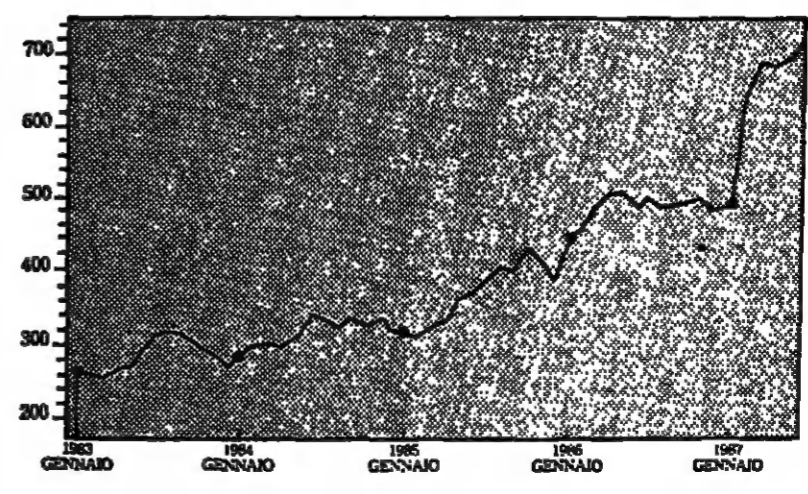
MÉDECINE - PHARMACIE
CEPES

30 derniers jours
TOUS LES VISAGES

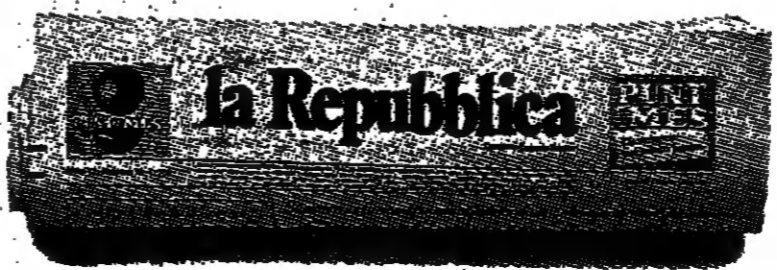
1er

La Repubblica est le premier quotidien d'information politique:

- pour nombre d'exemplaires vendus: le trend des premiers mois du 1987 est le suivant: 497.500 exemplaires au mois de janvier, 662.300 en février, 689.500 en mars, 685.200 en avril, 689.600 en mai, 740.000 en juin, 721.200 en juillet, 710.000 en août (moyenne de vente chaque vendredi, de janvier à juillet, avec le supplément *Affari & Finanza*: 770.000 exemplaires);
- pour lecteurs jour moyen: l'enquête ISEGI (enquête collective sur la lecture des quotidiens) fait ressortir pour le 1986/1987 2.794.000 lecteurs de La Repubblica;
- pour l'homogénéité de diffusion: La Repubblica est le premier quotidien national. Les lecteurs et les exemplaires de La Repubblica sont distribués dans chaque région d'Italie proportionnellement aux caractéristiques de la population.



la Repubblica



UN SUCCESS QUOTIDIEN.

حکومتنا من الامم

سكنا من الالوان

Enquête

Le Brésil, un géant

panne

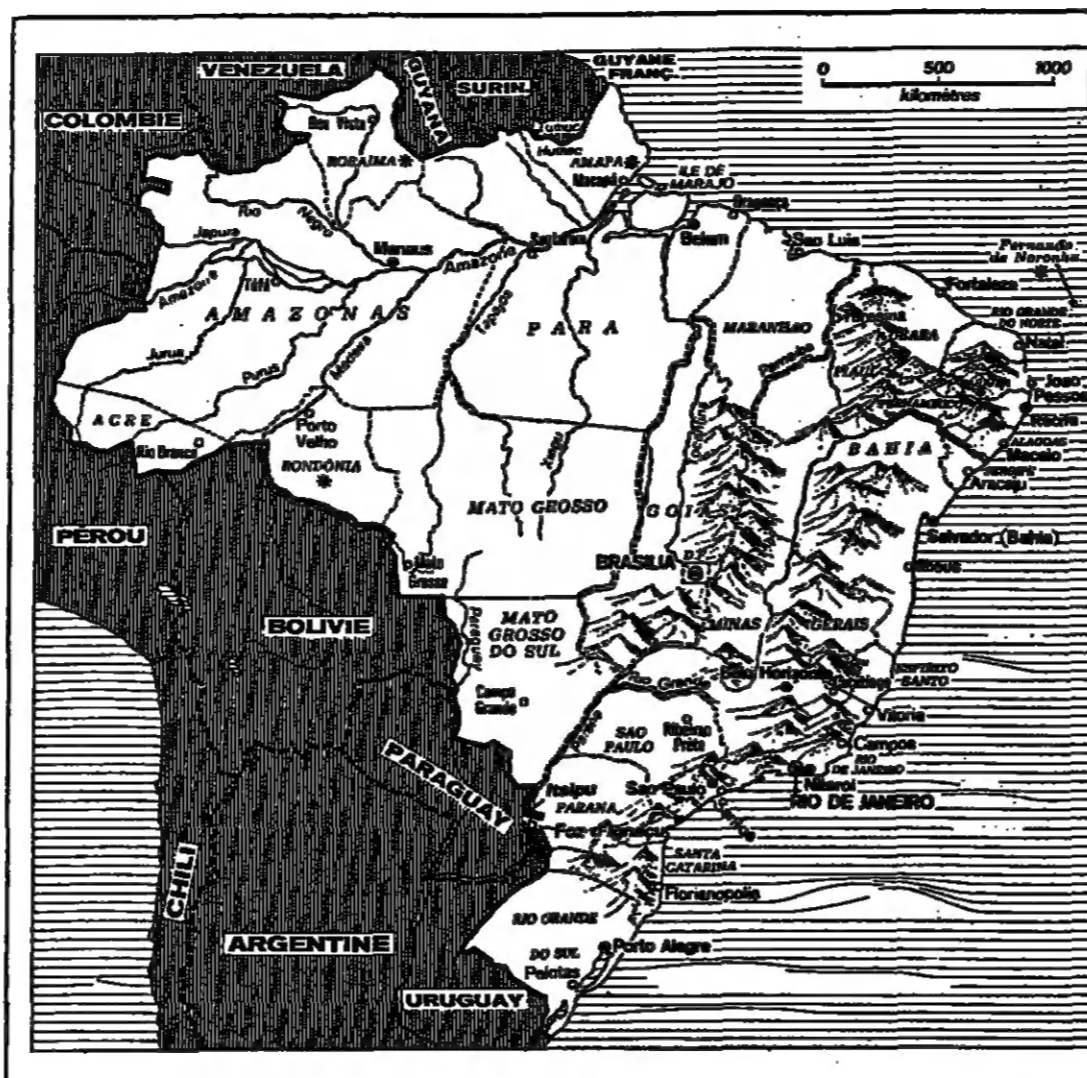
(Suite de la première page.)

A cette époque le Portugal faisait vivre en symbiose les diverses parts de son vaste domaine. Si la canne à sucre, qui fit jadis, avec l'or, sa fortune, est indigène, les caféiers et les cocotiers viennent d'Afrique, les manguiers de la côte de Malabar.

N'ayons garde cependant d'oublier le prix dont a été payée cette réussite : la marginalisation, sinon l'éthnocide, pour reprendre l'expression de Robert Jaulin, d'Indiens que rien ne préparait à affronter les rudes mœurs des envahisseurs ; l'importation massive des Noirs d'Afrique pour développer la production de la canne, que l'économiste José de Castro n'a pas hésité à qualifier d'« anthropophage ». On peut voir dans les musées les plans d'époque des navires négriers, honte d'une chrétienté alors au sommet de sa puissance et de sa gloire : les esclaves étaient alloués, côte à côte, serrés comme des harengs, à fond de cale. Et gare à ceux qui, lorsqu'ils avaient eu la chance d'arriver vivants à destination, voulaient se révolter : piloris et instruments de torture sont encore là pour rappeler ce qu'était leur sort.

Il est vrai aussi que beaucoup par la suite furent affranchis, ou purent disposer de quelque argent. Sans quoi ils n'auraient pas bâti la magnifique église du Rosaire des Noirs, à Salvador-de-Bahia, la seule, à de très rares exceptions, où les anges n'appartiennent pas à la race blanche.

Les descendants des esclaves en tout cas ne paraissent pas trop en vouloir à l'Eglise. Lorsque le pape est venu dans la ville, nous dit la charmante enfant qui nous pilote dans ce morceau d'Afrique planté à l'orée du Brésil, les rues étaient « blanches de monde ». Voulez dire par là que les Noirs qui se pressaient pour l'accueillir avaient revêtu leurs blancs habits de fête : les mêmes qu'ils portent pour les cérémonies de leurs cultes initiatiques. Leurs dieux ont été longtemps dissimulés, pour éviter les persécutions, derrière des saints catholiques, mais ils sont aujourd'hui montrés au



Le Brésil est composé de vingt-trois Etats, d'un district fédéral, est située la capitale Brasilia, et de trois territoires désignés sur la carte par des étoiles. Avec une superficie de plus de 8,5 millions de kilomètres carrés, et une population avoisinant 140 millions d'habitants, le Brésil est le plus grand, le plus peuplé - et aussi le plus endetté (110 milliards de dollars) - des pays d'Amérique du Sud. Il se situe dans le peloton de tête pour le produit intérieur brut par habitant (1 625 dollars). Un chiffre qui recouvre cependant de grandes disparités de niveau de vie.

grand jour, ou plutôt à la lumière éclatante des projecteurs.

L'ambition a décuplé avec le départ, obtenu pour ainsi dire à l'amiable, des Portugais. Avant de devenir - également à l'amiable - la République qui fêtera dans deux ans son centenaire, le Brésil s'est voulu, seul dans cette partie du monde, un empire (1). Le mot dit bien l'intention. De l'atome, civil et même militaire, à l'ordinaire et à l'espace, rien n'a paru

trop grand de nos jours à ces champions de la croissance, fières héritiers des bandeirantes qui portèrent haut et loin jadis la bannière (bandeira) lusitanienne.

Rien n'est plus dangereux cependant, le monde développé l'a appris à ses dépens, que de tabler sur une croissance indéfinie. Le slogan du « miracle » lancé par les militaires qui prirent le pouvoir en 1964 parut longtemps correspondre à la réalité. Encouragés par le système bancaire interna-

tional, ils empruntèrent à tour de bras pour financer leurs grands projets mais ils s'y épuisèrent : c'est essentiellement parce qu'ils ne parvenaient plus comme leurs collègues argentins et uruguayens à dominer les événements qu'ils se virent contraints de partager petit à petit leur pouvoir avec de fins investisseurs.

Comment en est-on arrivé là ? Même s'il est peu probable que le nom de Colbert soit très connu de nos habitants, le Brésil n'est pas moins imprégné que la France par le colbertisme : rares sont les Brésiliens qui ne s'en remettent pas d'abord à l'Etat du soin de faire marcher la machine économique. Or il faut bien voir qu'aujourd'hui le moteur est en panne.

Le colbertisme, ici, s'appelle génialisme, du prénom de Getulio Vargas, maître du pays, avec

Mais le scepticisme devant les chiffres est général et aucun indice de reprise n'est perceptible.

Comment en est-on arrivé là ? Même s'il est peu probable que le nom de Colbert soit très connu de nos habitants, le Brésil n'est pas moins imprégné que la France par le colbertisme : rares sont les Brésiliens qui ne s'en remettent pas d'abord à l'Etat du soin de faire marcher la machine économique. Or il faut bien voir qu'aujourd'hui le moteur est en panne.

Le colbertisme, ici, s'appelle génialisme, du prénom de Getulio Vargas, maître du pays, avec

Tirer le pays vers l'intérieur

L'idée traîne dans l'air depuis le XVII^e siècle et fut reprise notamment il y a une centaine d'années par saint Jean Bosco. Lorsque le président Kubitschek lui donna le coup d'envoi, en 1956, sa première ambition était de tirer le Brésil vers l'intérieur. Mais il s'agissait aussi d'imaginer, comme symbole d'un pays tout entier tourné vers l'avenir, une cité qui ne dût rien au passé. Ce fut l'œuvre de Lucio Costa, élève de Le Corbusier, et plus encore d'Oscar Niemeyer, communiste comme chacun sait, ce qui ne l'a pas empêché de construire à Rio comme à Brasilia des cathédrales d'une religiosité saisissante, dont les arcboutants figurent des mains plées en arrière dans le geste de l'offrande.

Il y a, dans le résultat, à boire et à manger. Il est difficile par exemple de justifier la stalinienne monotonie de ministères séparés par une voie triomphale à la largeur comparable à celle des esplanades aztèques. En sens inverse, il faudrait avoir l'esprit singulièrement rétrograde pour résister au charme de l'Itamaraty, autrement dit du ministère des affaires étrangères, ou du palais de l'Aube, occupé par le chef de l'Etat. Ici éclate le génie d'un architecte qui, par haine de la ligne droite, « dure, inflexible, cruelle pour l'homme », a réinventé, au milieu des plans d'eau et de la verdure tropicale, la notion même de la colonne, en utilisant des volutes évocatrices du palmier. Burex, à côté, manque d'imagination.

L'ennui de l'abstraction, surtout quand elle se coule dans le béton, c'est qu'elle ne « génère » pas précisément, comme on dit en français moderne, la vie. Dans le projet de Brasilia, il y avait à la fois quelque chose d'artificiel, comme on voit le répète de Sao-Paulo à Recife, mais aussi d'absurde. Il est vrai, écrit Guy Sorman, que Brasilia n'a, au moins dans sa partie centrale, « ni coïns ni refuges, qu'il

est impossible d'y marcher, d'y déambuler, d'y chercher un lieu de paix » (2). Quand ce ne serait que parce qu'à vouloir traverser ces immenses avenues sans feux rouges, on risque à chaque instant sa vie, les rares passages souterrains étant à peine plus sûrs.

Le miracle, c'est que Brasilia soit tout de même devenue une vraie ville, qui a déjà près de deux millions d'habitants, et en comptera le double à la fin du siècle. Une ville avec ses cités satellites, ses grandes surfaces, son université, son théâtre, ses restaurants, ses quartiers élégants, ses villas au bord du lac pour milliardaires et ses huit cents sectes religieuses. Une ville qui surmonte peu à peu les handicaps nés du fonctionnarisme excessif de ses concepteurs, encore aggravé par la période de dictature.

Si l'on en croit le gouvernement du « district fédéral », où est située la capitale, le superdynamique José Aparecido de Oliveira, elle a commencé à mériter son nom de ville en novembre dernier, lorsque se sont produites des manifestations violentes, entraînant pillages de magasins et incendies de voitures. Il faut dire qu'une cité sans violence dans le Brésil d'aujourd'hui devait sembler bien insolite : dans la seule Rio-de-Janeiro, on a compté, au cours d'un récent week-end, quarante-trois assassinats.

Dernier objectif de Brasilia : établir au-dessus des vingt-trois Etats qui composent les « Etats-Unis du Brésil » un pouvoir qui ne serait asservi à aucun, qui assurerait entre la richesse des uns et la pauvreté des autres un minimum de péquation. Disons tout de suite qu'il y a loin dans ce domaine de la coupe aux lèvres. La société brésilienne est la moins partagée qui soit, et il y aurait beaucoup à dire pour commencer sur la réalité de l'harmonie raciale dont elle est si fière.

ABIDJAN AVEC UTA, ON VOUS RECOIT 7 SUR 7.

Le lundi, le mardi, le mercredi, le jeudi, le vendredi, le samedi, le dimanche. 7 jours sur 7 vers Abidjan, retrouvez le service 3 classes UTA : Première de Luxe, Galaxy, Economique.



C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA.

Doyle Dane Bernbach

La terre ma...

INSTITUTIONS
FINANCIERES
SOCIALES
CAMEROUN
1984-1985

Enquête

en panne d'ambition

C'est un fait, d'une manière générale, l'élevation dans la hiérarchie sociale, est inversement proportionnelle au degré de pigmentation de la peau. Mais le monde de la culture et celui du sport font exception, ce qui compte beaucoup, et le plus grand écrivain brésilien vivant, Jorge Amado, est fier de son sang noir. Enfin, il n'y a pas de fête dans ce pays qui aime tant sans la marque de l'ambition.

Pour s'en tenir à des informations tirées de deux quotidiens par définition peu gauchistes, les revenus du 1 % des Brésiliens les plus riches égalent ceux des 50 % les plus pauvres. (Wall Street Journal du 19 février 1987). « Cette situation met le pays en tête de la liste noire de la Banque mondiale quant à la répartition inégale de la fortune, pour qui n'est pas passé depuis de la croissance économique mondiale mais qui est ignoré de la plupart des politiciens. » (Financial Times du 6 juin 1987).

D'énormes fortunes s'élevaient à peu de distance des bidonvilles — les trop fameuses favelas — où le régime des gangs de trafiquants de drogue prend progressivement la relève d'une police trop souvent impuissante ou corrompue. Des millions de jeunes vivent dans la rue, sous-alimentés, sous-éduqués, recrutés idéalement pour le banditisme. Le taux de mortalité infantile — 67 pour 1 000, contre 8 pour 1 000 en France — est analogue à celui d'El Salvador, de la Birmanie ou de la République Nouvelle-Guinée. Le président de la Société brésilienne de pédiatrie, le professeur Alvaro Filho, a paré récemment à ce propos de « massacre cruel ».

Dans certaines zones du Pernambuco, ce taux est encore plus supérieur. C'est dire l'ampleur des disparités régionales. La population de l'État de São Paulo — la cinquième de celle du Brésil — dispose de 10 % des ressources nationales, tandis que celle de l'État de Ceará, dans le Nord-Est, n'en a que 2,5 %. Les « États pauvres », sans qu'on les appelle ainsi, sont ceux qui, au lieu de profiter de la croissance économique nationale, ont subi une dépopulation drastique. On dit que les gens du Nord-Est ont fui vers le Sud, mais c'est une légende. La population de l'État de Ceará a diminué de 10 % depuis 1950. Les habitants des zones défavorisées, qui ne sont pas parvenus à fuir, sont restés dans leur région, et ont subi, au cours des dernières années, une dépopulation encore plus drastique. Un monde séparé, on qui a fait dire en 1972 à la conférence épiscopale brésilienne que « la société brésilienne d'aujourd'hui, en termes réels et pour l'essentiel de sa structure, ne s'est pas beaucoup éloignée de la société esclavagiste de ses aïeux ».

A la base de ce déséquilibre, il y avait — il y a plus que jamais — la question agraire. Pendant des siècles, le Brésil a produit la culture la plus extensive qui soit. Sur une terre naturellement riche,



Les « gauchistes » du Brésil. En haut, le président Collor, en bas, le député Lula da Silva.

1989, un million quatre cent mille familles. C'était malheureusement sous-estimer le poids des puissants. Sur les quatre cent cinquante mille familles qui devaient être installées en 1986-1987, trente-sept mille seulement ont eu satisfaction. Deux ministères de la réforme agraire ont dû démissionner. Un troisième, Marco Freire, a trouvé la mort en septembre dans un accident d'avion. Les occupations illégales de terres ou de logements en ville se multiplient et, avec elles, les incidents violents, faisant ou trois ans quelque quatre cents morts, dont certains froidement abattus par des tueurs à la solde de grands propriétaires, qui sont parfois d'ailleurs des sociétés étrangères. Aussi bien, chaque jour à Brasília, des milliers de paysans manifestent-ils pour presser l'Assemblée constituante d'adopter rapidement le nouveau projet de réforme agraire dont elle a été saisie.

On nous a, bien sûr, beaucoup parlé de ce problème, et pas seulement à Recife, où le gouverneur du Pernambuco, Miguel Arraes, qui a payé d'un an de prison et d'un long exil en Algérie et en France son opposition au régime militaire, est à juste titre obéi. Mais c'est sur des sujets à première vue moins brûlants qu'on nous a, presque à chaque instant, posé des questions, directement liées, il est vrai, à ce dont débattait à longueur de journée — et même de nuit — les parlementaires : « Qu'est-ce qui convient le mieux, à votre avis, à notre pays : le parlementarisme ou le présidentisme ? Crovez-vous que le président Sarney a raison de vouloir prolonger son mandat ? Est-il justifié de faire figurer dans le projet de Constitution un article qui fait obligation aux journalistes, pour exercer leur métier, de sortir d'une école professionnelle ? Quelle est la position éditoriale de votre journal sur le problème de la dette ? » Et ainsi de suite.

Le problème de sous l'impulsion de ces questions. Mais il faudrait au moins, pour répondre aux deux premières, avoir du Brésil une connaissance plus approfondie que celle qui peut résulter d'un séjour de trois semaines. Plusieurs observations, en revanche, nous paraissent tomber sous le sens.

a) De tous les pays du monde, le Brésil est l'un de ceux du plus d'écarts. Ses richesses naturelles sont énormes, il vit en paix avec tous ses voisins, résultat digne d'être noté, puisqu'il a des

frontières communes avec dix pays et a mis en route avec l'Argentine et l'Uruguay un marché commun aux perspectives prometteuses. A bien des égards, c'est un pays moderne, avec un

très bon réseau de routes, de télécommunications, de transports, une technologie avancée couvrant tous les secteurs de pointe, des cadres de grande valeur.

b) Le problème essentiel du Brésil n'est pas aujourd'hui celui de son endettement, mais celui de sa détermination. C'est sans doute de faire illusion que de croire qu'il pourrait recommencer de progresser dans une paix relative par le simple mécanisme de l'extension de la tâche d'hôte d'une prospérité actuellement réservée à une minorité. En même temps, il est clair que l'Etat a abusé de son rôle directif, et que trop de Brésiliens s'en remettent à lui, et à lui seul, de l'orientation et du soutien de l'économie.

Mais les choses étant ce qu'elles sont, il appartient au pouvoir de définir les grandes lignes et de trouver les mots capables de remobiliser une nation qui a, plus que tout, besoin de reprendre confiance en elle.

c) Cela suppose que la « Belgique » (un morceau de Belgique, un morceau d'Inde), comme on a surnommé le Brésil contemporain, trouve un moyen de se rassembler, de se réunifier en une seule nation, au lieu de vivre séparée, comme aujourd'hui, en deux tronçons entre lesquels il n'existe guère d'autres ponts que ceux que, derrière dom Helder Camara, s'efforcent de lancer nombre d'évêques et de prêtres effarés de la misère qui les entoure.

L'actuel ministre de la culture, Celso Furtado, écrit à propos de son cher Nord-Est : « L'émigration d'une classe moyenne qui prospère au milieu d'une paysannerie abrutie pour la majorité de la population est la plus grande preuve de l'échec de la politique de développement appliquée dans la région (4) ». On pourrait en dire autant de tout le Brésil.

d) Les débats dont il dispose, le dynamisme dont il a tant de fois fait preuve, la qualité de ses chercheurs, de ses ingénieurs, de ses intellectuels, confèrent au Brésil, dans la conjoncture présente, un rôle-clé. Son échec ou son succès pourrait bien commander l'avenir

de tout le processus de démocratisation qui, dix ans après l'Europe méditerranéenne, a gagné l'Amérique du Sud. Cela dépend sans doute moins d'un président qu'on a trop tendance à charger de tous les péchés que de l'aptitude d'un peuple facilement cyclothymique à surmonter son actuelle déprime.

Encore faudrait-il que le peuple, ce ne soit pas seulement les autres. Quelle que soit l'issue qui sera finalement trouvée au problème de l'endettement — et l'actuel ministre des finances, Luis Brasseur Pereira, y travaille avec ténacité et bon sens, — une nouvelle phase d'austérité est inévitable.

Compte tenu des conditions extrêmement difficiles dans lesquelles vit la majorité de la population, il ne serait pas concevable que cette austérité ne frappe pas d'abord les privilégiés. Sans quoi le pays a toutes ses chances de retomber dans le cycle infernal de la violence et des coups d'Etat, et de décourager ainsi un peu plus ses créanciers. Ceux-ci, en revanche, se devraient de l'aider s'il continue à donner des signes, comme il commence à le faire, de sa volonté de s'aider soi-même et de procéder à des réformes qui, au-delà des structures et des mécanismes, devraient toucher — mais sans doute est-ce le plus difficile — les mentalités.

Car il va de soi que la faillite économique et politique d'un pays de la dimension du Brésil ne resterait pas longtemps confinée à ses frontières et ajouterait encore à l'insupportable, au périlleux désordre du monde.

ANDRÉ FONTAINE.

(1) L'empire de Maximilien, en Mexique, était né en France. Rien à voir.

(2) Guy Sorman, *Le Nouvelle Richesse des nations*, Fayard, 1987. Voir le compte rendu de P. Drouin dans *le Monde* du 15 septembre 1987.

(3) René Dumont et Mario Franco Montón, *Le Mal-développement en Amérique latine*, Le Seuil, 1981.

(4) Celso Furtado, *Le Brésil après le miracle*, éd. de la Maison des sciences de l'homme, 1987.

La terre mal partagée

Le résultat, c'est la déforestation sauvage, surtout en Amazonie, où certains dénoient déjà une catastrophe écologique. C'est aussi la paupérisation croissante des populations rurales, qui attendent une fois de plus, notamment dans le sertão, le quartier du Nord-Est, victime privilégiée d'une implacable sécheresse, des proportions dramatiques.

Faute de pouvoir se nourrir de ce qu'ils produisent, faute, trop souvent, de pouvoir garder les modestes logements que leur disputent d'autres propriétaires, ils désertent la terre pour s'entasser dans les bidonvilles, ou errent, par millions, à la recherche d'un travail fantomatique.

Pour résumer la situation, Dante de Oliveira, le ministre de

la réforme agraire, a une formule : « Là où il y a de la terre, il n'y a pas de gens, et là où il y a des gens, il n'y a pas de terre. » Situation dont on mesure l'absurdité, lorsqu'on visite l'Embrapa, l'entreprise brésilienne de recherche agronomique, installée à quelques kilomètres de Brasília, en plein milieu des cerrado, qui sont au Brésil ce que la savane est à l'Afrique.

Sur cette terre rouge sang, où la végétation était si maigre, on récolte aujourd'hui, grâce à des injections massives de calcaire et de phosphates, des oranges, du café, des papayes, des melons, des avocats, des mangues, du manioc, des haricots, etc. « Il y a là de quoi nourrir, en l'an 2000, cinq cents millions d'êtres humains », sous dit un Français qui travaille là avec passion. Encore y faudrait-il des investissements massifs. Et les investissements, on l'a déjà dit, sont en panne.

En panne également la réforme agraire. La Nouvelle République, qui a succédé à la dictature militaire, avait lancé, le 10 octobre 1985, un ambitieux programme. Il s'agissait d'exproprier l'équivalent de la superficie de l'Espagne, appartenant pour l'essentiel à des latifundistes, et d'y établir, d'ici à

LE MEILLEUR JOUR POUR ALLER A DOUALA, C'EST MARDI, MERCREDI OU VENDREDI.

UTA le mardi, UTA le mercredi, UTA le vendredi. 3 fois par semaine vers Douala, retrouvez le service 3 classes UTA : Première de Luxe, Galaxy, Economique.



C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA.

صحة من الالحول

sil, un gé...

Mondes en devenir

HISTOIRE DES INSTITUTIONS ET DES FAITS SOCIAUX DU CAMEROON

Diplomatie

Les relations soviéto-américaines et le débat sur la défense européenne

Moscou ne poserait plus de conditions à un sommet Reagan-Gorbatchev

(Suite de la première page.)

Mais un haut fonctionnaire américain a révélé la nouvelle, après que l'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou ait été invité par deux fois, mardi, au ministère des affaires étrangères. Dans le même temps, des porte-parole soviétiques, tant à Moscou qu'aux Nations unies, faisaient des déclarations indiquant un net changement de ton.

Pour que ce changement de ton soit encore plus clairement perçu aux Etats-Unis, l'ancien ambassadeur d'URSS à Washington, M. Anatoli Dobrynine, actuellement secrétaire du comité central, a fait des confidences au correspondant du *New York Times* dans la capitale soviétique, lui expliquant, à partir de notes rédigées pour plus de précision en anglais, que Moscou ne posait plus de conditions à la tenue à Washington ou dans un pays tiers d'un sommet au cours duquel les deux dirigeants signeraient l'accord sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire (FNI). Cet accord est à présent « prêt à 98 % », a-t-il déclaré mardi soir.

« Shultz a des contacts réguliers avec les Soviétiques », dit-il, « et les Soviétiques posent toujours, selon M. Dobrynine, des conditions — qui seraient un accord sur un traité destiné à réduire les missiles à longue portée et à limiter le développement d'armes spatiales. »

En fait, l'URSS en revient tout simplement à la position qu'elle a tenue avant le séjour à Moscou de M. Shultz et son entretien de cinq heures avec M. Gorbatchev. Le numéro un soviétique avait alors, après de très longues digressions, expliqué au secrétaire d'Etat que les conditions d'un prochain sommet ne



lui semblaient pas réunies. C'est à ce moment que M. Gorbatchev avait fait part de son intention d'écrire à ce sujet à M. Reagan, laissant M. Shultz, bredouillant et perplexe, déclarer un peu plus tard aux journalistes qu'il ne lui restait plus qu'à « attendre le facteur ».

L'étrange comportement des Soviétiques reste à élucider : leur ambassadeur auprès des Nations unies, M. Alexandre Belonogov, a affirmé, mardi, que l'épisode moscovite n'était, en fait, qu'une « course poursuite » destinée à permettre au Kremlin de faire le point.

En fait, vu de Washington, tout se passe comme si M. Gorbatchev avait une fausse manœuvre et s'apercevait assez vite de sa bêtise, s'empressant de réparer les dégâts, de remettre en marche la machine qu'il avait lui-même arrêtée.

Dans un premier temps, cette manœuvre avait paru habile : au moment où une série de malheurs s'abattaient sur M. Reagan, les Soviétiques lui refusaient le seul succès sur lequel il pouvait légitimement compter. Les officiels américains étaient amers, M. Shultz ne cherchait même pas à dissimuler sa déception, et déjà certains congressistes démocrates et nombre de commentateurs mettaient le président Reagan en demeure d'en rabattre sur l'IDS, estimant que son obstination en ce domaine comme en plusieurs autres, était la cause de l'échec. Ainsi un éditorial du *New York Times* publié le lendemain de l'entretien Shultz-Gorbatchev suggérait à M. Reagan d'abandonner son rêve de défense spatiale, lequel de toute manière serait réduit à peu de chose par le Congrès : autant, expliquait le journal, obtenir quelque chose en échange.

La « plate-forme » sur la sécurité est adoptée à La Haye par l'UEO

Voici les principaux extraits de la « plate-forme sur les intérêts européens en matière de sécurité » adoptée, le mardi 27 octobre à La Haye, par les ministres des affaires étrangères et de la défense des pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (pays de Benelux, RFA, Italie, France, Grande-Bretagne) :

Nous, ministres des affaires étrangères et de la défense des Etats membres de l'UEO, entendons réaffirmer la communauté de destin qui lie nos nations. (...) Nous sommes convaincus que la construction d'une Europe intégrée restera incomplète tant que cette construction ne s'étendra pas à la sécurité et à la défense.

La présence importante des forces conventionnelles et nucléaires des Etats-Unis joue un rôle irremplaçable dans la défense de l'Europe. Elles sont l'expression concrète de l'engagement américain à la défense de l'Europe et constituent le lien indispensable avec les forces de dissuasion stratégiques des Etats-Unis. (...)

Le contrôle des armements et le désarmement font partie intégrante de la politique de sécurité occidentale ; ils n'en sont pas une alternative. La politique de contrôle des armements, comme notre politique de défense, devrait tenir compte des intérêts spécifiques de l'Europe en la matière de sécurité dans une situation en évolution. Elle doit être compatible avec le maintien de l'unité stratégique de l'alliance et ne doit pas empêcher d'améliorer la coopération européenne en matière de défense.

et autres, dans le cas d'une attaque armée dirigée contre l'un d'entre nous. (...)

Nous sommes résolus à renforcer le pilier européen de l'alliance.

Nous sommes déterminés à assumer chacun notre part de la défense commune :

- Dans le domaine conventionnel, nous continuerons tous à participer aux efforts en cours pour améliorer nos défenses ;
- Dans le domaine nucléaire également, nous continuerons à assumer nos responsabilités ; certains d'entre nous en poursuivant des coopérations appropriées avec les Etats-Unis ; le Royaume-Uni et la France en continuant à maintenir des forces nucléaires indépendantes, dont ils sont déterminés à préserver la crédibilité.

Résolus à poursuivre une intégration européenne qui s'étende à la sécurité et à la défense, nous entendons :

- Assurer que notre détermination à défendre, à ses frontières, tout Etat membre soit clairement manifeste au moyen de dispositions appropriées ;
- Elargir notre coordination en matière de défense et de sécurité et examiner à cette fin toute mesure pratique (...);
- Viser à une utilisation plus efficace des ressources existantes, notamment en étendant la coopération militaire bilatérale et régionale (...), et intensifier la coopération en matière d'armement (...).

Curieux zigzag

ENCORE un zigzag imposé par un bureau politique (ou un comité central) réticent devant les réformes et le rapprochement soviéto-américain ? Ou simplement une fausse manœuvre de M. Gorbatchev lui-même, qui croyait le président américain tellement « désireux » d'obtenir son sommet qu'il ferait pour l'avoir une concession de dernière minute à propos de la « guerre des étoiles » (IDS) ? Toutes les hypothèses sont possibles, mais c'est un fait que la rectification de cet impair est aussi nette que rapide.

Rappelons le communiqué publié par l'agence Tass, reproduit par le *Pravda* de samedi et de dimanche dernier, après sa conversation avec M. Shultz. Le monde, dit le secrétaire général du PC, « attend davantage » d'un prochain sommet soviéto-américain que la simple signature d'un accord sur les missiles à moyenne portée, lequel est d'ailleurs pratiquement conclu. Il convient donc de parvenir au cours de cette rencontre à une « entente sur les points-clés de futurs accords » relatifs aux armements à longue portée et à l'IDS. Sans doute le mot « condition » n'est pas prononcé, mais c'est tout de même un vœu à caractère impératif. M. Gorbatchev ajoute d'ailleurs qu'on doit pouvoir mettre au point une telle entente « en un mois et demi », autrement dit dans le laps de temps qui reste à courir avant la fin de l'année, encore que « les réalisations possibles [la] rendent pour le moment prudent ». Et c'est pourquoi il se refuse à fixer une date pour le sommet.

Changement à vue dès mardi, puisque le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Fiedychov, tout en observant que la date précise ne peut être fixée, mais que la mise au point du traité FNI sera achevée « d'ici une semaine ou deux », ajoute : « Ce traité sera signé au plus haut niveau, comme il a été convenu entre les dirigeants des deux pays. » Des propos relayés le même jour à New-York par M. Belonogov, ambassadeur de l'URSS à l'ONU, et renforcés par M. Dobrynine, qui déclare au *New*

York Times que ce sommet n'est lié à aucune « précondition ou ultimatum autre que le vœu de M. Reagan de discuter de manière approfondie la question des armes défensives et des réactions militaires des missiles à longue portée ». Autrement dit, les Américains sont simplement invités à « discuter » du problème — ce que M. Shultz n'avait d'ailleurs jamais refusé — ils n'ont plus à se dire d'accord sur « les points-clés d'une entente » à ce sujet, ce qui n'est pas du tout le même chose.

L'hypothèse d'une erreur personnelle

Si la rapidité de la volte-face porte à retenu plutôt l'hypothèse d'une erreur personnelle de M. Gorbatchev, on ne doit pas oublier que la direction collégiale soviétique a souvent imposé à son leader le principe d'un lien entre des concessions américaines sur l'IDS et d'autres dossiers du désarmement. C'était déjà le cas sous Tchernenko, lors de la reprise des conversations soviéto-américaines amorcées par M. Gromyko en janvier 1985.

L'année suivante, à la fin de la rencontre de Reykjavik et pendant toutes les semaines qui suivirent, le thème à Moscou était que tout était lié dans un seul « paquet », y compris l'accord FNI, dont les grandes lignes avaient pourtant été tracées. Ce n'est qu'en février que M. Gorbatchev annonça la rupture de ce lien, ce qui rendit possible la négociation de l'accord en voie d'achèvement aujourd'hui.

A-t-on voulu revenir par la bande à ce même « paquet » en en faisant cette fois une condition à la tenue d'un sommet ? C'est bien possible, d'autant que les mécontentes ont beau jeu d'affirmer que le traité FNI n'est après tout que le fruit d'une négociation soviétique, Moscou acceptant purement et simplement l'option zéro de M. Reagan. De là à souhaiter que Washington fasse tout de même une vraie concession pour avoir son sommet, il n'y avait qu'un pas qui a été franchi, pendant quelques jours tout au moins.

De vieux souvenirs

Mais la situation et les réactions devaient évoluer assez vite. D'abord les négociateurs américains, M. Shultz en tête, ont réagi rapidement d'abord avec une mine contrainte et firent savoir à l'entourage que si les Soviétiques ne voulaient pas de sommet, les Américains s'en passeraient assez bien : l'essentiel était que le traité FNI soit signé, peu importe par qui. Le président Reagan, de son côté, à peine avait-il eu connaissance des nouvelles exigences de M. Gorbatchev, refusa d'esquisser la moindre concession. Répétant que l'IDS n'était pas négociable, il ajouta : « Si M. Gorbatchev veut jouer à ce petit jeu [à propos du sommet], il joue tout seul. »

Dans la classe politique américaine, le surprenant comportement du numéro un soviétique suscita une série de réactions exécutées sur le thème : après tout, M. Gorbatchev n'est peut-être pas si différent qu'on le pensait de ses prédécesseurs au Kremlin, dans ses objectifs sinon dans ses méthodes. *Corby News Summit* tirait plaisamment un quotidien populaire new-yorkais : un « nœud » qui rappelait de vieux souvenirs. Plus sérieusement, la presse conservatrice se félicitait du tour pris par les événements, tandis que le *New York Times* faisait amende honorable en expliquant, dans un nouvel éditorial, lundi 26 octobre, que M. Gorbatchev avait fait un « mauvais calcul ». En voulant mettre M. Reagan en difficulté, il avait en réalité mis les Américains en demeure de « capituler, ce qui est difficile à accepter. (...) Il [M. Gorbatchev] peut bien dire qu'il n'y aura pas de sommet sans concessions sur la guerre des étoiles, mais en vérité il n'y a pas de concessions possibles sur la guerre des étoiles s'il n'y a pas de sommet. »

Ces réactions négatives n'ont pas échappé aux Soviétiques (un de leurs porte-parole y a d'ailleurs fait allusion mardi), et M. Gorbatchev est donc apparemment très vite revenu à sa première méthode : procéder par étapes, créer ou recréer une dynamique du désarmement, adopter un ton conciliant, sans bien entendu oublier les objectifs à long terme de l'URSS.

Pourtant, même si la correction de tir a été faite très rapidement, ces quelques jours pendant lesquels la température des relations soviéto-américaines s'est brutalement rafraîchi laisseront sans doute des traces. Le sourire et l'accent géorgien de M. Chevardnadze, qui avaient fait merveille ici il y a sept semaines, souffriront-ils à long terme de la méfiance ? Les zigzags de la diplomatie soviétique risquent en tout cas de conforter M. Reagan dans l'idée qu'il a tout intérêt, lui, à bouger le moins possible : « Wait and see » (attendons de voir), a-t-il inopinément déclaré mardi aux journalistes qui lui demandaient son sentiment sur les dernières nouvelles en provenance de Moscou.

Proche-Orient

Des milliers de réfugiés palestiniens ont été évacués de Gaza vers le Liban, dans le cadre d'un accord de cessez-le-feu temporaire. Les tensions restent élevées dans la région.

Le monde

Le monde s'agitote en attendant les résultats des élections américaines. Les tensions internationales restent élevées.

Le Monde
sur minitel
IMMOBILIER
30.000 affaires Paris-province. Garantie
3615 TAPÉZ **LEMONDE**

MICHEL TATU.

Guy MONNOT islam et religions
Les religions du monde vues à travers la littérature musulmane.
Un volume 312 pages 212 francs
MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 43 54 32 70

CLASSE GALAXY UTA: AUJOURD'HUI LES HOMMES D'AFFAIRES PEUVENT ENFIN VOYAGER DANS L'ESPACE.

Vers l'Afrique, le Sud-Est Asiatique, le Pacifique ou les USA, en DC 10 ou en 747 Big Boss, choisissez l'espace luxueux de la Classe Affaires Galaxy, vous comprendrez pourquoi c'est toujours mieux d'y aller avec UTA.

UTA

C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA.

حکومت من الاجل

50 من الاجل

Politique

La réforme constitutionnelle vingt-cinq ans après le référendum

L'élection présidentielle entre Austerlitz et le loto

Qui songerait aujourd'hui, en France, à remettre en cause le principe de l'élection au suffrage universel direct du président de la République, entériné il y a vingt-cinq ans, le 28 octobre 1962, par le oui « franc et massif » au référendum voulu contre vents et marées par le général de Gaulle ? Personne. Ou presque.

Des voix, très atténuées pour le moment, se font régulièrement entendre au Parti communiste pour dire « clairement non » à l'élection autocratique du président de la République au suffrage universel ». (M. Claude Popereau dans l'Humanité du 16 octobre).

C'est bien peu. L'élection phare du système politique français ne paraît pas pouvoir — sauf imprévisible cataclysme — être désormais contestée. Le colloque impeccable organisé le mardi 27 octobre à Suresnes (Hauts-de-Seine) par MM. Hervé Maurey, François de Guerdavid et Wilfrid Montassier, attachés parlementaires impeccables d'un député UDF (M.M. Michel Pelchat) et de deux députés RPR (M.M. Michel Hanouin et Olivier Guichard), ne pouvait manquer de rappeler une nouvelle fois cette évidence. Le premier ministre, ancien et futur candidat à l'option du suffrage universel national, veut honorer de sa présence la fin de cette manifestation, eût-il toléré le moindre doute à ce sujet ?

On en a — heureusement — appris un peu plus au cours de cette réunion conçue par et pour des « enfants de la V^e République ». Ils étaient venus nombreux le matin assister à cette séance exceptionnelle de travaux dirigés — nés pour la plupart après 1962. Pourquoi cette date, du reste ? Pourquoi pas plus tôt ? Aux explications connues et déjà maintes fois évaluées, M. Michel Debré, grand témoin précieux entre tous de la période et artisan ombrageux, par délégation gaullienne, des institutions de la V^e République, est venu en ajouter une autre, qui peut sembler exotique, pour ne pas dire insolite, à de jeunes oreilles.

Au moment du discours de Bayeux (1946), a indiqué le premier ministre du général de Gaulle,

et même en 1958, il ne pouvait être question de songer à élire le chef de l'Etat au suffrage universel. Car dans l'« empire », le nombre de « Français qui n'étaient pas de France » était supérieur aux autochtones. Plus tard « la communauté maintient l'extension de la citoyenneté française à l'Afrique et à Madagascar. Dans ces conditions, il n'est pas possible d'envisager l'élection au suffrage universel ».

Fortes raisons, sans doute, qui jette aussi une lumière crue sur les hypocrisies et les arrière-pensées que recouvraient à l'époque les discours officiels légitimant sur les « Français

presque unanime veut renvoyer le héros à ses méditations et à Colombey-les-deux-Eglises, dès lors que la tragédie algérienne est achevée.

Haute stratégie, petits calculs

De Gaulle — qui le sait, comment ne pas le voir ? — va utiliser l'émotion provoquée par l'attentat du Petit-Clamart, où il faillit perdre la vie, pour mettre en mouvement ce que M. Vedel peut qualifier d'« Austerlitz politique ».

Le général annonce son projet et

conçu comme il l'a été (deux tours, deux candidats seulement au second tour) ? M. Roger Bellu, secrétaire général du gouvernement à l'époque, n'a pas dissimulé que la crainte du PC avait été « l'une des raisons, pas la seule », du choix opéré pour se garantir à coup sûr contre ce « risque ».

L'élection du président au suffrage universel direct instaurée, les partis restaurés, par suite, contre toute prévision gaullienne, les prédateurs et les présidences s'étant succédés comme l'on sait depuis, où va l'insitution ?

Cinq ou sept ans ?

Le dilemme septennat-quinquennat n'est pas clos. Au-delà de l'habituelle revue des avantages et inconvénients des deux formules, M. Jean-Claude Parodi (IEP, Paris) s'est demandé s'il est « tout à fait normal dans un système démocratique » qu'une réforme successivement voulue par un président de droite (M. Giscard d'Estaing) puis proposée par une coalition de gauche « ne soit même plus aujourd'hui envisagée comme un des événements possibles à court terme ».

Quant à la substance même de l'institution présidentielle, M. Olivier Dubanel (Paris X-Nanterre) s'est interrogé sur le « risque d'une certaine dérive de l'institution présidentielle ». Le « recul des idéologies dures », la montée des consensus mous, la « stérilisation extrême du système politique » et l'« envahissement de l'audiovisuel » aidant, si l'on peut dire, ne verra-t-on pas progressivement « l'élection présidentielle devenir vite, purement ludique, un nouveau jeu consistant, conduisant à une dévalorisation du politique » ?

Tout était dit. Il ne restait plus à M. Jacques Chirac qu'à proclamer : « Nous avons une excellente Constitution et nous serions bien inspirés de ne pas y toucher », avant de consacrer un sourire de plus et une parcelle de son insipidable énergie à souffler devant caméras et objectifs les bougies du gâteau du vingt-cinquième anniversaire.

MICHEL KA-IMAN.

Il y a vingt-cinq ans le général de Gaulle imposait l'élection au suffrage universel direct du président de la République. Quel est l'avenir de cette révolution ?

à part entière » vivant hors de l'Hexagone.

Dater le dessein du général de Gaulle quant au mode de désignation du président, si c'est possible, relève de la gageure. Mais la seule année 1962 offre à elle seule un champ passionnant à une investigation d'un autre ordre. M. Georges Vedel, membre du Conseil constitutionnel, M^{me} Odile Rudelle (Institut d'études politiques de Paris), entre autres, ont suggéré ou expliqué la formidable — au sens stratégique — opération menée cette année-là par le général de Gaulle pour imposer son analyse et la conclusion qu'à ses yeux elle exigeait.

Des écrits du général, a rappelé M^{me} Rudelle, on tire sans peine la conviction d'une résolution très ancienne sur laquelle il demeure, comme pour tant d'autres sujets, silencieux jusqu'au moment opportun.

Pour M. Vedel, « quand on regardait un peu de l'extérieur, on était très frappé de l'organisation stratégique de l'affaire en 1962 ».

Cette année-là, en effet, « de Gaulle va prendre son adversaire, la classe politique, en flagrant délit de déploiement offensif ». En un mot comme cent : cette classe politique

le « mode d'emploi » qu'il a choisi : un référendum à la façon article 11 de la Constitution plutôt qu'une révision telle qu'elle est strictement définie par l'article 89.

S'ensuit une gigantesque polémique sur cette violation de la Constitution, qui occulte opportunément le vrai but : chasser de Gaulle, et le vrai malaise : comment s'opposer à la plus démocratique des procédures au nom de la démocratie, de la République ?

Mais « ce leurre, ce chiffon rouge », grâce auquel l'imposant « cartel des non » croit avoir fait tomber de Gaulle dans un piège, est une nasse dans laquelle il va lui-même s'enfermer. Le « cartel des non » croit que de Gaulle l'emportera de justesse au référendum et sera ensuite écrasé aux élections législatives, l'Assemblée ayant été dissoute, après le vote de la censure et la chute du ministre Pompidou.

Erreur totale. Avec le référendum, de Gaulle gagne ce que M. Vedel nomme la « bataille de rupture ». Un peu plus tard, les élections législatives consacreront son triomphe à l'issue de la « bataille de destruction ».

La haute stratégie n'exclut pas les calculs plus simples. Pourquoi le mécanisme de l'élection a-t-il été

La préparation de

Le PCF : comme en 1958 ?

« Nous devons être clairs et d'ores et déjà dire que, dans l'état actuel des positions du PS, nous ne nous désisterons pas ». Cette opinion figure dans le contribution de M. Robert Lesque militant de la fédération de l'Orne du PCF, publiée par l'Humanité du mardi 27 octobre dans la tribuna de discussion préparatoire au vingt-sixième congrès.

« Conscient des problèmes que cela pose, M. Lesque contrebalance son jugement sur le second tour de l'élection présidentielle en ajoutant : « Cette position pure et dure ne sera certes pas comprise d'une partie de nos électeurs, encore moins des électeurs socialistes que nous ne saurions confondre avec les dirigeants du PS. » Il se demande pourtant : « Ne devons-nous pas avoir le courage

de dire non, comme en 1958 ? ».

Le PCF avait alors préconisé le « non » au référendum du général de Gaulle sur la Constitution de la V^e République. « Se désister pour un candidat dit de gauche n'a aucun sens, conclut-il, quelles que soient les conséquences politiques immédiates de notre prise de position ».

La tribuna de discussion du mercredi 28 octobre est entièrement consacrée à la « politique d'union » du PCF. M. Nicolas Marchand (Val-de-Marne), membre du comité central, souligne : « Ne osons pas à tout ce nous sommes de nous déterminer aujourd'hui par rapport au PS. » M^{me} Laurence Barrière (Hauts-de-Seine) rappelle le prix donné par le PCF au mouvement populaire en rejetant « une union de façade au sommet avec tel ou tel politicien ».

Exclusions, démissions et « rénovation »

Par six voix contre quatre et une abstention, M. Alain Arvin-Bérod et trois de ses camarades (une employée de grande surface, une assistante sociale et un professeur) ont été l'objet d'une procédure d'exclusion du PCF votée par leur cellule, le mardi 27 octobre. M. Arvin-Bérod, premier adjoint au maire d'Échirolles et conseiller général communiste de l'Isère, avait adhéré au parti en 1970. Secrétaire général de la commune de 1973 à 1977, il a été élu en réalité aux élections municipales de 1977 et 1983 sur une liste d'union à majorité communiste.

M. Arvin-Bérod est membre du bureau de la coordination nationale des renouvelateurs qui soutient la candidature de M. Pierre Juquin à l'élection présidentielle. A Bagneres-de-Bigorre, un troisième conseiller municipal communiste, M. Oscar Casin, a démissionné du PCF. Deux adjoints au

maire avaient déjà quitté le parti avant lui (Le Monde du 28 octobre). A Brest, dans le Finistère, trois des quinze représentants communistes au conseil municipal se sont constitués en « groupe de renouvelateurs communistes », et à Landernec, M. Gilles Maurice a fait de même. Un conseiller municipal communiste de Corbeil, dans la banlieue de Lyon, M. Pierre Bouquet, a indiqué, mardi, qu'il avait décidé de « quitter le PCF avant qu'il ne [le] quitte ».

Le Parti radical : pour l'extension des parrainages. — Le comité exécutif du Parti radical s'est officiellement prononcé le mardi 27 octobre, pour l'extension aux conseillers régionaux et députés des Français à l'étranger des parrainages aux candidats à l'élection présidentielle. Les radicaux proposent aussi de relever de 500 à 525 le nombre des signatures exigibles.

NOUVEAU :
Dès 14 h les questions
du jour sur Minitel

LE MONDE DU VIN

QUESTION N° 21
L'expression « blanc de blancs » signifie-t-elle :
• sélection parmi les meilleures cuvées de vins blancs ?
• vin issu d'une vigne plantée sur un sol très calcaire ?
• issu uniquement de raisins blancs ?


QUESTION N° 22
Quelle est la particularité du vin d'Alsace edelzwicker ?
• il provient obligatoirement de la commune portant ce nom ou des cantons limitrophes ?
• c'est le seul vin d'Alsace qui peut provenir d'un assemblage de cépages ?
• c'est le seul vin français pouvant être récolté pour partie sur le sol de l'Allemagne fédérale ?

POUR VOUS AIDER :
L'INDICE RTL
Écoutez RTL chaque jour du lundi au samedi : à 10 heures Jean-Pierre Imbach vous dévoile l'indice RTL. Ou tapez sur votre Minitel 36.15 code LEMONDE ou RTL pour retrouver ces indices.

POUR PARTICIPER
Découpez la vignette ci-contre et conservez-la précieusement. Vous devrez la coller sur le bulletin-réponse diffusé dans le Monde à l'issue des 48 questions. Vous y noterez également chacune de vos réponses.

GRAND CONCOURS

CHABLIS



Grand
Vin
de
Bourgogne.
France.

TOUS LES JOURS DANS
Le Monde

RTL **VIGNETTE**
avec le patronage de l'INAO et de la SOPEXA

Société

DÉFENSE

La succession du général Saulnier

Un chef de trop pour les armées

La désignation d'un chef d'état-major des armées, qui a été maintenue pendant quelques semaines à l'Élysée et la présidence de la République, qui a été maintenue pendant quelques mois, l'actuel chef d'état-major des armées, le premier ministre et le ministre de la Défense, qui attendent la prochaine désignation d'un chef d'état-major des armées.

Un candidat, en effet, pour succéder au général Schmitt, l'amiral Louis, chef d'état-major de la marine nationale, était en concurrence avec le général Schmitt, chef d'état-major des armées. Spécialiste des opérations nucléaires, l'amiral Louis, chef d'état-major des armées, c'est-à-dire le numéro un de la défense nationale, a été nommé, en mai 1985, au poste de chef d'état-major des armées, en remplacement du général Jeannou Lannes.

L'aval du président

Le général Schmitt, chef d'état-major des armées, a été nommé, en mai 1985, au poste de chef d'état-major des armées, en remplacement du général Jeannou Lannes. Dans le passé, le chef d'état-major des armées a été nommé, en mai 1985, au poste de chef d'état-major des armées, en remplacement du général Jeannou Lannes.

Ni M. Jacques Chirac ni M. Michel Giraud ne l'entendent de cette manière. Le premier ministre, en revanche, a estimé, au contraire, qu'il ne

fait pas retarder la nomination d'un chef d'état-major des armées, en attendant la perspective d'une évolution dans la République. C'est pourquoi ce poste a été maintenu pendant quelques semaines à l'Élysée et la présidence de la République, qui a été maintenue pendant quelques mois, l'actuel chef d'état-major des armées, le premier ministre et le ministre de la Défense, qui attendent la prochaine désignation d'un chef d'état-major des armées.

Un candidat, en effet, pour succéder au général Schmitt, l'amiral Louis, chef d'état-major de la marine nationale, était en concurrence avec le général Schmitt, chef d'état-major des armées. Spécialiste des opérations nucléaires, l'amiral Louis, chef d'état-major des armées, c'est-à-dire le numéro un de la défense nationale, a été nommé, en mai 1985, au poste de chef d'état-major des armées, en remplacement du général Jeannou Lannes.

Le général Schmitt, chef d'état-major des armées, a été nommé, en mai 1985, au poste de chef d'état-major des armées, en remplacement du général Jeannou Lannes. Dans le passé, le chef d'état-major des armées a été nommé, en mai 1985, au poste de chef d'état-major des armées, en remplacement du général Jeannou Lannes.

Chargé de l'emploi des armées sous ses ordres et de s'assurer en permanence de leur aptitude à remplir leurs missions, le chef d'état-major des armées est placé sous la responsabilité du gouvernement, plus particulièrement, le ministre de la Défense. Dans certaines conditions, en cas de crise et, à plus forte raison, en cas de

conflict, il est chef d'état-major général des armées, c'est-à-dire le numéro un de la République et du gouvernement.

On comprend ainsi le pourquoi de l'Élysée que dans les sphères gouvernementales, on prête une grande importance au choix du général qui occupe ces importantes fonctions. D'autant que la décision se prend en conseil de l'Élysée et qu'elle est de l'avis du président de la République.

Mitterrand s'est voulu, semble-t-il, conciliant en proposant à un instant donné de sa discussion avec M. Chirac, Giraud, de nommer à ce poste le général Gilbert Forray, qui avait remplacé, en 1984, le général Saulnier à l'état-major particulier de la présidence de la République. Mais, en juillet dernier, le général Forray est devenu secrétaire général de la défense nationale et cette nomination est jugée trop récente pour être rapportée. Et, par ailleurs, le ministre de la défense continue de s'en tenir au choix du général Schmitt.

La relève du chef d'état-major des armées est, en réalité, un véritable problème institutionnel. Il s'agit de concilier deux impératifs contradictoires. Remplacer ce chef militaire à la date normale de son départ, c'est risquer de l'imposer au prochain président de la République, avec lequel il aura à collaborer et qui ne l'aura pas choisi. Mais, le prolonger c'est faire coïncider la durée d'un mandat électoral avec celle d'un responsable militaire qui n'est l'instrument politique de personne et qui appartient, avec d'autres, à la catégorie des grands subalternes de l'institution républicaine.

JACQUES IGNARD.

RELIGIONS

Les propositions du synode des évêques

L'Eglise catholique n'aura pas de diaconesses

La dernière semaine du synode mondial des évêques sur les laïcs est consacrée au thème des propositions qui, restées secrètes, seront dévoilées au public. Le retour au synode, après l'Assemblée, ne devrait pas y figurer. Seul doit être rendu public, le jeudi 29 octobre, un « rapport » destiné à l'Assemblée des évêques.

ROME - de notre envoyé spécial

Comme il le fait à chaque synode, le cardinal Basil Hume, archevêque de Westminster, a raconté, au dernier jour, le 23 octobre, à ses collègues évêques. Téléphonant à la capitale apostolique à Londres, il s'entendit répondre : « La nonne n'est pas là, elle ne parle pas l'anglais ». Ainsi, dit-il, « j'apprends que dans votre Église, les fonctions les plus hautes - la représentation du pape - étaient exercées par une femme ». Sur ce, il ajoute : « Ce n'est pas un rêve... Cette semaine à Rome, les trois propositions touchant au rôle de la femme dans l'Église catholique, qui figuraient dans le rapport de synthèse du groupe de travail linguistique,

ont été supprimées d'un trait de plume dans le document soumis au vote. Elles étaient pourtant bien en débat de certaines interventions d'évêques sur le ministère des femmes.

Retenue par dix propositions linguistiques, la proposition 21 réclamait l'accès libre à tous les laïcs, hommes et femmes, au ministère non-ordonné (les ministères ordonnés de l'évêque, du prêtre et du diacre). La proposition 22 suggérait la création d'un ministère féminin. Quant à la proposition 23, bien inoffensive en apparence, elle voulait permettre aux fillettes et aux adolescentes de devenir enfants de chœur de servir à l'autel.

Aspirites gonmées

La suppression de ces propositions, qui rend en particulier caduques les hypothèses ébauchées depuis le début du synode sur l'éventuelle restauration du diaconat féminin, n'a pas été le goût de certains évêques, en particulier canadiens, britanniques et américains. « À chaque synode, dit un habitué, on s'organise pour écarter la question brûlante. - Un rapport en rapport, dit un autre, un gonme les aspirites. »

Le rapport, finalement soumis au synode des évêques, et qui devrait selon toute vraisemblance être

adopté, au pape - la révision - du motu proprio de Paul VI de 1972, appelé « ministères », à la lumière de l'expérience des Églises locales et en vue de déterminer les conditions de l'accès des laïcs, hommes et femmes, aux ministères non ordonnés. Le pape est donc appelé à réformer un décret de son prédécesseur, ce qui est possible, mais pas banal.

Si le synode, pour dépasser les divergences entre les laïcs et les clercs concernant l'exercice de l'Église, le meilleur moyen n'est pas, comme avait tenté de le faire de Paul VI, de créer des ministères intermédiaires ou de permettre à des laïcs d'accéder à des ministères dits « institués ». Le meilleur moyen d'éviter la confusion serait plutôt de renforcer l'existence et le rôle spécifique de chacun. On ne parlera même plus de « ministère » pour le laïc, mais de « charge » ou « d'office ». La décision du synode ne règle cependant pas la question de la suppléance du prêtre dans les pays, pauvres ou riches, où le recrutement sacerdotal est déficitaire : encore moins celle posée par la spécialisation actuelle des tâches : au prêtre, tout ce qui est rites et sacrements ; au laïc, tout ce qui est préparation, exécution et service.

Il serait injuste de ne retenir du synode que cette épineuse question ministères. Malgré leur frustration, nombre d'évêques se félicitent surtout de l'élargissement donné, selon eux, à la notion ecclésiale de « peuple de Dieu » : à l'échelle universelle, il est désormais acquis que la mission des laïcs, dans l'Église et dans la société, ne doit plus être l'affaire d'une poignée de militants, mais celle de tous les baptisés.

HENRI TINCO.

Laïcs de choc au Moyen Age

Il est un alambiqué, un débat romain sur la place des laïcs dans l'Église. C'est un débat abstrait, si on le considère dans son contexte, mais qui occupait les esprits au Moyen Age.

Dans un livre qui paraît ces jours-ci, sous le titre de « Les laïcs dans l'Église », l'un des spécialistes de la spiritualité médiévale, Gilbert Durand, nous fait découvrir, au quinzième siècle, l'Église n'était pas du tout un organisme unifié, unifié par les papes, mais guidé par les rois. Cette période a connu, au contraire, un âge d'or de laïcité. Mais par quelle voie les rois ont-ils pu exercer leur influence ? Le commentaire de Gilbert Durand.

À l'égard des clercs, les laïcs du Moyen Age ont exercé une influence. Une partie d'entre eux manifestent un bricolage de laïcité. Une partie d'autres ont exercé une influence. Une partie d'autres, en revanche,

s'ingénient à rendre les clercs, jusqu'à l'ascétisme et la flagellation, pour s'approprier en quelque sorte les attributs spirituels du clergé et s'assurer le salut.

Il faut, pour rendre à la sainteté, un caractère de taille : la sainteté, ce n'est pas du tout un état de grâce - du moins temporairement - en inventant le mariage conjugal. C'est l'époque où les laïcs émergent sur la scène de la vie. Elles défrayent le spectacle, par leurs visions, leurs révélations, leurs prophéties. Mais le prestige de ces voyantes ne dure pas : au Moyen Age, elles sont appelées joliment « sorcières ». Un long hiver suivra...

R. S.

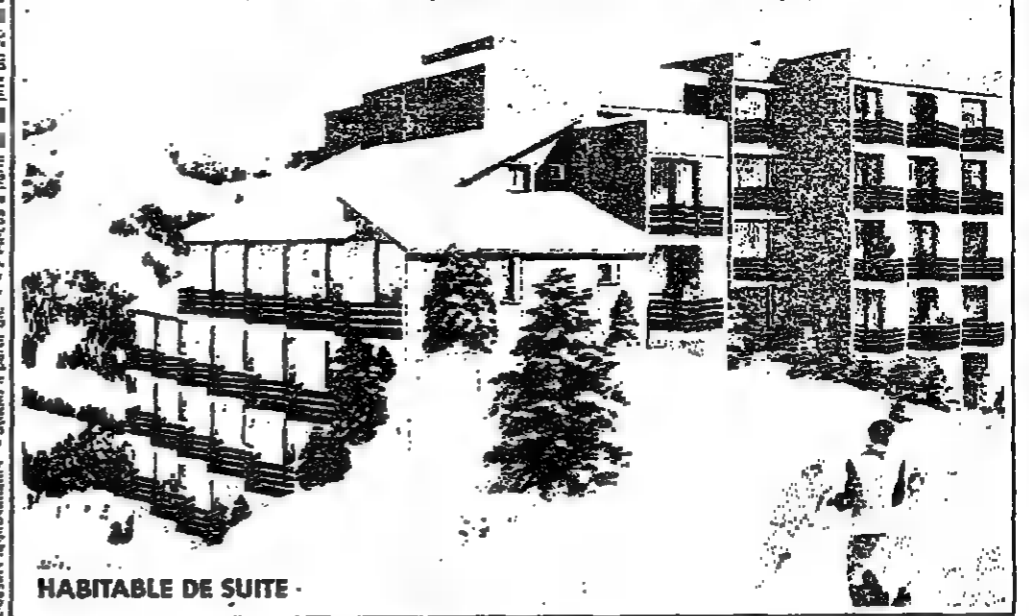
* Les Laïcs au Moyen Age. Editions de Cerf, 309 p., 165 F.

merlin
JUSQU'AU 1^{er} NOVEMBRE

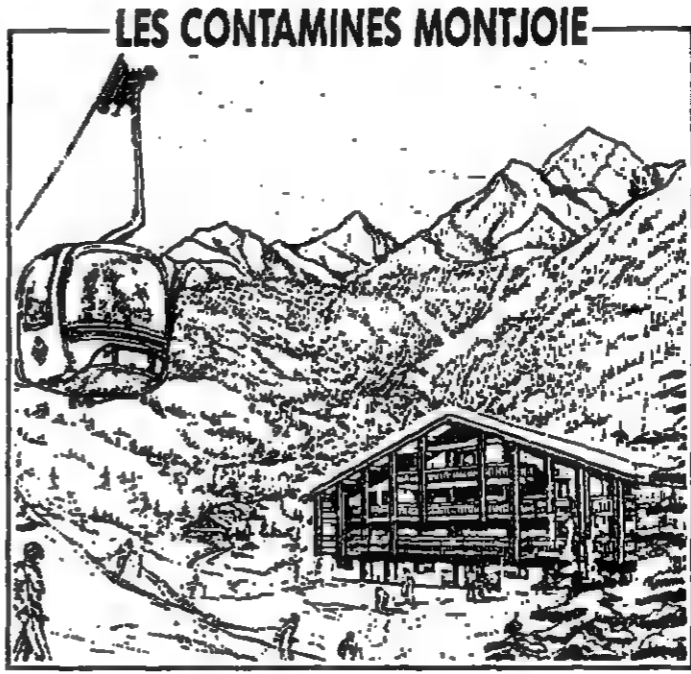
UNE VALEUR SÛRE

GRANDE VENTE EXCEPTIONNELLE

PRAPOUTEL LES 7 LAUX



VOTRE APPARTEMENT PROPRIETAIRE dans les ALPES
+ loggia + casier à skis
169.000 F



PROPRIETAIRE dans les ALPES

Propriétaire au pied des remontées-pentes, dans une magnifique résidence montagnarde de style savoyard. Skiez plein soleil et profitez du site préservé.
VOTRE 2 PIECES LOGGIA POUV
259.000 F

POSSIBILITE DE CREDIT TOTAL

BANQUE LA HENIN
Chacun son patrimoine

RENSEIGNEZ-VOUS VITE DANS NOS BUREAUX MERLIN
ouverts tous les jours de 9 h à 19 h même le Samedi
4,6, Avenue de Paris 94300 VINCENNES
METRO CHATEAU de VINCENNES **U43.74.12.24**

CENTRE NEPTUNE, 3 bis place Neptune 44000 NANTES **40.20.55.65**

même le Dimanche
AUX CONTAMINES MONTJOIE A PRAPOUTEL les SEPT LAUX
Lieu dit Le Lay 74170 St Gervais **50.47.08.67** 38190 BRIGNOUX **76.08.03.45**

POUR RECEVOIR UNE DOCUMENTATION GRATUITE : ALPES renvoyez ce bon engagement à : Merlin, 4-6, av. de Paris 94300 VINCENNES CEDEX

Nom Prénom
Adresse
Tél. dom. Tél. bur.

LE MONDE 28/10/87 ALPES

merlin le spécialiste de l'immobilier loisirs Mer et Montagne recherche pour sa nouvelle société
SECRETARE DE DIRECTION - NEGOCIATEURS(TRICES) CONFIRMÉ(ES)
engagés. Voulez gagner beaucoup d'argent. Grosse Commission motivante. Grosse Publicité assurée.
ENVOYEZ CV à MERLIN S.A. Service du Personnel
4,6, Avenue de Paris - 94307 VINCENNES CEDEX

سكزا من الاجل

Le Monde ARTS ET SPECTACLES

«Le Sicilien», un film de Michael Cimino

Salvatore

Après *Deer Hunter*, les Portes du paradis, Michael Cimino poursuit la saga du rêve américain et des illusions perdues. Voici le présent Salvatore Giuliano, devenu une Robin des Bois, rejeté par l'histoire en belles images enveloppées de musique.

CHRISTOPHE LAMBERT est resté très simple. Il a du mérite, parce que les producteurs lui ont mené la vie dure. A peine chu de son arbre dans *Greystoke*, on l'a jeté dans le métro de *Subway*, on en a fait un champion de l'«heroic fantasy» avec *Highlander*, un obsédé du porte-clefs dans *I Love you*. Aujourd'hui, le «sicilien», placardé sur les murs et les devantures des kiosques, du seuil de saturation, avec son beau visage étrange, son regard de dur un peu myope qui chavire les dames à quatre-vingts ans (parce qu'en plus d'être resté simple, on devine que l'homme est

plutôt bien, gentil, timide, que ce battage était l'assommer en un sens mais c'est le boulot, bref pas le genre de comédien qui la ramène et dont on a envie de dire du mal, ce qui peut à l'avenir être un problème, d'ailleurs).

Sicilien, l'ombrageux Lambert? Autant qu'une pendule normale. Il est vrai que les Normands ont occupé le Sicile au onzième siècle, alors pourquoi pas? Et dans la foulée Terence Stamp, acteur exquis, entièrement restauré, peut passer pour le prince Borsa, tellement gentil sous son ombrelle (à croire qu'il vient de faire un petit dépannage dans un film d'Ivory), un contraire, c'est ce casting qui fait vrai. De même John Ackland, ex-Royal Shakespeare Company, ex-planteur au Malawi, ex-disco-jockey en Afrique du Sud, compose un chef de la Mafia époustouflant.

Evidemment les choses ne gâtent pas l'œuvre. Sukowa, native de Brême qui triomphe avec Margarethe von Trotta et Rainer Werner Fassbinder, interprète ici un curieuse



Christophe Lambert.

bandit d'honneur

duchesse de Crotona, Américaine de choc.

Elle a pourtant une jolie scène où, retour d'une promenade à cheval, elle se délecte en marchant les deux cents pièces de son palais. Elle jette ses vêtements à la volée, qu'une humble servante ramasse jusqu'au pied de la baïonnette qu'au-delà, dans les champs, d'innombrables plus humbles paysans fanchent le ciel à la main. Elle le cagnard, en cadence. La musique les y aide en cela, elle coule à flots dès le générique, tantôt Cole Porter, tantôt Verdi, tantôt la boulette de David Mansfield, et même lorsque le prince Borsa est kidnappé sous son ombrelle, on conduit dans le paysage, un pays de Sicile, la nappes avantagusement. C'est bien, un film où il y a tellement de musique que l'on peut fermer les yeux pour mieux le déguster. Le silence ne précède que les explosions et les pétales de mitrailleuses qui ponctuent cette partition comme les portes et les soupirs d'un Pierre Henry.

Cimino, remarquable réalisateur de *Deer Hunter*, les Portes du paradis, *L'Année du dragon*, a donc fait une symphonie à bravoure. Les jeunes filles tendres pleureront à la mort de ce beau Robin des Bois trahi par ses amis. Ceux qui s'intéressaient à la vie de ce personnage historique qui, sans doute infiniment de charme, amuse quelque deux cents personnes dans le monde entier, se reporteront au scénario passionnant, inégalé, écrit par Francesco Rosi en 1961, *Salvatore*.

MICHEL BRAUDEAU.

Entretien avec le réalisateur

Une histoire en mouvement circulaire

LORSQU'ON demande à Michael Cimino comment il a pu passer de la Porte du paradis, film maudit, au Sicilien, c'est-à-dire, au fond, comment il a retrouvé en passant par l'Année du dragon, la confiance des producteurs, il répond simplement: «Avec beaucoup de difficultés.» Mais il dit aussi que Voyage au bout de l'enfer montre les émigrants installés aux Etats-Unis, la Porte du paradis les gens qui n'étaient pas encore devenus complètement des émigrants, et qu'avec le Sicilien il s'est éloigné encore plus de l'Amérique, pour rejoindre ceux qui regardaient vers l'Amérique.

«Dans mon dernier film, le rêve est encore devant eux. Ils meurent presque en voyant le drapeau américain, au moment où le soleil se lève.

«Adaptier un roman de Mario Puzo, auteur, déjà, du Parrain, n'est pas le retrouver le succès du film tourné par Coppola?

«C'était, peut-être, ce que la production voulait, mais le scénariste Steve Shagan et moi nous sommes éloignés en partie du livre. Nous avons utilisé les informations disponibles sur Salvatore Giuliano. Il avait donné des entretiens aux journaux, il s'était laissé filmer. Il avait fait publier des proclamations, des ultimatum.

Tout ce matériel ne s'est pas ajouté. En fait, c'est devenu le script.

Lorsqu'on dit à Michael Cimino que le Sicilien est une œuvre flamboyante et tragique, que le duo chanté par l'enfant et l'adulte, tiré de Don Carlos de Verdi, est une métaphore des rapports Salvatore Giuliano-Gaspare Pisciotta, il répond qu'il accepte cette interprétation avec plaisir.

«Nous avons pensé à la musique avant même de préparer le film. Nous avons cherché une approche vers cette musique en même temps que l'écriture du scénario. Chaque partie devait tenir compte de l'autre. La musique n'était pas destinée à réillustrer ce qu'on avait déjà vu ou à illustrer ce qu'on allait voir, mais à faire ressentir ce qu'il y avait dans la tête et le cœur des gens. Ainsi, après la volée des chevaux de la duchesse, elle dirige le spectateur vers les émotions, les sentiments de celle-ci.

«Dans certains cas, la musique participe directement à l'action. Par exemple, lorsque le prince Borsa est kidnappé, les montagnes avec Giuliano. Ils veulent se dire des choses importantes et la musique a l'air de commenter: faut-il dire des

choses importantes d'une manière aussi grotesque? Mais en Giuliano cherchant à s'impressionner mutuellement.

«Verdi est une référence à l'opéra. Mais il y a aussi Scarlatti et les musiques baroques de Claudio Monteverdi, il y a aussi Miller, ce qui est, en plus, un détail historique. Au fur et à mesure de la libération de la Sicile, de l'Italie, les gens dansaient sur ces airs. Cela n'a pas été oublié. En 1986, au cours de la première semaine du tournage, nous répétions dans le studio de l'opéra, Soudain, nous avons entendu *In the Mood*. C'était pour un mariage sicilien et personne de la noce ne parlait un mot d'anglais.

«Oui, la mise en scène est une suite de mouvements lyriques. D'une certaine manière, j'ai essayé de faire le contraire de *L'Année du dragon*, où il y avait un mouvement vers l'avant, et en fait. Dans le Sicilien, le mouvement est circulaire et on revient souvent dans les mêmes lieux. Cette mise en scène a été très importante dans le tournage. Elle fait des dessins de mouvements comme pour une chorégraphie, j'ai indiqué les changements d'angles sur le papier. Pour correspondre à une certaine idée lyrique que j'avais de l'histoire de Salvatore Giuliano. Ce style d'opéra avait influé sur les stéréo-

types sur la Sicile, le banditisme et la Mafia.

«Même si Giuliano est en concordance avec des mythologies antiques - Gore Vidal a parlé de Billy the Kid, mais on peut penser également à Jesse James, - on s'éloigne des notions tranchées de bien et de mal. La violence et les mauvaises actions sont le lot de Don Masino Croce et de Giuliano, mais ils sont capables de choses plus complexes, plus humaines. Ils ont des saturations de héros d'opéra et le film - c'est délibéré - ne porte pas de jugement moral. Avec Giuliano, j'ai traité d'un rêve de liberté, d'espoirs renouvelés, de possibilités de vie meilleure. Et ce moment-là, en Sicile. La présence américaine, à la fin de la guerre, était un exemple. Et aujourd'hui, aux Etats-Unis, il y a une meilleure perception de ce vrai Giuliano.

«Christophe Lambert a été choisi parce qu'il n'a pas l'air de sortir des rues de New-York, parce que dans les correspondants, parce qu'il a une présence physique frappante, l'imprudence folle de la jeunesse n'a pas été dépassée le simple personnage d'un bandit et fait sentir au Giuliano le leader politique ou national qu'il aurait pu être.

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

Le huitième Festival de jazz de Paris

Les anniversaires de Grappelli

«J'AIME jouer avec des gentils. La musique est trop importante pour le partager avec des gens qui n'ont pas de talent. Combien de fois ai-je vu des musiciens qui ne savaient même pas le public. Moi aussi, j'ai été timide, j'ai le trac, mais il faut avoir du nerf...» Stéphane Grappelli est tout entier dans cette déclaration (*Le Monde*, 20 octobre 1984). Lui qui est authentiquement un musicien populaire, un enfant de la ballade, lui qui a porté le jazz à l'un de ses sommets avec Django Reinhardt en 1934, il ne conçoit la musique que comme une façon d'éloigner. Avec une impuissante attention aux autres, il impose, d'ailleurs, ce respect qu'il sait lui-même porter à ses partenaires. Pour ses quatre-

vingts ans, cinq violonistes de moins de trente ans, plus doués les uns que les autres, sont autour de lui, en ouverture du Festival de Paris.

Sans le vouloir, Grappelli a toujours fait école. Qu'ils jalonnent la musique de «fusion» ou qu'ils respectent la tradition qu'il a inventée ou qu'ils balisent le champ des musiques contemporaines, les violonistes de jazz ne le sont qu'en référence à Grappelli. Grappelli inspire, séduit et suscite des talents. Dans un milieu d'hommes où chacun se surveille et quand les rivalités vont bon train, Grappelli continue d'inspirer de l'amour.

Lui qui n'a pas eu de professeur, il a des disciples: «Avec

plus de technique, je ne me permettrais pas de jouer comme je joue. Impossible de faire ce qu'on appelle le «note bleue»; on ne joue que des notes...» Il est étonné que les classiques l'aient, qu'on joue avec plus de précision que Yehudi Menuhin ait enregistré six disques avec lui. Sa modestie vraie n'en revient pas. Il songe toujours à Django qui lui disait: «Tu sais, ils ont dit que ça va, c'est pas comme nous.»

Chaque année, le temps s'en va, on est contraint de fêter un anniversaire relatif à Grappelli: ses soixante ans de musique, son anniversaire, se rencontre avec Django, le premier disque. Pour son centenaire, dans vingt ans, les «jeunes» n'ont pas de chance. Il jouera de façon

plus délicate encore, avec un swing intact. Seul changement: sur scène, quelques violonistes qui sont en train de naître s'ajouteront à sa cour.

FRANCIS MARMADE.

Grappelli (31 octobre, au Châtelet). Tania Maria (le 1^{er} novembre), Sonny Rollins (le 2, au Zénith), Ornette Coleman et Don Cherry: «The Leaders» (le 3, au Grand Rex), Paul Bley; le trio Capon et Ron Carter (4, au Théâtre de la Ville); New Michel Portal Unit avec Al Mourou; Daniel Humair All-Stars (5, Théâtre de la Ville); Barney Wilen; Eddy Louiss Multicolor Facings (6); Yochko Seffer (7); Jimmy Giuffrè, Albert Jauré; Tony (8). Réservations sur Minitel: 3615 code JAZZ MAG.

GAUMONT COLISÉE - GEORGE V - HAUTEPEUILLE - FORUM LES HALLES
 GAUMONT PARNASSE - LES PARNASSIENS - PARAMOUNT OPERA
 IMPÉRIAL - GAUMONT ALÉXIA - CONVENTION ST-CHARLES
 GAUMONT CONVENTION - FAUVETTE - NATION - URSI YVES-BASTILLE
 CLICHY-PATHÉ - LA BASTILLE - REX - PÉRIPHÉRIE NEUILLY-VILLAGE
 ANIBERES TRICYCLE - EVRY GAUMONT - BOULOGNE GAUMONT QUÉBÉ
 CRÉTEL ARTEL - NOGENT ARTEL - VERSAILLES ROXANE
 BOULEVARD FRANÇAIS - LA DÉPENSE 4 TEMPS - SAINT-GERMAIN CCL
 TRAIS BELLE ÉTOILE - RIM ARSEAU 4 CHAMPS - ARGENTEUIL ALPHIA

CHRISTOPHE MALAVOY
 MATHILDA MAY JACQUES PENOT
 JEAN-PIERRE KALFON VIRGINIE THEVENET

Le Cité du Hibou

UN FILM DE
 CLAUDE CHABROL

JEAN-CLAUDE LÉCAS - PATRICE KERBRAT - VICTOR GARRIVIER
 AGNES DENÈRE - JACQUES BUINET - GÉRARD CROCE - CHARLES MILLOT
 NADINE HOFFMANN - ALBERT DRAY - HENRI ATTAL - GUILÉ BELLI - DOMINIQUE ZARDI
 MAGE JEAN RABIER - MUSIQUE MATHIEU CHABROL
 DROUOT - GUY DELOU
 DARRIS LE ROMAN DE
 SCÉNARIO ADAPTATION ET DIALOGUES
 ODILE BARSKI - CLAUDE CHABROL - PATRICIA HIGHSMITH
 DIRECTEUR DE PRODUCTION GÉRARD CROCE. UN FILM PRODUIT PAR ANTONIO PASSALIA
 UNE PRODUCTION INTERNATIONAL FILMS SUR TELA PLAT
 DISTRIBUTION INTERNATIONAL PICTURES

سكننا من الاجل

سكننا من الالحول

CABARET ÉQUESTRE

Zingaro

Des chevaux et des hommes

Le cabaret musical et équestre Zingaro... Paris. Il y a du sable sur la piste, les oies, les lustres à pendeloques, la présence animale... Un vertige de poésie.

UNE grille, un terrain... Reully plus chapiteaux... Zingaros. Après le Festival d'Avignon, où le spectacle a fait vibrer les spectateurs, il est présent installé à Paris, en deux représentations...

Plus jamais... Zingaro... le cabaret musical et équestre... A Avignon, il expliquait... qu'il n'était pas un enfant de la belle...

Dans les équipes du math, avec ceux qui soignent, entraînent, s'occupent... L'après-midi, arrive le propriétaire. Il paie pour tout, et puis c'est lui qui a acheté le cheval...

Puis, il dix-sept ans, j'ai eu les deux jambes brisées dans un accident... La course, c'était fini, mais pas le cheval. En fait, à cette époque, la suite s'est...

Zingaro - précédemment cirque Alligre - correspond à une manière de ne pas choisir, puisqu'au fond il s'agit d'un théâtre dont les acteurs sont des chevaux...

D'autre part, chez Zingaro, il n'y a pas de dresseurs... Les numéros ne sont pas fixés une fois pour toutes, les animaux ne sont pas pris et éduqués en vue d'un programme préétabli...

Bartabas a appris à faire courir, sauter, danser les chevaux, à leur faire exécuter les pas de haute école. Par lui-même, il sait les mettre en scène, c'est-à-dire les faire jouer avec l'espace, le rythme, les lumières et tirer d'eux...

Il ne s'agit pas de virtuoses, mais d'artistes. Comme n'importe lequel. Comme avec des pinceaux ou de la toile, d'un côté vous avez Van Gogh et de l'autre Tarzempion...

Il n'y a pas de méthode universelle. Elle change avec le cheval. A force de vivre ensemble, ils se font à nous. On s'arrange pour qu'ils ne s'ennuient pas, pour qu'ils ne tombent pas dans la routine...

donne jamais deux représentations par jour, on ne répète qu'une partie des numéros, on les répète en douceur l'après-midi, et le soir il y a la tension...

Il y a des stupides. Par exemple, pendant un entraînement, le cheval a peur d'un chiffon rouge, fait un écart. Pendant des jours, vous vous appliquez à l'apaiser, à l'habituer au chiffon, que vous poussez à quelques mètres...

Ainsi, pendant l'entraînement, arrive le moment où il a mal. Vous pouvez ne pas vous en rendre compte, parce qu'il va quand même exécuter le mouvement. Mais il va comprendre où ça ne va pas et peu à peu bêclera...

Hommes et chevaux vivent ensemble la même confiance. Connaissent la même exaltation, le soir dans les lumières, quand le spectacle fait surgir la splendeur fantomatique du monde Zingaro.

COLETTE GODARD.

* Chapiteau : 181, avenue Daumesnil. Tél. 43-44-07-90, 21 heures.

PHOTO

La Hollande, rock et baroque

Méconnue, haute couleur, ultra-inventive, l'effervescente création de vingt-trois artistes et plasticiens dans les caves Sainte-Croix, une fabrique de l'imaginaire.

Plus que la littérature ou le cinéma, la photographie hollandaise n'est connue en France. Elle est pourtant l'une des plus actives en Europe...

Basés à Paris par le Studio 666, ils sont groupés à Amsterdam et Rotterdam autour des galeries Torch et de la revue-galerie Perspektief...

sans crainte de marier le rock et le baroque, le surréalisme et l'emphase romantique.

Répartis en trois salles, dans le beau cadre des caves Sainte-Croix, ces artistes de l'improbable et de l'irrationnel larguent les digues de l'imaginaire...

A partir de matériaux simples (carton, bois, tissu), c'est à une dérive dans les faux-semblants du sens que convie Winfred Evers...



Mario Brockmann. Anteparakt 1986.

de vue dans les dédales, recoins et spirales de ce labyrinthe tridimensionnel, tout en découpes et en projections, qui prouve que la figuration contient elle-même son abstraction.

Si Evers déjoue magnifiquement tout danger formaliste, malgré le plaisir instantané qu'elles procurent, ce n'est pas le cas de toutes les œuvres réunies dans une seconde salle où la trop évidente séduction du « facile » dénonce l'impasse du « néopictorialisme »...

Vide de sens, livré au clair-obscur du noir et blanc, le réel même réduit à sa plus concrète expression, n'est secreté pas moins sa propre fiction. C'est ce que suggère Rutger Ten Broeke...

Plus conformes, lorsqu'ils renouent avec la fascination de l'infini anéanti par Atget, ces archéologues de l'invisible n'en ont pas moins l'amour de leur terre natale. Par la découverte des ruines de Deux-Alleux (Bas-Vosges, Wisnanda Derco)...

Enfin, même aux Pays-Bas, ce copieux ensemble de plus de deux cents œuvres, collectées par Michèle et Jean-Luc Tartarin, prolonge la réflexion et l'exploration du répertoire contemporain menées depuis trois ans par « Metz » pour la photographie...

PATRICK ROGERS.

* La photographie hollandaise, vingt-trois artistes et plasticiens présentés par « Metz » pour la photographie, Caves Sainte-Croix, Metz, jusqu'au 8 novembre.

Et aussi Ger Van Elk, « Œuvres récentes », 6, place de Chambre, et Paul Des-Hollander, « Photographies en couleur », FNAC, jusqu'au 8 novembre.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE L'ESTAMPE EN FRANCE DU XVI^e AU XIX^e SIÈCLE

GALERIE CAILLEUX 136, Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris

ASPECTS DE FRAGONARD Peintures - Dessins - Estampes Jusqu'au 7 novembre

MUSÉE RODIN 77, rue de Varenne (7^e) - Varenne Ornement de la Durée

Cathelin 20 octobre - 21 novembre ARTFRANCE, 36 Av. Matignon Paris

Galerie Jacques BAILLY 34, avenue Matignon, Paris 8^e - Tél. 43 59 00 00

ACHÈTE toutes œuvres de ANDRÉ MASSON

MÈRE D'EAU DE LA PLACE BEAUVAU 94, boulevard Saint-Honoré, 75001 Paris

Exposition du 21 octobre au 21 décembre Jean-Pierre Le Boul'ch "PARCOURS"

AMANDIERS DE PARIS 110, RUE DES AMANDELIERS, 75010 PARIS

Derniers chagrins d'après F. KAFKA Du 13 octobre au 14 novembre 20h30

THEATRE ESSAIEN Le chef-d'œuvre sans queue ni tête de YANNIS RITSOS

PAVLINA PAVLIDES Jusqu'au 14 novembre 1987 Art et Communication

LA MAISON DE LA POÉSIE présente "PAROLES"

AUDITORIUM DES HALLES - Porte Saint-Eustache (1^{er}) Renseignements: 42-36-27-63

BAROQUE A CHIOGGIA de Carlo GOLDONI

LA LOCA... Un film français au Cinéma L...

ARCHITECTURE

de l'édition

Par souci d'économie, nous empruntons à un autre article d'AA ce résumé biographique : « Que sait-on... »

incertitudes quant à sa personnalité... l'œuvre de Lequeu, et celle de notre propre perplexité.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

- (1) Les Cahiers du CCI, numéro spécial : « Mesure pour mesure - Architecture et philosophie... »
- (2) Le Temps de la réflexion... La ville inconnue... Gallimard, 308 p., 135 F.
- (3) Lithiques, du minéral au mental, revue scientifique de la guerre...
- (4) Laurence Allégré, Jacques Ferrier, Usines Coll... Électa Moniteur, chaque volume 130 p.
- (5) 303, le roman du Pays de la Loire, n° 12 (double), 198 p., 110 F.
- (6) V.M. Lampugnani, Dictionnaire encyclopédique de l'architecture contemporaine... Philippe Borel Éditeur, 198 p., 57 F.
- (7) Philippe Duboy, Lequeu, un génie, Hazan, 198 p., 130 F.
- (8) Egon Kaufmann (1891-1953), un architecte, émigré pendant la guerre...

De Lequeu à Johnson



Projet pour le « Nouvelle méthode de dessin », par Jean-Jacques Lequeu.

séduisante, ne correspond pas à la réalité architecturale de temps de la Révolution, comme le relève Bruno Fortier dans l'Architecture d'aujourd'hui...

Duboy, dans le préfacier de Middleton, se livre à un exercice de bas volonte policière sur le mode des détectives de Dennis Wheatley...

GALERIE

Leo Castelli, prince des marchands

Un second Kahnweiler? La galerie de Leo Castelli la plus célèbre de New-York.

LEO CASTELLI ne ressemble pas à son mythe. Le premier et le plus connu des marchands d'art contemporain de New-York...

minimaux, les artistes conceptuels et un débat années 70, Nauman, Serra...

Chaque fois, le découvreur obéit au même principe : de nouveaux artistes, pop-art, minimalistes en plein pop-art...

du prix de Rauschenberg, de Lichtenstein et de Johns...

Les prix de ces derniers gonflés d'une façon presque miraculeuse... La demande : pour un seul tableau, il y a dix personnes qui veulent acheter maintenant...

les jeunes artistes géométriques - Ceux-ci, Castelli est allé les chercher dans les nouvelles galeries de l'East Village...

Dans ce système marchand du renouvellement permanent, il ne peut de place pour le jugement historique. Castelli s'en décharge volontiers sur les conservateurs et les musées...

Sur le second point, celui de préférences personnelles, Leo Castelli est moins réservé : « Ceux qui dominent cette période ? Il y a Jasper Johns d'abord, qui est un des grands artistes du siècle... »

Castelli ne veut pas être seulement l'homme du pop. Il lui faut continuer à inventer, à innover. Au milieu des années 70, il y a eu un véritable art nouveau, l'art venait d'Italie, d'Allemagne, de France aussi...

Les énigmes

L'édition française d'architecture a retrouvé, après des décennies d'anémie, un niveau de croisière honorable.

A qui appartient l'architecture? Qui a le droit de parler? A la différence d'autres grands domaines de la réflexion...

Seuls les architectes, avec les médecins, sont susceptibles d'être un seul autorisé, compétent, sur les autres qui pourtant sont devenus spécialistes...

Respectueux de la voix individuelle, les éditeurs ont commencé à appeler aux spécialistes pour ce qu'ils appellent le langage de « vulgarisme »...

Certains ont désenclaver par le haut, en faisant appel à des philosophes, eux-mêmes avides de légitimité concrète. Cela n'éponge pas toujours le jargon...

Il faut se dégoûter englué pour remonter à la surface. Voulez-vous la plus matérielle réponses - et c'est la vaillante revue Lithique (3) qui a osé...

quatrième aux « Pierres de Paris » : comment elles ont été créées, taillées, sculptées, usées, puis effacées au même rythme...

Le plus utile de cet ouvrage architectural aurait pu être la réalisation de l'encyclopédie de l'architecture moderne et contemporaine, version française de l'excellent travail de V.M. Lampugnani (6)...

Le plus utile n'étant pas là où on l'attendait, c'est vers les revues que nous sommes allés à nouveau. L'Architecture d'aujourd'hui vient en effet de faire peau neuve...

Mais au moment où nous posons, grâce à tant d'instructives lectures, avoir repris possession de notre architecture...

C'est en 1952 que l'historien Egon Kaufmann (8) fit, dans son fameux Traité architectes révolutionnaires, apparaître un personnage oublié. Boullée et Ledoux étaient les noms saints auxquels il était interdit par cette étiquette de « révolutionnaire » qui, pour être...

Advertisement for 'LA LOCANDIERA' and 'FUEGOS' at the Théâtre de la Commune. Includes dates from 6 October to 15 November and contact information for Alfredo Arias.

Handwritten signature in Arabic script: صكنا من الالهي

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sanf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).
L'AVENTURE LE CORBUSIER, 1957-1968. Grande galerie. Jusqu'au 11 janvier.
VINCENT COMPTÉ, MARC DES GRANDS CHAMPS, PIERRE MOIGNARD, FRANÇOIS FERRODIN, MARIE-FRANÇOISE POUTAYS, MICHEL VERIUX. Galeries contemporaines (nouveau). Jusqu'au 22 novembre.

GIANNI MICHELUCCI. Dessins d'architectes. CCI. Du 29 octobre au 11 janvier.
PIERRE DUBREUIL. Salle d'art graphique. Du 28 octobre au 4 janvier.
Musées
FRAGONARD. Jusqu'au 11 janvier. 20 F. le samedi ; 20 F. TRESORS DES MELANGES CELTES. Du 22 octobre au 15 novembre. Entrée : 22 F. le samedi ; 15 F. Galerie amicale du Grand Palais.

22 novembre. Musée d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
LES GRANDES ILLUSTRATIONS DU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

TOU MADEC. Ternes-Etoile. Musée Lemaître-Saint-Germain, 43, rue de Saintonge (48-04-59-44). Jusqu'au 15 novembre.
ANDRÉ MASSON. Palais et dessin, 1931-1963. Galerie Jeanne Castel, 3, rue du Cirque (43-59-71-24). Jusqu'au 31 décembre.

LAURENCE LAFITE. Ternes-Etoile. Musée Lemaître-Saint-Germain, 43, rue de Saintonge (48-04-59-44). Jusqu'au 15 novembre.
ANDRÉ MASSON. Palais et dessin, 1931-1963. Galerie Jeanne Castel, 3, rue du Cirque (43-59-71-24). Jusqu'au 31 décembre.

Le Monde Informations Spectacles
42-81-26-20
Pour tous renseignements sur les programmes ou des salles
Idée à 21 h à 21 h sauf dimanche et jours fériés
Réservation et prix préférentiels avec le Carte Club

"UN CHEF-D'ŒUVRE." PREMIÈRE
"UN PRODIGE DE MISE EN SCÈNE. BOULEVERSANT, VERTIGINEUX... UN DIRECT AU CŒUR." LE POINT
"RIEN DE PLUS SECOUANT QUE KUBRICK." LE MATIN
"...SANS CONTESTE LE MEILLEUR FILM QU'ON AIT FAIT SUR LE VIETNAM EN PARTICULIER ET SUR LA GUERRE EN GÉNÉRAL." LIBÉRATION
"LES MOTS SONT IMPUISSANTS À DÉCRIRE UN TEL FILM." 7 À PARIS
Un film de Stanley Kubrick
FULL METAL JACKET
ACTUELLEMENT

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

LES GRANDES ILLUSTRATIONS PARISIENNES AU XIXE SIECLE. Musée de la Ville de Paris, 11, avenue de la Foch.
Galerie
DOUZE ANS D'AGE. DATES ET REPERES D'ART CONTEMPORAIN. Jusqu'au 14 novembre. Arco, 9, avenue de la République (42-99-16-10).

Le Monde sur minitel
CINEMA PARIS-PROVINCE
Tous les programmes. Toutes les salles. Tous les horaires.
3615 TAPÉZ LEMONDE
A PARTIR DU 31 OCTOBRE
AVEC LES CONCOURS DU CENTRE CULTUREL CANADIEN
gilles vigneaault TLP
4274 20 50



M. J

FA

TANT QU'IL Y AURA DES SALLES, M. LEOTARD...

...il y aura des films de cinéma !

M. le Ministre, que faut-il faire pour vous intéresser au cinéma ?...

... vous attaquer pour NON-ASSISTANCE A CULTURE EN DANGER ?

**M. le Ministre, le parc français des salles de cinéma est le meilleur au monde,
nous ferons tout pour qu'il puisse le rester !**

Avec ou sans vous ?

FÉDÉRATION NATIONALE des CINÉMAS FRANÇAIS

10, rue de Marignan 75008 Paris - Tél. (1) 43.59.16.76

سكننا من الاجل

سكننا من الاصل

THEATRE

SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses. ON AITRII BIEN CHEVAUX, Cirque d'Hiver (47-00-12-55), 20 h 30 (28).

Les salles subventionnées

OPERA (42-42-57-50) : mer. 14 h et 20 h 30 ; jeu et sam. 19 h 30 : Le Lac des Cygnes. SALLE DE LA TRIPTYQUE (42-96-06-11) : jeu. 19 h 30 (dern.) : La Trépique, Pucier.

Documentaires censurés en France depuis 1945. Thème : la Guerre d'Algérie. Concerto-spectacles : mar. à sam. à 20 h 30 : Triptyque, de Dido Likouky.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17) (D. L.) 20 h 30 : Chagrine. ANTOINE (42-08-77-71) (D. soir, L.) 20 h 45, dim. 15 h 30 ; sam. 18 h et 21 h 15.

ATELIER (46-06-49-24) (D. soir, L.) 21 h, mat. dim. 15 h : Le Récit de la servante Zerkine (Fest. d'automne).

DIX HEURES (42-64-35-90) (D. soir) 21 h, mat. dim. 15 h : Matus. EDGAR (43-20-85-11) (D.), 20 h 15 : Péripéticiens ; 22 h + sam. 19 h 30 : Nous on fait on on nous dit de faire.

Rose, (D. soir, L.) 20 h 45, dim. 15 h : Reine mère. POTINIÈRE (42-61-44-16) (D. soir, L.) 21 h, sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : Chimes de cor.

BOBIGNY, 93 (48-31-11-45) (M. soir, L.) 21 h, dim. 16 h, 20 h 30 : le Radeau de la mort.

TRIOMPHE/VENDOME Johann Strauss Ses amours, sa musique... Un film à GRAND SPECTACLE de FRANZ ANTEL

VOTRE TABLE CE SOIR Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyens de repas - J... H. : ouvert jusqu'à... heures. DINERS RIVE DROITE CARRÉ DE XV, Déj. souper 1, 24 h. Soirée animée par tromboneur. Fête gras gratis.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99) (D. soir, L.) 21 h, dim. 15 h : Jeunes. LIÈRE THÉÂTRE (45-86-55-93) 20 h 30 : Hommage aux jeunes hommes.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99) (D. soir, L.) 21 h, dim. 15 h : Jeunes. LIÈRE THÉÂTRE (45-86-55-93) 20 h 30 : Hommage aux jeunes hommes.

LA BRUYÈRE (48-74-76-99) (D. soir, L.) 21 h, dim. 15 h : Jeunes. LIÈRE THÉÂTRE (45-86-55-93) 20 h 30 : Hommage aux jeunes hommes.

L'Ecole et le Centre d'art théâtral (ECAT) encore des places avant son ouverture. Après admission sur entretien, une semaine gratuite est offerte.

MUSÉE CARZOU Œuvres de 1928-1985 VENCE (Alpes-Maritimes) Ouvert tous les jours sauf le dimanche

MEMA



le 28 octobre 1987

Madame, Monsieur,

Vous êtes aujourd'hui actionnaire de la Compagnie Financière de Suez, qui est la principale compagnie financière française par l'importance de ses résultats : je vous remercie de nous avoir ainsi manifesté votre confiance.

Notre passé et notre présent justifient cette confiance. Depuis plus d'un siècle Suez n'a cessé de se développer à travers les aléas de la conjoncture nationale et internationale, tantôt porteuse et tantôt incertaine. Notre histoire nous a ainsi appris à voir plus loin que les intempéries financières, économiques, et même politiques. Ce qui compte avant tout, c'est la rentabilité de nos filiales et de nos participations et leurs perspectives, non pas à court, mais à moyen et long terme. Si vous voulez tirer parti de votre actionariat dans Suez, il faut nous accompagner comme nous accompagnons depuis longtemps des sociétés telles que Indosuez, l'Abeille, la Lyonnaise des Eaux, Saint-Gobain, Valéo, et, plus récemment, Accor ou Cap Gemini.

C'est pourquoi, de même que nous sommes des partenaires fidèles, investir dans Suez ne prend tout son sens pour nos actionnaires que si ceux-ci le demeurent dans la durée. Je souhaite, pour eux comme pour nous, que ceux qui viennent de répondre à notre appel en souscrivant près de 5 fois le nombre des actions offertes l'aient fait avec cette détermination.

Pour renforcer cette confiance réciproque, je m'engage à vous tenir informés des grandes décisions qui concerneront votre société. D'ores et déjà, je vous donne rendez-vous le 8 janvier prochain, à l'assemblée générale des actionnaires de la Compagnie. D'ici là vous pouvez nous contacter soit par téléphone au (16 1) 45.613.613, soit en écrivant à Suez-Communication 1, rue d'Astorg - 75008 Paris.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma considération.

Renaud de La Genière
PRÉSIDENT DE LA COMPAGNIE FINANCIÈRE DE SUEZ

سكنا من الاميل

Le Monde CAMPUS

Un marché en expansion : journaux pour étudiants

LES éditeurs de magazines et de revues qui s'adressent aux étudiants multiplient les initiatives. Ils ont d'autant plus dynamisme que la publicité, le nerf de la guerre pour ces publications, est au rendez-vous. Ainsi, l'Après-Bac, le Journal des Terminales, Transfac, le Journal des Universités pour la fin d'octobre et, parti de Montpellier, le Hexagone. Avis aux chercheurs : veut améliorer son contenu rédactionnel, et l'Étudiant adopte la télématique, avec la création d'une banque de données. Le milieu étudiant, riche de plus d'un million de consommateurs potentiels, est particulièrement convoité. Avec détermination car, la crise aidant, ces publications, si petites soient-elles, tentent de répondre à un besoin d'informations, chez les jeunes.

L'Après-Bac existe depuis douze ans. Au rythme de dix numéros dans l'année, il veut indiquer à ses lecteurs « quels sont les débuts à attendre pour s'orienter vers la suite d'avant-garde d'emplois ». L'Après-

jour donc les « techniques » informatiques, photocopie, productique, télématique, éditique... « De nombreux étudiants ne connaissent pas ces métiers parce que personne ne leur en parle », explique un responsable de la revue : « Nous donnons une information précise sur ces professions, qui, inévitablement, vont se développer. » La question de l'emploi est au cœur de la revue de l'Après-Bac, dont les meilleures ventes ont été « Comment réussir son bac », « Les DTS », « L'école qui peut rapporter... ».

Enfin le quotidien. Ce secteur cette préoccupation des avis de recherche, le magazine d'une recherche de « conseil en gestion marketing » lancé il y a un an sur le marché. Des commerciaux avant tout. Le lecteur trouvera des conseils pratiques pour rédiger le fameux CV, préparer un entretien, des propositions de lettres de motivation, des premiers emplois. Avis de recherche à propos des débuts de l'année. On espère, dans les « ripolnés » du boule-

Un besoin intense d'information, un gisement pour les publicitaires... La presse pour étudiants se développe rapidement. Avec des fortunes diverses.

vard Saint-Michel, améliorer la situation avec un rédacteur plus dense. Ce mensuel s'adresse aux jeunes de niveau BAC + 2 et BAC + 3. Il est vendu sur abonnement et diffusé dans certaines lycées.

Une passerelle entre deux mondes

Complètement gratuit, voici Transfac, qui va être distribué sur les campus, dans les « Restos U », aux abords des IUT de Paris, de Lyon, de Nancy, de Rennes, de Strasbourg et de Grenoble. Ce mensuel, qui est né à Montpellier, passe la Loire pour proposer aux étudiants des informations sur les universités, mais aussi sur la vie économique, sportive et artisti-

que. Il offrira, en outre, des propositions de stages et d'emplois.

Une originalité : chaque numéro aura des pages dédiées à l'actualité régionale. Si la publicité suit - c'est-à-dire si les annonceurs voient un résultat - le pari de cette publication, qui se veut « pas comme les autres », sera gagné, sinon...

Après les voltigeurs, voici le cuirassier. Avec ses neuf cent cinquante mille lecteurs, pour son mensuel, l'Étudiant apparaît aujourd'hui comme la première publication française pour les quinze-vingt-cinq ans. Créé au Chemin-Vert, non loin de la Bastille, le mensuel a pris ses quartiers dans un immeuble moderne. Ici, on aime beaucoup la couleur.

L'Étudiant, en fait, quinquante publications de salons. Le fameux mensuel de plus de deux cents pages, les guides, une collection de livres de cinquante titres et des annuaires. Bilan : 80 millions de chiffre d'affaires, selon René Silvestre, directeur de la publication. Mais, à la clé, un travail de bénédictin pour donner aux lecteurs une mine de renseignements sur l'enseignement supérieur, les métiers et les entreprises qui recrutent.

Pour informer les quinze-vingt-cinq ans scolarisés mais aussi les parents, les enseignants, les responsables d'établissements et de services de documentation et d'orientation pour les jeunes, quatre-vingt permanents et vingt journalistes œuvrent rue du Chemin-Vert. La publicité est, bien sûr, très présente dans l'Étudiant, mais voilà maintenant dix ans que les premières années ont été chaotiques. Mais, « aujourd'hui, le mensuel se développe régulièrement, et une publication comme ça se vend très bien », assure René Silvestre. « Que faire avec un bac B ? », a

déjà trouvé par exemple vingt-cinq mille exemplaires. Foncour, l'Étudiant, dont le maître mot est : « Répondre aux besoins », développe les salons, crée une banque de données, lance de nouveaux livres sur l'étudiant, la possibilité d'ouvrir des « centres d'orientation et d'information ». Bref, l'Étudiant, qui a bien creusé son trou dans un secteur particulièrement mouvant, ne craint pas d'« en faire trop ».

Supplément des Echos, Grandes Ecoles paraît depuis sept ans. Une publication bien faite et solide, lucratif mais responsable, par deux publics : l'étudiant et le chef d'entreprise. Grandes Ecoles ne s'adresse pas à l'étudiant en tant que tel, mais s'adresse au futur responsable de la vie économique. Indique-t-on encore à la rédaction. Cette « passerelle » entre deux mondes tire à vingt mille exemplaires. Sont évoqués, il y a quatre numéros dans l'année, aussi bien « l'avenir des PME » que la vie industrielle au Japon, « le monde des taupes » et « les entreprises qui marchent ».

JEAN PERRIN.

Pillettrisme

Les éditeurs de magazines et de revues qui s'adressent aux étudiants multiplient les initiatives. Ils ont d'autant plus dynamisme que la publicité, le nerf de la guerre pour ces publications, est au rendez-vous. Ainsi, l'Après-Bac, le Journal des Terminales, Transfac, le Journal des Universités pour la fin d'octobre et, parti de Montpellier, le Hexagone. Avis aux chercheurs : veut améliorer son contenu rédactionnel, et l'Étudiant adopte la télématique, avec la création d'une banque de données. Le milieu étudiant, riche de plus d'un million de consommateurs potentiels, est particulièrement convoité. Avec détermination car, la crise aidant, ces publications, si petites soient-elles, tentent de répondre à un besoin d'informations, chez les jeunes.

Ils ne votent pas...

Cécile, Nathalie et Vincent ont trouvé un de ces « jobs » qui permet de boucler ses fins de mois, d'acquiescer son loyer, de régler son assurance automobile ou de se payer un voyage. « C'est sympa, ça bouillotte », affirme Vincent. On peut organiser notre emploi du temps comme on veut », ajoute Nathalie. Ce travail à la carte permet, selon Cécile, « de rencontrer et de connaître d'autres étudiants. Car, c'est vrai qu'au début on est un peu seul à la fac ». Un bon produit, un peu de culot, pas

Les dragueurs de l'OFUP

CATALOGUE à la main, Cécile, Nathalie et Vincent plantés dans la galerie la plus fréquentée de la Sorbonne, là où « il est impossible de rater qui que ce soit ». Ils s'adressent aux étudiants abonnés à prix réduits à des quotidiens et des revues. Ce sont les vendeurs de l'OFUP (Office de l'Orientation et de l'Étudiant) Étudiants eux-mêmes, ces « courtiers » houleux travaillent sous la houlette d'Alexandre (vingt-six ans, quatrième année de muséologie), un vieux briscard de la vente d'abonnements qui sait « où se placer » et « comment faire ».

Au cœur de la fac, à deux pas des amphithéâtres, Cécile, Nathalie et Vincent ont trouvé un de ces « jobs » qui permet de boucler ses fins de mois, d'acquiescer son loyer, de régler son assurance automobile ou de se payer un voyage. « C'est sympa, ça bouillotte », affirme Vincent. On peut organiser notre emploi du temps comme on veut », ajoute Nathalie. Ce travail à la carte permet, selon Cécile, « de rencontrer et de connaître d'autres étudiants. Car, c'est vrai qu'au début on est un peu seul à la fac ». Un bon produit, un peu de culot, pas

mal de savoir-faire, dans la recette pour gagner, en moyenne, 170 à 300 francs par jour pendant les premières semaines de l'année universitaire.

Créé en 1972, l'OFUP offre aujourd'hui un catalogue de 400 titres (contre 10, il y a quelques années). Le succès de départ des créateurs de l'OFUP - « la lecture régulière de la presse revient trop cher aux étudiants » - est toujours d'actualité puisque, en 1986-1987, 380 000 lycéens, étudiants et professeurs - soit quelque 470 000 abonnés - ont bénéficié des tarifs préférentiels, qui sont nettement supérieurs aux prix courants. L'objectif est de atteindre 500 000 abonnements.

Plus de 1 200 étudiants travaillent, en région parisienne, pour l'OFUP. Ses services de vente se sont donc considérablement étoffés depuis le lancement de l'entreprise. Les vendeurs les plus « mordus » ont la possibilité de devenir chef d'équipe ou de participer à l'activité de la direction de l'office. Grâce à un travail suivi sur le ter-

rain, l'office est présent dans toutes les facultés de l'hexagone et dans la plupart des lycées. Il tente une percée en Belgique et étudie les moyens de passer les Alpes et les Pyrénées, pour être présent en Italie et en Espagne autour des années 90.

Le succès de la formule tient à la réussite d'un mariage à trois. L'étudiant tout d'abord qui peut répartir, à sa guise, le temps réservé à l'étude et celui réservé à son activité rémunérée et bénéficie d'une formation de vendeur qui, plus tard, peut être un plus dans la recherche d'un premier emploi. L'OFUP, ensuite, qui perçoit une commission sur chaque abonnement vendu. L'éditeur du titre, enfin, qui grâce à ses tarifs préférentiels incite à la lecture et peut espérer fidéliser le lecteur dès son plus jeune âge. De bon augure pour l'avenir du quotidien Le Monde, de l'hebdomadaire Newsweek et du mensuel Géo, dont les abonnements, selon les jeunes courtiers de l'OFUP, sont les plus recherchés.

J.P.

* Guide OFUP de la presse. OFUP, 12-14, rue Jules César, 75597 Paris Cedex 12.

prepasup
BAC 88
STAGES INTENSIFS TERMINALES B, C et D. NOËL - PAQUES
PREPASUP
23 rue Cambert 75116 Paris
enseignement privé secondaire
☎ (1) 45 03 01 66

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISE ?
Téléphones d'abord ou venez à la
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE
9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-87-12
- Si le titre que vous cherchez figure dans notre annuaire (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.
- Si n'y figure pas : nous diffusions gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants ; vous recevrez une proposition écrite et chiffrée dès que nous trouvons un livre.
AUCUNE MISE EN VENTE D'ACHAT

INSTITUT DE LA PREVENTION ET DE LA SECURITE
OBJECTIF
Former des généralistes opérationnels pour assurer la fonction sécurité dans l'entreprise
Filière longue Filière courte
NIVEAU BAC + 2 NIVEAU BAC + 5
N° 1 an N° 1 an
Techniques supérieures de prévention et des conditions de travail Seconde compétence en prévention et sécurité pour des professionnels de l'industrie
N° 2 ans N° 3 ans
Méthodes des systèmes de Prévention Ingénierie généraliste des risques Ingénierie diplômée, D.E.A., D.E.S.S.
Remarque et adresse : 43, rue Saint-Arnaud - 87000 LIMOGES
Tel. 05 02 67 94

Le Monde sur minitel
RÉSULTATS DE L'ENA : ADMISSIBILITÉS EXTERNES
à partir du 29/10 à 16 h
36.15 TAPEZ LEMONDE

On vous dit. Faites des projets.

Nous disons. Réalisez vos projets.

Une occasion en or. L'affaire du siècle. Un projet caressé depuis longtemps... Ou même une tuile, ou un petit coup dur. Bref, il vous faut de l'argent, tout de suite, là maintenant. Nos prêts à la consommation sont là pour ça. Avec leur taux modéré et leur remboursement sur mesure, ils peuvent financer vos besoins et vos rêves jusqu'à 100%.

Posez-nous la question, la décision prise en quelques minutes. C'est cela le bon sens en action.

CRÉDIT AGRICOLE
Le bon sens en action.

* sous réserve d'acceptation du dossier.

سكننا من الاحول

صحة من الالوان

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

Créer puis diriger une SICOMI PARIS

Important groupe du secteur tertiaire, nous poursuivons notre diversification en créant avec des partenaires extérieurs une SICOMI. Les investisseurs seront associés aux opérations classiques (crédits bail et location simple) en privilégiant les secteurs Loirs et Hôpitaux.

Rattaché à la Direction Générale du Groupe, le responsable de haut niveau que nous recherchons bénéficiera lors de la création de la SICOMI de l'appui de nos différents services spécialisés. Il devra nécessairement présenter une expérience réussie d'au moins 10 ans dans un poste de direction similaire ou comme responsable de développement immobilier au sein d'un établissement financier. Une excellente connaissance du Crédit Bail est indispensable. La pratique de l'anglais serait un atout apprécié.

Merci d'adresser votre candidature accompagnée de votre C.V. et prétentions (réf. 6008) à notre Conseil qui vous garantit une totale discrétion. AXIAL 27 rue Talbot 75009 PARIS.

PARIS 500.000 F +

Dans Important groupe de l'immobilier logement Forte opportunité pour un Manager

Nous devons notre croissance rapide depuis 6 ans à l'esprit d'équipe et à la compétence de nos collaborateurs. Nous accentuons notre développement dans nos métiers : promotion, gestion locative, crédits... Nous cherchons notre

Patron de l'Organisation des Moyens Fonctionnels du groupe

Vous avez exercé avec succès ces responsabilités dans un groupe important de notre secteur. Membre du Comité de Direction, vous optimisez et gérez nos systèmes de gestion. Diplômé de l'Enseignement Supérieur (École d'Ingénieur ou de Commerce), vous dialoguez avec les opérationnels et vous animez une équipe, car vous aimez la communication et la rigueur.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + salaire actuel) sous la réf. 710.01-M à Monique Harbet, Arthur Young Conseil, Tour Manhattan, 21, 92095 Neuilly La Défense.

ARTHUR YOUNG CONSEIL

L'Acquisition d'Entreprises

Avec un C.A. de 1 milliard de francs dont 40% à l'étranger et une rentabilité élevée, nous recherchons un jeune diplômé, placé d'emblée auprès de l'équipe de Direction Générale et basé à Paris, à un jeune HEC, ESSEC, IEP... de 30-35 ans. Bilingue français-anglais, il a de plus une formation ou des compétences en droit des affaires. Il a passé cinq ans environ dans une multinationale ou une banque internationale. Ses compétences opérationnelles d'analyse et de synthèse des entreprises, ainsi que sa connaissance progressive de la grande technique, de la finance des missions particulières concernant la préparation puis la négociation des acquisitions, des aspects juridiques et fiscaux pointus, ses questions boursières... Par ailleurs, sa personnalité affirmée et ses qualités relationnelles permettront à cet homme public de représenter l'entreprise auprès des institutionnels (banques, administrations, COB...).

FUTUR DIRIGEANT

L'objectif du groupe : développer sa place de leader dans un marché international en expansion. Pour participer à ce prestigieux challenge, nous recherchons un jeune diplômé, placé d'emblée auprès de l'équipe de Direction Générale et basé à Paris, à un jeune HEC, ESSEC, IEP... de 30-35 ans. Bilingue français-anglais, il a de plus une formation ou des compétences en droit des affaires. Il a passé cinq ans environ dans une multinationale ou une banque internationale. Ses compétences opérationnelles d'analyse et de synthèse des entreprises, ainsi que sa connaissance progressive de la grande technique, de la finance des missions particulières concernant la préparation puis la négociation des acquisitions, des aspects juridiques et fiscaux pointus, ses questions boursières... Par ailleurs, sa personnalité affirmée et ses qualités relationnelles permettront à cet homme public de représenter l'entreprise auprès des institutionnels (banques, administrations, COB...).

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil, Edith Giacchetti, CPA, 3, rue de Liège, 75009 Paris, sous la référence 50001.

CP

VOCAION

Le Monde INTERNATIONAL

S'unir, c'est gagner

VOTRE POINT D'ATTACHE : LA COTE D'AZUR VOTRE CHAMP D'ACTION : L'INTERNATIONAL

Au tout premier rang de la compétition internationale, THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES (2500 personnes, CA 1,3 milliards de francs), conçoit et développe des systèmes de détection sous-marine.

Pour faire face à notre expansion et développer notre présence dans le monde, dans le domaine des systèmes sonars de sous-marins et de bâtiments de surface, nous recherchons un

CHEF DE ZONE EXPORT

Responsable de toutes les actions commerciales depuis la prospection jusqu'à la vente dans plusieurs pays proches (Europe) ou lointains (Pacifique) :

- vous animez des équipes techniques pour l'établissement de propositions,
- vous coordonnez les actions de notre réseau commercial,
- vous savez prendre des risques, vous fixer des objectifs ambitieux et les atteindre.

Vous êtes ingénieur diplômé d'une grande école (ESE, ECP, ENST...) et possédez environ 10 ans d'expérience de la vente d'équipements de haute technologie. Vous maîtrisez impérativement l'anglais, la connaissance de l'espagnol constitue un atout supplémentaire. La qualité de vos résultats déterminera votre évolution au sein de notre société.

Si vous aimez relever les défis dans un contexte de sévère concurrence internationale, adressez sans tarder votre candidature (CV + photo) à Antoine GARCIA THOMSON SINTRA ACTIVITES SOUS-MARINES - Chemin des Travaux BP 53 - CAGNES SUR MER, en rappelant la référence 1087/CZ.

THOMSON-CSF

L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

ouvre une inscription pour la poursuite d'un poste de professeur ordinaire (à plein temps) à l'Institut de mathématiques de la Faculté des sciences.

Enné en fonction le 1^{er} septembre 1988.

Le titulaire du poste assurera la responsabilité de la formation de base en mathématiques des étudiants en biologie, chimie et sciences de la Terre. Il devra également assurer un cours sur des sujets en mathématiques de 2^e cycle.

Renseignements complémentaires auprès de l'Institut de mathématiques, prof. A. Morel, CP, 1015 Lausanne.

Les candidatures (avec C.V. et lettre de motivation) doivent parvenir avant le 31 décembre 1987 à Monsieur le professeur M. GAILLOU, doyen de la Faculté des sciences, 1015 Lausanne (Suisse).

EXPERTS EN ORGANISATION ET EN INFORMATIQUE

RESIDENCE : PAYS FRANCOPHONES EN DEVELOPPEMENT

- Nous sommes un cabinet de management de renommée internationale, qui assiste les administrations et les entreprises des pays en développement.
- Nous recherchons, pour des missions dans un ou plusieurs pays, des organisateurs et organisateurs informatiques : intégrés à nos équipes pluridisciplinaires, ils devront concevoir et mettre en place systèmes d'organisation et procédures, spécifier et réceptionner les applications informatiques correspondantes, définir et assurer la formation des cadres et agents.
- Nous sollicitons que les candidats, tous diplômés d'enseignement supérieur, justifient, au-delà de leur savoir-faire en organisation générale et en informatique (logiciels et petits systèmes, micro...), d'une expérience réussie dans l'un des domaines ci-après :
 - Finances Publiques : systèmes de préparation et exécution du budget de l'Etat.
 - Fonction hospitalière.
 - Fonction Publique : gestion juridique et administrative des agents de l'Etat, systèmes de rémunération, analyse des effectifs, organisation des services correspondants.
 - Entreprises : conception et mise en place des systèmes d'informations de gestion. Définition des directeurs et responsables de gestion.
- Rémunération et avantages liés à l'expatriation.

Merci d'adresser votre man., C.V. et prétentions à PUBLIVAL - 27, Route des Gardes, 92190 MEUDON, sous référence 7143.

Missions pour l'Afrique

SEMA • METRA CONSEIL, filiale de l'un des premiers Groupes européens de conseil et d'ingénierie informatique, recherche dans le cadre d'une mission de longue durée auprès d'un Client important en Afrique francophone :

1. Un expert en gestion du personnel chargé de la conception et la mise en œuvre des outils d'administration et de gestion prévisionnelle du personnel (plusieurs milliers de personnes). (Réf. 01).
2. Un expert en recrutement chargé de la définition et de la réalisation d'un important plan de recrutement local (personnel d'encadrement d'exécution) il devra maîtriser les techniques d'évaluation et de sélection des candidatures.

La formation supérieure, les candidats doivent posséder d'excellentes qualités relationnelles et d'une grande autonomie de travail. Une expérience d'une dizaine d'années dans une partie acquise en Afrique et le métier de conseil sont indispensables.

Merci de bien vouloir envoyer votre CV et une courte lettre manuscrite en indiquant la référence choisie à Mme E. Gould, SEMA • METRA CONSEIL, 70, rue Cortambert - 75016 Paris

SM • SEMA • METRA CONSEIL

SALES MANAGER AEROSPACE FASTENERS

California based manufacturer is seeking a qualified french citizen possessing strong engineering background and commercial ability to sell structural fasteners to the aircraft industry and its subcontractors in France and Belgium. The individual will speak and write english fluently, provide technical support to customers and have capability to demonstrate and discuss new fastener developments with engineers and buyers.

Cherry texton offers a compensation package that includes base salary, bonus, auto and expenses, and benefits.

Please submit your resume, in confidence, to: n° 6982, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montesson, PARIS-7.

HEAD OF MEMBERSHIP UNIT

Amnesty International is looking for someone to head a new unit responsible for developing Amnesty International's membership worldwide. The unit consists of some 15 people responsible for raising funds through Europe, The Americas, Asia, Africa and the Middle East. The unit head will work with these teams on developing strategies for membership recruitment and for more effective outreach to new areas and sectors within different societies.

Candidates should have sound political knowledge, an understanding of different cultures and experience of working with an activist membership organization. They must have proven managerial ability and be able to work under pressure. Fluent English is essential, knowledge of other languages, especially French, Spanish or Arabic, highly desirable.

Salary starting at £14105 pa rising to £17025 pa (under review) annual increments, index-linked.

CLOSING DATE FOR RECEIPT OF COMPLETED APPLICATION FORMS 18 December 1987.

INTERVIEWS SCHEDULED FOR WEEK COMMENCING 25 JANUARY 1988.

For further information and an application form, please contact: Personnel Office, Amnesty International, 1 Easton Street, London WC1X 8DJ, United Kingdom. Tel: (01) 837 3805 (24 hr telephone).

amnesty international

MADAGASCAR

Ingénieur chimiste textile Futur Chef de Département

Créé il y a environ une trentaine d'années, notre Groupe n'a cessé de progresser. Notre usine intégrée (3000 personnes - CA 280 MF), fabrique et commercialise une très large gamme de tissus destinés au marché local et à l'exportation.

Nous recherchons un ingénieur capable de prendre à terme (2 ans environ) la direction de notre Département Teinture-Impression dont l'effectif est de 300 personnes. Auparavant, il aura pour mission de réorganiser le Laboratoire, de proposer des améliorations techniques, de réduire les coûts.

Vos atouts : une formation supérieure en chimie, l'expérience du textile, le goût pour la conduite des hommes et un sens de l'adaptation sans à priori. Statut d'expatrié, retour annuel en France, couverture sociale complète.

Notre Conseil Danielle JALBERT vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et prétentions sous la référence 3256 M.

CORT 65, avenue Kléber, 75116 PARIS

Membre de SYNTIC Paris Lille-Lyon-Strasbourg

Importante société textile recherche

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

pour sa filiale allemande proche de FRANCFORT

- Formation : école de commerce ou de gestion.
- Parfaitement bilingue.
- Intéressé à pouvoir travailler en RFA. Libre rapidement.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous la n° 8129 à LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montesson, PARIS-7.

Le Monde
DIRECTEUR
INFORMATION
INGENIEUR
L'AGENDA
BRILLANTS
AFRIQUE
OPERA
PROFESSIONNELS
VOTRE SERVICE

Économie

à l'Assemblée nationale contre la société d'économie mixte de M. Mauroy

colonne autorise toutes sortes de fuites. L'orateur UDF ajoute que le gouvernement s'épargne quel-ques critiques en ouvrant les yeux durs aux groupes étran-gers. Il n'aurait pas ainsi à puiser systématiquement dans le monde des grands groupes fran-çais.

venant aux privatisations, il affirme qu'elles ont accru le redéploiement capitaliste à l'étranger et contribué à l'affai-blissement économique du pays à un moment reculé de l'emploi.

nomique et financière n'est pas propre à la France, mais ajoute que les mécanismes spéculatifs (...) ont des conséquences négatives sur l'emploi, dans un pays qui doit être frappé par le chômage.

reconnait un rôle à l'acceptation de l'économie de marché. Ce que nous mettons en avant, c'est votre acharnement à laisser reposer toute votre économie sur ce seul fondement.

« graves » portées contre la société de privatisation. S'en prenant vivement aux « calomnies » proférées par les socialistes, il leur « inconscience », il déclare : « Il y a un vrai désac-cord entre nous. Pour nous, le secteur privé est l'environnement normal des entreprises, qui favo-rise leur compétitivité. La natio-nalisation, elle, fait intervenir la politique dans la vie économique. Vous, vous voulez que l'entre-prise subisse le contrôle de la politique, tandis que nous, nous

l'en libérer (...). Décidé-ment, vous ne comprenez pas l'entreprise, et même la société dans laquelle nous vivons ; vous ne comprenez pas la politique. » Le ministre d'Etat ajoute, tou-jours en direction des socialistes : « Vous n'osez pas dire aux mil-lions de Français et aux centaines de milliers de salariés qui sont devenus propriétaires que vous allez les exproprier pour rétablir la monarchie de l'Etat ; vous cher-chez désespérément un moyen - c'est votre technique de la déstabi-lisation - pour réintroduire la politique par la fenêtre, pour redonner à l'Etat un moyen de contrôle de la gestion des entre-prises. »

Récession et austérité sont au bout C'est à travers des politiques d'austérité, de pillage du tiers-monde, de réarmement que la crise du système capitaliste et la crise financière se développent, explique M. Jean-Charles Goyssot (PC, Seine-Saint-Denis). Il ajoute : « Le capital a perdu son efficacité de direction dans le monde avec la chute des Soviétiques. On ne peut plus compter sur le tiers-monde. Il va falloir faire pour récupérer par de nouveaux trans-ferts vers les profits et vers les Etats-Unis, c'est-à-dire plus d'austérité encore pour les travailleurs et pour les peuples. Et fonctionnent la planche à billets et servent à tous les Etats capitalistes pour limiter l'effon-drement de l'inflation va reculer encore le pouvoir d'achat. Donc récession et austérité sont au bout si l'on ne s'attaque pas aux causes. »

« Nous contestons le culte du marché » M. Christian Goux (PS, Var) conteste son intervention dans la crise financière en constatant : « Les politiques qui croit plus en l'argent qu'en l'Etat. » Il ajoute : « Prendre des risques financiers aujourd'hui est une affaire où il est malaisé d'impliquer ceux qui défendent, sont limités pour ne pas dire nuls et qui seront tôt ou tard les victimes dans une jungle où tous les coups sont permis. »

Archaïsmes

DANS le débat actuel, un débat sur les privatisations n'avait aucun sens. Celui organisé le 27 octobre à l'Assemblée nationale ne pouvait en avoir.

socialistes pour empêcher, d'où l'entêtement de M. Mauroy à le faire. On se souvient que, lors des débats sur le budget, c'est tout l'équilibre de ce budget 1988 qui avait remis en cause la privatisation n'aurait pas pu être représentée au moins 25 milliards de francs de recettes.

nationalisations révèle au pire l'incompréhension, au mieux l'impudence des dirigeants politiques devant des événements mondiaux comme les marchés. D'autant plus que, par-là, le gouvernement se l'approprie en rétrogradant derrière des dogmes depuis longtemps dépassés par la réalité et la vitesse des chan-gements technologiques ou financiers. Et les privatisations ni les nationalisations - c'est-à-dire la question de la propriété de l'Etat - n'apportent plus le moindre élément de réponse - encore moins de solution - à ce qui ne passe actuellement à Paris que par le passé, à savoir M. Mauroy aux socialistes. Mais les schémas de pensée - toujours dans un mythe de l'indivisibilité populaire - du ministre d'Etat en face tantôt de la droite et tantôt de la gauche, et les autres à s'arc-bouter encore plus que de coutume sur leurs posi-tions idéologiques.

Le ministre d'Etat conclut : « Rien de tout ce qui a été dit au cours de ce débat n'est de nature à remettre en cause le bien-fondé de notre politique de privatisa-tion et de l'enjeu de cette majorité qui elles représentent. C'est pour-quoi, même si l'ai toujours dit, la politique de privatisation sera poursuivie sans faiblesse, mais en tenant strictement compte de l'état du marché. » Il ajoute enfin : « Lorsque notre économie est menacée par des risques exté-rieurs importants, il y a, d'un côté, une majorité unie, solidaire, qui exerce la plénitude de ses res-ponsabilités et, de l'autre, une opposition qui minimise toutes les menaces dirigées, qui privilé-gie la querelle politique sur les intérêts majeurs du pays. »

INDUSTRIE

Premiers bénéficiaires depuis huit ans pour CDF-Chimie

Pour la première fois depuis huit ans, le groupe CDF-Chimie dégagera pour 1986 des bénéfices. Des bénéfices très confortables même, puisque son PDG, M. Serge Tchuruk, prévoit déjà, en haut imprimé, un résultat voisin de 1 mil-liard de francs. Plus qu'une surprise, c'est presque un miracle, après l'année 1985 perdue encore enregistrée pour 1986 (2,6 milliards de francs), si l'on considère que, par ses prévisions, jamais de toute son histoire, longue bientôt de vingt ans et jalon-née de succès devenus colossaux depuis le début des années 80 (près de 10,6 milliards de francs au total), CDF-Chimie n'aura gagné que 2 milliards d'argent. Un total le plus profitable sur les cinq exercices, l'exercice 1974 où il a seulement rapporté 208 millions de francs au groupe.

entrés dans le giron du groupe, est à l'équilibre, globalement le groupe est encore déficitaire. Les raisons de ce succès enri-chissement ? M. Serge Tchuruk en donne trois explications. Le formida-ble travail accompli par le personnel d'abord. Mais la conjoncture, et il dit, aura aussi été bonne fille pour la chimie en 1987. Enfin, les actions de restructuration entreprises dans le groupe puis amplifiées par le PDG lui-même. En outre d'un milliard de francs, CDF-Chimie a vendu pour 1 milliard de francs d'équipement chimique et pétrochimique. CDF-Chimie n'est pas tiré d'affaire, le groupe reste fragile. Mais, pour conclure, M. Tchuruk a lancé sous les coups de l'avenir du vaporaqueur de Dunkerque (Nord), exploité en association avec la Qatar. Pour consolider définitive-ment cette installation pétrochimique, un accord vient d'être conclu avec le groupe belge ICI, fabri-cateur de résines. CDF-Chimie construira sur son site pour la compte de cette firme une unité de polypropylène dont le coût sera de plusieurs dizaines de millions de francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE PARISIENNE DE CHAUFFAGE URBAIN L'assemblée générale extraordinaire de la Compagnie parisienne de chauffage urbain, réunie le vendredi 23 octobre 1987 à l'Hôtel Frasour Paris-Lyon, a autorisé le conseil d'administration à augmenter le capital social dans la limite d'un maximum de 200 millions de francs, en une ou plusieurs fois, dans le délai de réalisation légal de cinq ans.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Table with 4 columns: Item, 1986, 1985, and 1984. Rows include Primes brutes, Primes cédées, Primes nettes, Revenus nets des placements, etc. Total bénéfice de l'exercice is 161.381 for 1986 and 127.412 for 1985.

Table with 4 columns: Item, 1986, 1985, and 1984. Rows include ACTIF (Immobilisations et entreprises agricoles, Titres à revenu fixe, etc.) and PASSIF (Provisions techniques, Dépôts de réassurance, etc.).

Generali assurances depuis 1831 Direction Centrale à Trieste (Italie) Le Groupe Generali opère en France à travers le Groupe Concorde, «Generali France», «La Fédération Continentale», «L'Equité», «Euralliance» et «Europ Assistance».

Handwritten signature in Arabic script.

Économie

AFFAIRES

Le conseil des ministres a approuvé la modification du statut de Renault

Une demi-mesure risquée

Le projet de loi transformant le statut de Renault de régie en société anonyme a été approuvé en conseil des ministres, mercredi 28 octobre. Cette opération, qui s'accompagnera d'un abandon de créances d'Etat de 12 milliards de francs, doit redonner au constructeur automobile, selon M. Madelin, les vertus de la concurrence et de la compétitivité. Le capital de la nouvelle société anonyme sera ouvert aux salariés avant la fin 1989 dans la limite de 10 %.

Adopté à la Libération, le statut de régie devait permettre à Renault, « à l'instar des sociétés nationales », de reprendre l'exploitation de la Société anonyme des usines Renault, dissoute. Ce statut donnait à l'entreprise la possibilité, tout en appartenant au domaine public, d'être gérée « selon des règles couramment en usage dans les sociétés industrielles et commerciales ». Il avait été conçu de haute lutte par son premier président, Pierre Lefaucheur, face à l'administration de l'époque. Le plan automobile mis au point fin 1944 prévoyait même une solution plus radicale, raconte Fernand Picard dans l'épilogue Renault : éliminer la firme de Billancourt du marché des voitures particulières — où elle était numéro deux français en 1939 — pour la cantonner à celui des véhicules industriels. Les « armées de statut » dénonçaient dès l'origine

l'« autonomie abusive » qu'il donnait à Renault.

Cette autonomie a été maintes fois démontrée, notamment dans le choix des implantations des unités de production. Pierre Dreyfus, le directeur général de Renault de 1975 à 1983, perpétue cette autonomie. En 1983, par exemple, il obtint gain de cause, devant Georges Pompidou, pour implanter une nouvelle usine à Sandouville, près du Havre, contre l'avis des responsables de l'aménagement territorial, qui proposaient la région nantaise.

En échange, il accepte, pour employer la main-d'œuvre locale, de créer en Bretagne la Société bretonne de fonderie et de mécanique des usines Renault de l'Ouest. Mais il sait aussi dire non : en 1975, il refuse de reprendre Titan-Coder, une entreprise en difficulté.

Gauche

En matière sociale également, la Régie a prouvé d'autonomie. L'entreprise s'est donné un rôle de « laboratoire social ». Ainsi, les premiers accords Renault signés en septembre 1955, largement imités par la suite, avaient-ils donné naissance à la politique de concertation. Là aussi, Pierre Dreyfus fait preuve d'indépendance, voire d'indiscipline, lorsqu'il accorde, fin 1962, la quatrième semaine de congés payés. Le rôle pilote de Renault ne s'est pas démenti par la suite. Aujourd'hui encore, malgré les dégratements du gouffre financier (1984-1987), le groupe nationalisé creuse l'écart, sur

le plan des investissements, par rapport à Peugeot SA. « 15 % », précise l'actuel PDG de la Régie, M. Raymond Lévy, en le déplorant.

Mais au total, pendant près de quarante ans, le statut de Renault ne l'a pas empêché de faire prévaloir sa stratégie. Les éventuelles sollicitations des autorités de tutelle n'auront sans doute guère plus d'effet que sur d'autres grandes entreprises du pays.

Le statut de régie a eu en revanche un gros défaut : permettre à Renault de s'endetter sans limite — puisque la Régie, c'est l'Etat — et d'accumuler les pertes sans être menacé de dépôt de bilan. Mais ce défaut n'est apparu qu'au cours des dernières années, en même temps que les déficits. L'Etat, qu'on accuse aujourd'hui d'ingérence, ne pratiquait en fait aucun contrôle financier. La Régie avait été dès l'origine dispensée de ce contrôle, « prévu pour les entreprises qui appellent un financement financier ».

L'Etat, précise Fernand Picard, ce qui était normal puisqu'il n'y avait en aucun cas appel à ce contrôle. De fait, la Régie finança tous ses investissements par autofinancement ou par emprunts jusqu'à ce que l'Etat lui accorde, en 1963 — M. Valéry Giscard d'Estaing était alors ministre des finances — sa première dotation, de 50 millions de francs. De 1963 à 1980, l'Etat versa 3,175 milliards de francs à la Régie, et 12,247 milliards entre 1981 et 1986. Mais les pertes accumulées sur les trois dernières années (22 milliards), l'endossement silencieux de la Régie (à la fin 1986) et la dégradation de la situation nette (négative de 14 milliards à la

fin 1986) exigeaient que l'actionnaire public aille plus loin. Toutefois, la question est celle-ci : fallait-il pour autant changer le statut de la Régie ?

Le ministre de l'Industrie, M. Alain Madelin, répond par l'affirmative, en invoquant les autorités de Bruxelles, qui supporteraient de plus en plus mal le statut particulier de la Régie. Mais M. Madelin ne peut aller plus loin dans sa logique libérale, qui voudrait que l'on privatise Renault. Pour des raisons politiques et économiques évidentes, il n'en est pas question à l'heure actuelle. Le gouvernement a donc pris le parti d'attaquer à la symbolique en la parant d'intentions définitives : l'Etat abandonne 12 milliards de francs de créances « pour soldé de tous comptes », et Renault devra désormais compter sur « ses seules forces ».

Le sauvetage de Chrysler

Est-ce alors suffisant pour convaincre que le carton ombilical est coupé entre l'Etat et la Régie ? Le PDG, M. Lévy, veut le croire. Ne serait-ce que pour persuader le PC et la CGT que rien ne sera plus comme avant, mais l'éviction de la présidence de Bernard Hanon, en janvier 1987, et l'échec des grèves lancées par la CGT depuis l'arrivée de Georges Besse n'avaient-elles pas suffi à faire comprendre que l'ère de la cogestion chez Renault est bel et bien terminée ? Les manifestations récentes, vouées à l'insuccès, démontrent mieux que n'importe quel changement de statut que le syndicalisme a perdu l'un de ses bastions traditionnels.

A l'opposé, M. Calvet, patron de Peugeot SA, ne voit dans cette transformation juridique rien qui puisse prouver que l'Etat ne viendra plus à la rescousse de Renault, société anonyme mais restant nationalisée. Renault sera en principe passible du dépôt de bilan. Mais M. Lévy, qui fut à la tête d'une autre société anonyme nationalisée, Usinor, sait d'expérience qu'on n'a jamais vu l'Etat prendre ce genre de risque avec une entreprise publique. Et parfois même : Peugeot a reçu en 1975 un prêt de 1 milliard de francs de l'Etat — qui a été remboursé — pour reprendre Citroën. Michelin a reçu — discrètement — 3 milliards de francs de prêts consentis par le gouvernement socialiste.

Même aux Etats-Unis, paragon de l'industrialisme américain, on ne se désintéresse du sauvetage de Chrysler. Qui pourrait donc imaginer qu'en France l'Etat abandonne à son sort un groupe employant plus de 70 000 personnes et comptant parmi les premiers exportateurs nationaux ?

La question de fond

En s'attaquant au statut de Renault, l'Etat ne prend-il pas le risque de fragiliser lui et l'autre des constructeurs automobiles français ? Oui, répond-on des deux bords.

Peugeot SA nie, par la voix de son patron, que le retour de Renault au droit commun des sociétés anonymes, accompagné d'un abandon de créances mais avec maintien dans le secteur public, traduise le rétablissement d'une concurrence saine entre les deux groupes.

Quant à Renault, la préférence accordée à l'abandon de créances plutôt qu'à une dotation en capital rend sa situation financière un peu plus délicate au moment où l'Etat, son unique actionnaire, s'engage à ne plus compter que sur ses propres forces. Les dettes — chères — qui lui restent (13 milliards de francs pour la future société anonyme, répartis grosso modo à parts égales entre les emprunts obligataires et les concours bancaires, contre 40 milliards pour le groupe) « plombent-elles » dès sa naissance la nouvelle société ?

La polémique qui s'est instaurée repose en fait une question de fond : y a-t-il en France la place pour deux constructeurs nationaux généralistes, ou plus exactement pour trois marques généralistes si l'on tient compte de la stratégie engagée par Jacques Calvet de maintenir à la fois Peugeot et Citroën ? La question est grande de répondre par la négative, en entendant les discours tenus de part et d'autre.

L'hypothèse d'une entité unique « Automobiles de France », vient d'ore et PC, étant à exclure, s'ils veulent survivre, les deux groupes rivaux sont raisonnablement condamnés à s'entendre pour « tenir » leur marché national, la seule base rentable qui leur permette de partir à la conquête des marchés européens où leurs positions sont loin d'être à la hauteur de leurs ambitions mais où la concurrence se fait chaque jour plus acharnée.

CLAIRE BLANDIN.

Une régie très particulière

Le 16 janvier 1945, une ordonnance du gouvernement provisoire dirigé par le général de Gaulle dissout la Société anonyme des Usines Renault, confie le patrimoine industriel au profit de l'Etat et attribue à la Régie nationale des usines Renault, « dans l'intérêt exclusif de la Nation », l'exploitation de la société dissoute. Sanctionnant l'Etat adopté par Louis Renault pendant l'occupation, la nationalisation est aussi un courant fortement anticapitaliste. Le Front populaire n'est pas loin et Louis Renault était l'un de ses adversaires les plus acharnés. Plus qu'une notion juridique, la « Régie » symbolise une conception philosophique.

Se vraie nature juridique — personne morale de droit privé ou de droit public — ne sera d'ailleurs jamais établie. C'est en fait l'absence de personnalité juridique et commerciale — le terme public n'apparaît pas — « côté de la personnalité civile et de l'autonomie financière et placé sous l'autorité et le contrôle du ministre de la production industrielle ». La Régie se comporte en matière de gestion financière et comptable suivant les règles couramment en usage dans les sociétés industrielles et commerciales. Elle est dispensée du contrôle financier prévu pour les sociétés anonymes et pour les entreprises de toute nature ayant appel au public de fonds de l'Etat.

Le décret du 7 mars 1945 fixe les attributions respectives du président-directeur général, du conseil d'administration (CA) et

des conseils d'entreprise de la Régie. Le PDG, nommé par décret pris sur proposition du ministre de la production industrielle, exerce un pouvoir plus important que ses homologues de sociétés anonymes. Il n'est pas soumis à la sanction du conseil d'administration qui n'est là que pour l'assister tout comme la comité central d'entreprise. En cas de démission, c'est le ministre de l'Industrie (anciennement de la Production industrielle) qui tranche. Le CA est composé de sept représentants des pouvoirs publics, de cinq représentants du personnel et de deux représentants des usagers.

Cadres statutaires

La loi et les décrets de 1970 ont introduit une nouvelle représentation du personnel sous l'égide d'administrateurs salariés. Enfin la loi sur la démocratisation du travail établit un régime de représentation tripartite (les personnes qualifiées, les représentants de l'Etat, six du personnel). Ce n'est qu'à partir de 1984 que le PDG devra être choisi parmi les membres du CA et sur la proposition de celui-ci.

Les bénéfices doivent être répartis entre l'Etat, le personnel et les œuvres sociales. Ils le seront en fait entre l'Etat et le personnel. La régie financière dérogatoire aux textes de 1935 a été perpétuée, même lorsque de nouveaux clients viendront prendre la relève de ces usines.

La Régie a disposé d'une grande liberté en matière de participations et de prises de participations en vertu du décret de 1953 applicable à toutes les entreprises. Ce n'est qu'en 1976, à l'arrivée de Bernard Vernier à la tête de Renault, que l'Etat, dans ses nombreuses participations de nationalisation rampantes, a pris un décret spécifique obligeant la Régie à soumettre à un arrêté conjoint de l'Industrie et de l'économie, toute prise de participation intervenant hors de son champ traditionnel d'activité (automobile, poids lourds, moyens de production).

Dans les autres domaines — social, fiscal, bancaire... — la Régie s'appuie sur la convention commune (Convention de la métallurgie, impôt sur les sociétés...).

Après sa transformation en société anonyme, Renault sera également sous le coup de la loi de privatisation d'octobre 1988. Si elle ne fait pas partie — et pour cause — des soixante-cinq privatisables, elle peut en revanche faire l'objet d'une cession minoritaire (moins de 50 % de la part de l'Etat, par simple décret. Cette ouverture du capital de Renault à des tiers — mis à part les salariés qui ont droit au vote jusqu'en 1989 — apparaît comme un passage obligé pour obtenir l'argent dont le groupe autonome aura besoin. L'Etat ne lui prête effectivement plus son concours financier. L'étape suivante peut, logiquement, qu'être celle de la privatisation.

C.B.

Hommes d'affaires, voici la meilleure façon d'investir Paris.

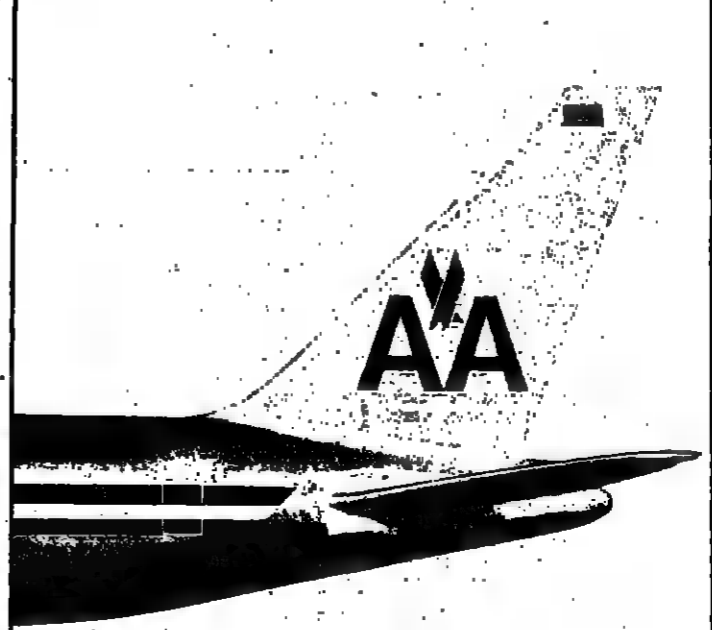
LE METRO, C'EST LE SENS DES AFFAIRES.



50 من الأصل

A ces tarifs vous pouvez maintenant vous offrir le style American Airlines.

| | |
|---------------------|--------|
| NEW YORK | 3950 F |
| CHICAGO | 4605 F |
| DALLAS / FORT WORTH | 4945 F |
| LOS ANGELES | 5390 F |
| SAN FRANCISCO | 5390 F |
| LAS VEGAS | 5585 F |
| HOUSTON | 4945 F |
| SAN DIEGO | 5430 F |
| NEW ORLEANS | 5285 F |
| PHOENIX | 5430 F |
| DENVER | 4985 F |
| DETROIT | 4680 F |
| SEATTLE | 5430 F |
| CINCINNATI | 4985 F |
| RALEIGH / DURHAM | 4530 F |



American Airlines. The American Airline*. La compagnie typiquement américaine. Tarifs aller-retour en classe... que. Validité du 1.10.87 au 31.12.88. dans... billet... avant le départ : 15%. minimum de 14 jours. sans... de sécurité : 70F. Contactez votre agence de voyages ou appelez-nous au 11.42.89.05.22.

Marchés financiers

Baisse générale des Bourses de province

La tempête financière qui secoue depuis la mi-octobre les Bourses mondiales n'épargne pas les six places régionales françaises. Voici le point réalisé à partir des informations fournies par nos correspondants et notre bureau de Lyon.

LYON: moins 13,6% depuis le 16 octobre

La Bourse de Lyon a débuté sa descente en octobre, par une progression étonnante de son indice général (+ 10,5%), et elle avait commencé l'année 1987 en fanfare, avec une hausse de 23% à la mi-avril. Depuis, elle indique un repli progressif, la baisse, avec cependant un léger sursaut fin septembre. Le 15 octobre, l'indice général était revenu à la hausse de 10,5% à la mi-avril. Depuis, elle indique un repli progressif, la baisse, avec cependant un léger sursaut fin septembre.

NANCY: repli de 11% en dix jours

A Nancy, le 16 et 17 octobre, la Bourse a enregistré une baisse de 5,9% sur le marché officiel et de 6% sur le second marché. Mardi 22 octobre, l'indice du marché officiel avait chuté à 87,3%, atteignant le cours le plus bas de sa histoire.

BORDEAUX: repli sélectif

Les valeurs phares de la Bourse de Bordeaux ont baissé depuis le 1er octobre 1987. Les valeurs importantes ont baissé à marché plus local ou maintiennent mieux. Il s'agit notamment de Ruche Méridionale et de Lectra Système.

NANTES: important recul

Baisse de 6,53% par rapport à l'indice du 12 octobre, et de 16,5% par rapport à celui du 12 octobre: la cote officielle de la Bourse de Nantes est en baisse.

LILLE: mini-bourrasque

Fin de semaine brutalement, mais pas une catastrophe. A la Bourse de Lille, on se contente plutôt de se défendre que M. André Querey, secrétaire général, appelle une mini-bourrasque. L'indice du cours de la cote officielle qui était à 342,9 au 31 décembre 1986 est monté à 378,1 au 10 septembre: il est revenu à 364,4 au 14 octobre, avant la baisse boursière de Wall Street, puis à 338,4 au 17 octobre, avec une baisse de 7,1% en deux jours.

MARSEILLE: baisse quasi générale

En prenant pour base l'indice 100 au 31 décembre 1986, la moyenne des valeurs cotées à la Bourse de Marseille est passée de 134,99, le jeudi 22 octobre, à 128,23, le lundi 26, soit une baisse de 7%.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COFIMEG

Les comptes de la société au 30 juin permettent de préciser les prévisions pour l'exercice 1987. En raison de la dégradation du placement des actions de la mi-1986, le résultat de l'exercice 1987 s'inscrit en forte progression par rapport à celui de l'exercice 1986: 63,2 millions de francs contre 52,1. Il devrait dépasser, sur l'exercice entier, 125 millions de francs, soit 113,1 millions de francs comptable, incluant les plus-values de cessions, serait quant à lui d'au moins 130 millions de francs en 1986.

BHE

BANQUE HYPOTHÉCAIRE EUROPÉENNE

Le conseil d'administration de la Banque hypothécaire européenne, réuni le 21 octobre 1987, sous la présidence de M. Daniel Deguen, a pris connaissance de l'évolution de l'activité au cours des neuf premiers mois de l'année ainsi que des perspectives de l'exercice pour le premier semestre 1987. Cette progression a été obtenue dans une situation de vive concurrence, qui s'est traduite par une baisse rapide des taux offerts à la clientèle. Dans ce contexte, les opérations de financement spécialisées dans les prêts à long terme, la banque a dû, d'une part, faire face à un mouvement important de remboursements anticipés et de réamortissements accordés dans les années 1980 à 1985 aux taux élevés de l'époque. Les frais généraux progressent par ailleurs de près de 20% par rapport à l'exercice précédent en raison notamment des efforts consentis pour accélérer la mise à niveau des moyens informatiques de la banque. L'impact de ces opérations sur les résultats courants de l'exercice est en partie compensé par la perception des indemnités de remboursement anticipé et par la croissance des encours que la banque a développés rapidement des crédits à court terme aux professionnels de l'immobilier.

NEW-YORK, 27 oct. ↑

La pause

Enfin les opérateurs ont pu respirer à Wall Street après le New York Stock Exchange a terminé sa troisième séance écopée par une hausse légère. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles, qui gagnait plus de 24 points dans la première demi-heure de transactions, a chuté à 1846,49, en progression de 52,56 points.

PARIS, 28 octobre ↓

Nouveau sinistre

La Bourse de Paris est une troisième fois sinistrée en moins de quinze jours. La session matinale n'avait pas été très gaie (- 3,7%). Mais la séance officielle a tourné au désastre. La clôture, l'indice CAC, lui, retombait à 228,53 points pour la première fois depuis février.

LONDRES, 28 oct. ↓

Repli

La Bourse de Londres a débuté sa descente en octobre, par une progression étonnante de son indice général (+ 10,5%), et elle avait commencé l'année 1987 en fanfare, avec une hausse de 23% à la mi-avril. Depuis, elle indique un repli progressif, la baisse, avec cependant un léger sursaut fin septembre.

TOKYO, 28 octobre ↓

Changement de décors

Les espoirs d'acalmie ont été rapidement déçus à la Bourse de Tokyo mercredi. Après avoir enregistré 97,44 points de hausse pendant la séance du matin, l'indice Nikkei est reparti en sens inverse juste une heure après l'ouverture de la séance de l'après-midi, pour terminer à 22.777,53 yens, soit une baisse de 247 yens par rapport à la veille.

FAITS ET RÉSULTATS

Toshiba: forte hausse du bénéfice malgré le scandale. Le groupe japonais a enregistré un bénéfice net de 36% (à près de 16 milliards de yens, environ 700 millions de francs), au premier trimestre de l'exercice 1987. Le résultat net de l'exercice précédent comportait 50 millions de francs d'exceptionnels, dus à la vente d'une des filiales américaines. Ces éléments mis à part, le résultat net s'inscrit en hausse de 45%. Linagrain a réalisé un chiffre d'affaires de 1,710 milliard de dollars, en progression de 1%. 30%

PARIS: Second marché (sélection)

Table with columns: VALEURS, Cours préc., Dernier cours, VALEURS, Cours préc., Dernier cours. Lists various stocks and their prices.

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES le 27-10-87 à 17 heures

Table with columns: VALEURS, PRIX, OPTIONS D'ACHAT, OPTIONS DE VENTE. Shows option prices for various assets.

MATIF

Table showing MATIF market data: Notionnel 10%, Cotation en pourcentage du 28 oct. 1987, Nombre de contrats: 83 000.

INDICES

Table with columns: CHANGES, BOURSES, INDICES. Shows exchange rates and stock indices for Paris, London, Tokyo, etc.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

Table showing interbank foreign exchange market data: COURS DU JOUR, UN MOIS, DEUX MOIS, SIX MOIS.

TAUX DES EUROMONNAIES

Table showing Euro money rates for various currencies and terms.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 45-55-91-82, poste 4330

Vertical sidebar on the right edge of the page with text 'BURSE D' and 'Cote des ch...'.

Marchés financiers

BOURSE DU 28 OCTOBRE

Cours relevés à 14 h 58

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and various stock indices. Includes sub-sections for 'Règlement mensuel' and 'Comptant'.

Comptant (infection)

SICAV (infection)

27/10

Table of Comptant and SICAV securities, including various bonds, funds, and international stocks.

Cote des changes

Marché libre de l'or

Table of exchange rates and gold market prices.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

سكنا من الالوان

Table of contents with categories: ÉTRANGER, POLITIQUE, SOCIÉTÉ, ARTS ET SPECTACLES, ÉCONOMIE, SERVICES, MINITEL.

Aux Nations unies
Le Japon s'abstiendra lors du vote sur l'« indépendance » de la Nouvelle-Calédonie

TOKYO
Le gouvernement japonais s'abstiendra lors du vote, le mercredi 23 octobre, aux Nations unies, de la résolution pro-indépendantiste de la Nouvelle-Calédonie.

Les réactions après l'inculpation de M. Michel Droit

L'annonce de l'inculpation de M. Michel Droit a été accueillie, le mardi 27 octobre, avec prudence par les milieux politiques. On a relevé, parmi les premières réactions : Jacques Toubon (RPR) : « Incroyable... »

Au conseil des ministres
Il faut « restaurer le dialogue social » en Polynésie

Au conseil des ministres du mercredi 28 octobre, M. François Mitterrand a évoqué les récents événements de Papeete, après la communication de M. Bertrand Pons, ministre du DOM-TOM sur ce sujet.

Des Corot retrouvés, et la trace du Monet...

Un réseau international de voleurs d'œuvres d'art aboutirait à Tokyo. Des négociations sont-elles en cours pour récupérer le Monet volé au musée de Marmottan ?

La Tokyo Connection

La police japonaise a, mercredi 28 octobre, retrouvé trois des cinq tableaux de Jean-Baptiste Corot volés il y a trois ans au musée de Semur-en-Auxois (Côte-d'Or).

Un otage sud-coréen libéré au Liban

L'un des otages étrangers au Liban, un diplomate sud-coréen, M. Chae SuengDo, a été libéré lundi 26 octobre dans la soirée après vingt mois de captivité.

Mort du peintre Jean Hélon

Jean Hélon, l'un des plus grands peintres français, est mort dans la nuit du 27 au 28 octobre à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

Avant son départ en exil M. Oufkir souhaite rencontrer le roi

Aucun commentaire officiel n'avait été fait dans la matinée du mercredi 28 octobre à Malais après l'annonce par les autorités d'Ottawa du prochain départ de la famille Oufkir au Canada.

Avant son départ en exil M. Oufkir souhaite rencontrer le roi

Les Etats-Unis ont officiellement demandé mercredi 28 octobre au Japon de se joindre « autant que possible » aux sanctions américaines contre l'Iran.

Un otage sud-coréen libéré au Liban

Deuxième secrétaire à l'ambassade de Corée du Sud au Liban, M. Chae SuengDo avait été enlevé le 31 janvier 1986 à Beyrouth-Ouest (secteur de la capitale libanaise à majorité musulmane) alors qu'il venait de quitter la chancellerie, située dans le quartier de Ramlet Al-Haida.

Sur le vif
Valeurs en hausse

C'est fou ce qui nous dégringole dessus, là, en ce moment. Le Bretagne ministre, le krach boursier, l'empirisme de Matignon, Michel Droit inculpé, et de quoi ?

Meures individuelles

Mme Jacqueline Bauchet, secrétaire d'Etat, est nommée ministre de la cour de discipline budgétaire et financière.

Mort du peintre Jean Hélon

Jean Hélon, l'un des plus grands peintres français, est mort dans la nuit du 27 au 28 octobre à Paris. Il était âgé de quatre-vingt-trois ans.

Avant son départ en exil M. Oufkir souhaite rencontrer le roi

Les Etats-Unis ont officiellement demandé mercredi 28 octobre au Japon de se joindre « autant que possible » aux sanctions américaines contre l'Iran.

CHALES ETOILES CARRÉS en matières nobles. CACHEMIRE SOIE LAINE thèmes écossais, unis, imprimés. RODIN 36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

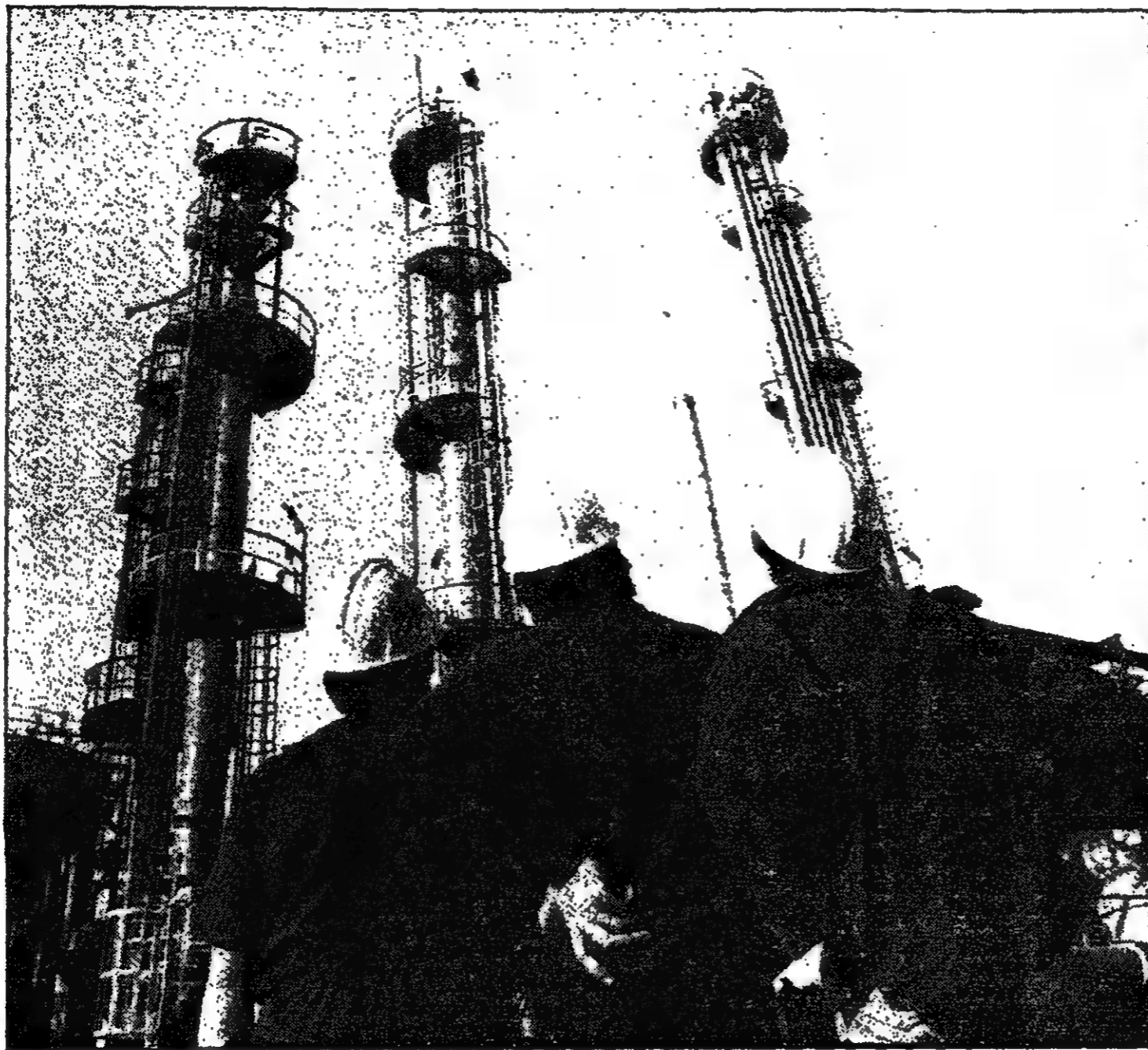
LES AMATEURS D'APPLE PEUVENT COMPTER SUR LE SERVICE APRÈS VENTE D'INTERNATIONAL COMPUTER. LES AUTRES RESTENT EN ATTENTE. Un Macintosh Plus et un disque dur 20 M.o. compatible 17990 F HT.

LE TELEX FACILE. UN MINITEL OU UN MICRO ORDINATEUR. LE SERVICE MISSITEX. VOTRE TELEX PERSONNEL. NUMERO VERT 05 30 63 29.

Le Monde sur Minitel 36-15 + LEMONDE. ABCDEFG

La renaissance de l'économie

« Mais l'assurance qui est donnée par les brigades syndicales d'industrialistes, la garantie d'un basculement économique, l'absence à 20 % de la menace des séquestrations et des coups de pistolet dans les jambes, la crainte de la mafia qui s'en va, les bras sont levés des entrepreneurs aguerries. » (MARCO BORSA.)



| | |
|---|-----------------|
| LE SECTEUR PUBLIC | Pages II et III |
| par Françoise Crougneux et Véronique Meuris | |
| L'INDUSTRIE | Pages IV et VI |
| par Yves... et Jean-Pierre... | |
| L'AGRICULTURE | Pages VI et VII |
| par Jean-Pierre Clerc | |
| LE MOUVEMENT COOPÉRATIF | Page IX |
| par Jean-Pierre Clerc | |
| LA BANQUE | Pages X et XI |
| par François... | |
| LE TOURISME | Pages X et XI |
| par Antoine Froidefond | |

Un long cheminement

FRUIT d'un long et souvent rude cheminement, la renaissance de l'économie italienne a surpris les Italiens eux-mêmes. Et flattés, ils ont vu leurs partenaires changer d'attitude. Finais les propos un peu dédaigneux et les assimilant allègrement dynamisme et « combinaison ». Le temps de l'italomania était assis. Le cortège d'images célébrant l'émergence d'un véritable « capitalisme d'industrie », un sens à la fois de l'efficacité et de la rentabilité. Le retour de balancier a-t-il été excessif ? Après avoir rêvé il y a six ans d'un « miracle », le pays a-t-il mieux aujourd'hui les limites de sa réglementation et l'ampleur des obstacles qui lui restent ?

« La présidence de Sandro Pertini, les institutions, ont été décriées, on a retrouvé un air de respectabilité. Trois ans et demi de gouvernement Craxi ont prouvé qu'il n'était pas impossible de bénéficier d'un minimum de continuité politique et par là même économique. L'industrie s'est assagie, les syndicats ont cessé de vivre de plus en plus professionnelle et un appareil parapublic archaïque et paralysant n'a jamais été choquant. » Cette analyse d'un Italien rompu aux arcanes de la politique et de l'économie générale est renforcée mais encore fragile.

Cette nouvelle crédibilité a été forgée de longue date. « Les économistes qui ont su les débuts des années de la restructuration actuelle », rappelle M. Giovanni Decandia, l'un des responsables de l'institut de conjoncture ISCO.

Frappée plus que tout autre pays européen par le choc pétrolier de 1973-1974, l'indépendance énergétique est grande, l'Italie commence par s'adapter en optant pour la fuite en avant. Dérapage des prix et des salaires aboutissent à une cascade de dévaluations compétitives, autrement dit de dépréciations de la lire supérieures à une inflation vite galopante.

« Sociétés déréglementées par nature »

Incapable de freiner sa boulimie des dépenses, l'Etat s'enfonçait dans l'endettement, et les grandes sociétés voient leurs bilans se détériorer rapidement. C'est l'époque où les petites et moyennes entreprises, souples et imaginatives, se frayent leur chemin dans une société dont la chance, selon l'ancien chancelier ouest-allemand Helmut Schmidt, est d'être « déréglementée par nature » : les Italiens ne sont-ils pas habitués à vivre en dépit des pouvoirs publics ?

Trois événements symbolisent aujourd'hui le départ de l'économie : la fin de la grève chez Fiat en 1980, après la « marche des 40 000 » cols blancs favorables à la reprise du travail, même que le reflux de l'influence syndicale, une vague de mises au chômage technique, la prise de conscience des dangers de la conjoncture de l'époque ; un échec de l'Etat écorché pour la production ; le système d'échelle automatique des salaires sur l'inflation ; l'entrée de l'Italie dans le système monétaire européen, créé en 1979, dans un cadre plus général mais très strict des entreprises et de

l'évolution de leurs services, un terme trop vague pour être rassurant. « Nous sommes riches de l'inefficacité de l'Etat », ironise M. Reichlin, responsable de la commission économique du Parti communiste italien. C'est en effet pour pallier la pagaille de la poste que sont apparus les « poney express », ces escouades de deux-roues qui transfèrent rapide, mais onéreux, le courrier urgent. « Une société à deux vitesses s'est ainsi créée où ceux qui ont les moyens choisissent les cliniques privées après avoir payé leurs cotisations sociales, s'adressent à des services spéciaux pour éviter le labyrinthe de la bureaucratie », soupire un Italien. Le travail au noir constitue toujours une soupape supplémentaire au sous-emploi. Mais même le taux officiel de chômage, 11,9 %, reflète mal la réalité plus douce dans le Nord - 9 % de chômeurs - que dans le Mezzogiorno - 18,4 % en moyenne - de certaines régions - et, partout, un problème majeur pour les jeunes et les femmes.

Le dilemme des taux

Ce dilemme le Nord et le Nord, loin de s'atténuer, s'est encore creusé au fil des années, au point de transformer en mirage ce décollage du Mezzogiorno qui mobilise énergie, capitaux et discours politiques depuis des décennies. Les dirigeants, vraiment, dirigeants en économie plus prolifiques sur un sujet de préoccupation traditionnelle lui aussi, celui des déficits publics.

FRANÇOISE CROUGNEUX

(Lire la suite page XII.)

Les comptes de la nation rénovés

PAUVRES statistiques. Références obligées pour les gouvernements, insipides mensonges scientifiques pour d'autres, elles deviennent l'otage de politiciens et d'argumentaires. Si d'une approche pour être très professionnelle, la polémique parfois comico-grinçante de la réévaluation de 16,7 % du produit intérieur brut (PIB) italien, en dernier, en fait le plus spectaculaire illustration.

Loraque, printemps 1987, le premier ministre de l'époque, M. Craxi, a annoncé un grand renfort trompes que son gouvernement a droit de revendiquer la cinquième place parmi les pays industriels - et bientôt le quatrième devant la France, - les interrogations, sceptiques ou imitées, fusent, notamment chez Britanniques, premiers visés par ce « serpente » soudain. Aujourd'hui c'est au certain politiciens à dénoncer, à Rome, un réaménagement des comptes de la nation qui réduit, d'un trait de plume, le poids de la dette publique ou la pression fiscale, calculés au pourcentage d'un PIB revigorisé. Au moment où deroule l'interminable complexe processus des débats budgétaires au Parlement, l'intrusion de nouveaux paramètres fait rebondir le débat. Au grand dam du président de l'ISTAT (1), M. Guido Rey, qui a dirigé de longs et méticuleux travaux de la nouvelle comptabilité nationale.

Soucieux d'offrir une photographie plus réaliste de la réalité économique italienne, M. Rey connaît trop les limites des statistiques et les difficultés de comparaisons internationales pour tirer des conclusions hâtives des travaux entamés sur la base du recensement de 1979 qui ont abouti, il y a six mois, à établir une nouvelle base de calcul pour 1982. Ce recensement nous a fait découvrir des changements dont nous tenions compte à l'ISTAT. A titre d'exemple, ce professeur d'économie cite le dynamisme de la construction et la multiplication des résidences secondaires ou l'évolution des habitudes alimentaires. Les Italiens reviennent moins souvent déjeuner chez eux, une évolution qui explique l'essor récent de la restauration, notamment rapide. Ces nouvelles tendances interviennent pour près de cinq points dans la réévaluation du PIB. La réévaluation des revenus des petites et moyennes entreprises pour 2,6 points. Quant à l'évaluation de l'économie souterraine, elle contribue à l'évaluation des derniers mois, n'entre que pour 4,6 points.

Responsable de la recherche économique ISCO, M. Giovanni Decandia pense pour sa part que cette dernière évaluation est extrêmement modérée.

F. Cr.

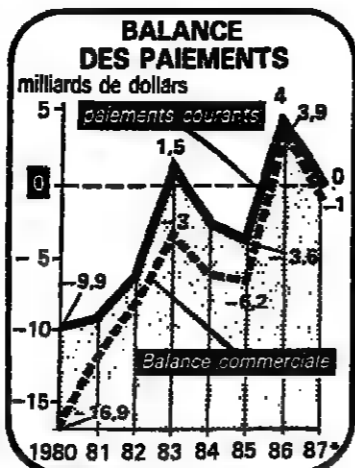
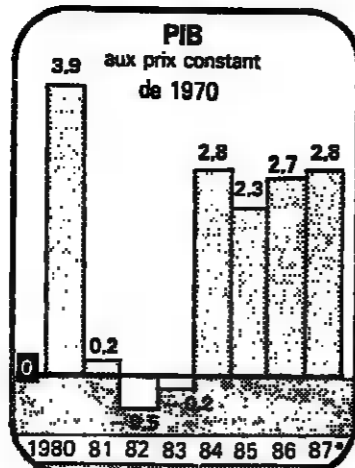
(Lire la suite page XII.)

(1) Institut des statistiques, l'équivalent de l'INSEE français.

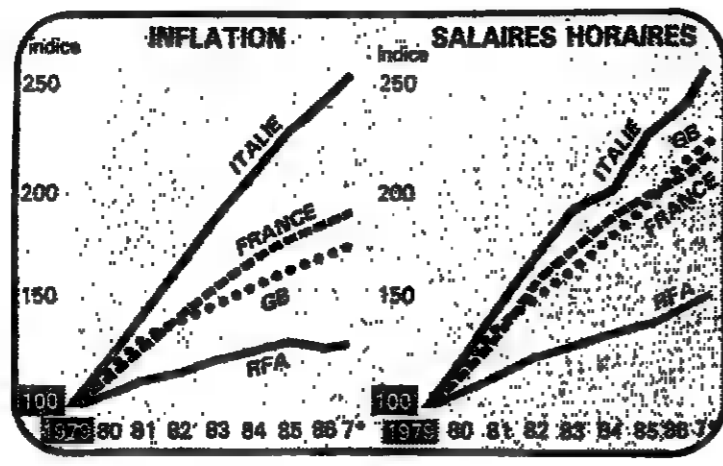
NOUVEAU COMPACT APRES VENTE IL COMPUTER INSTANT EN

سكزا من الاجل

صحة في العمل



* estimations italiennes automne 1987 - Source : OCDE * prévisions



* 1^{er} trimestre 1987 - Source : OCDE

Rome, le 12 octobre 1987

Nous sommes chargés de faire savoir que la société à responsabilité limitée Turtis Eburnea, récemment constituée, nous a confié les pleins pouvoirs pour la création et la réalisation, à Rome, d'un Centre International pour la Restauration et le Rencontre de la Jeunesse.

Ce groupe promoteur a défini quelques lignes directrices, suggérant le nom du Centre (Libération 14 août - 23 septembre 1988) et aussi la capacité initiale minimale d'accueil et les structures.

Un terrain d'environ 100 hectares, déjà identifié, répond à toutes les attentes.

Celui-ci est situé au nord-ouest de la ville et ses aptitudes dues à ses origines agricoles trouvent leur meilleure expression.

L'initiative n'est pas à but lucratif mais tournée vers une réévaluation des capitaux investis et une quantification monétaire des énergies employées dans le temps.

Les capacités créatives du groupe sont rares et le Centre n'est né d'aucun mouvement politique ni confessionnel.

Nous désirons entrer en contact avec la Famille, la Structure, l'Institut pour le financement intégral de l'initiative.

Au Prêtre, il est demandé de bien vouloir suggérer le nom d'un bureau conseil commercial et d'une banque où canaliser tous les faits de la société.

Veuillez répondre de toute urgence.

Nous sommes assurés de discrétion, réponse immédiate, rapidité de décision et réactivité successive à Paris avec les intéressés, sans intermédiaire.

Ecrire au Monde Publicité - n° 10241 - 5, rue de Montessuy 75007 Paris

SECTEUR PUBLIC

L'IRI : coupes sévères

« Comme toujours en Italie, nous avons réagi sous la pression des événements », commente, sans fatalisme, avec une belle lucidité, M. Romano Prodi. Le visage carré vit par un sourire de vivant, le président de l'Institut de reconstruction de l'industrie (IRI) a pu, depuis quatre ans, exercer ses talents de professeur d'économie face aux rudes réalités de la conjoncture et de la politique. Tout comme les entreprises privées, contraintes à la fin des années 70, « le secteur public a été condamné à s'assainir, bref, à opter pour des impératifs de gestion », après avoir eu les espoirs, jusqu'à la caricature, les méandres de l'histoire industrielle italienne.

« Il n'y a rien d'idéologique dans la décision de créer, en 1933, sous Mussolini, un organisme comme l'IRI », rappelle, malicieusement, M. Prodi. Au lendemain de la grande dépression, il s'agissait simplement de « sauver le pays ». Après la seconde guerre mondiale, la puissance de frappe industrielle mise en place se révéla un temps précieuse au développement du pays. Jusqu'à ce que les mauvaises idées de la politique politicienne s'en mêlent. Un organisme le plus actif de ces gouvernements à nommer à la tête des grands holdings d'Etat des finances plus que de l'industrie. A la suite d'influences aussi acharnées que discrètes se conjuguèrent deux éléments : la volonté de faire décoller le pays, quitte à lancer d'ambitieux projets dont le reste des Italiens le souvenir cuisant de « milliards dans le désert » ; et la nécessité de sauver l'emploi. C'est ainsi que l'IRI, bien que « secteur public », de certaines unités textiles ou que l'IRI reprend une aciérie de Fiat. Devenus de véritables « poubelles pour canards boiteux », selon un spécialiste, le secteur public accumule les pertes et creuse un peu plus les déficits budgétaires de l'Etat. Au début des années 80, les dotations prévues par le budget représentait encore, bon an mal an, quelque 46 milliards de milliards.

Pour redresser la situation, M. Prodi applique une thérapie amère proche de celle du secteur privé : dégraissages sévères - les effectifs ont baissé de 16 % depuis 1980 - modernisation de tout ce qui peut l'être, fermeture dans les cas désespérés. Une réforme des bilans de l'IRI : l'assainissement de la productivité. Le système de comptes permet un temps de couvrir les déficits persistants du secteur industriel par les bénéfices des banques. Mais l'IRI pourrait être la première à ne pas profiter globalement également - la partie industrielle de l'IRI

M. Prodi sont exagérés et si la tourmente boursière se calme suffisamment pour rassurer les petits porteurs.

Au cas où l'expérience se révélerait concluante, la voie sera ouverte à un nouveau cycle de privatisations plus ambitieuses. Certes, la Mediobanca avait perdu de sa toute-puissance avec la tendance croissante des entreprises à financer leurs opérations sans passer par l'intermédiaire d'instituts de crédit classiques. Elle n'en restait pas moins l'archétype de la « banque » confidentielle et complexe du privé et du public. Un pacte secret mis en place en 1955 par le non moins secret Enrico Cuccia, deux ex machina de Mediobanca et du monde financier et industriel italien, donnait ses actionnaires privés, disposant de 11 des parts seulement, une influence comparable à celle de l'IRI en dépit de ses 56,9 %.

« Désormais, on ne passera plus par elle, on ira tout simplement », conclut, soulagé, M. Prodi, faisant allusion à l'équilibre des forces entre le public et les « noms illustres » au sein de la future Mediobanca privatisée. Avec la fin du mythe Mediobanca devrait s'affirmer une politique plus volontariste de privatisation. Excluant « toute idéologie », contrairement à ce qui se passe en Grande-Bretagne ou en France, elle devrait permettre à l'IRI de confirmer son redressement financier.

Un rude cheminement si l'on en croit le président de l'Institut dont le sourire gourmand s'efface soudain pour se rappeler les « trois ans de tractations avec les partis politiques et les sociétés » intéressés à l'avenir de la banque d'affaires. Des tractations ponctuées de « milliards douçags », d'incompréhensions et d'équivo-

Le test Mediobanca

« Un « monstre » très diversifié

Poids lourd du secteur public italien, l'IRI dispose d'un contrôle majoritaire dans quatre cinquante-neuf sociétés, et minoritaire dans plus de cinq autres. La plus grande conglomérat public au monde son chiffre d'affaires (121 milliards de francs en 1986), ce holding recouvre ainsi des activités aussi diverses que la banque et l'aéronautique - civile ou militaire, - l'acier et les télécommunications, l'agro-alimentaire, la construction navale. Pour rendre cet ensemble disparate plus gérable, le président de l'IRI, M. Prodi, décide lors de son arrivée à la tête du holding, au printemps 1983, de réunir les activités sous trois têtes : Industrie manufacturière, services, crédit et finance.

Deviennent ainsi leader ou holding sectoriel le Finisider pour le sidérurgie ; Finmeccanica pour l'aérospatial, les centrales électriques et les moteurs ; STET pour les télécommunications et l'électronique ; Finanziaria pour la construction navale ; SIME, SOFIN, SPI pour l'agro-alimentaire. Dans les services, Italtel couvre les infrastructures, Alitalia les lignes aériennes, Finmare les transports maritimes, la IRI l'industrie, Fininvest le logiciel. Le secteur finance et banque reste dominé par la Mediobanca - jusqu'à sa privatisation - la Banca commerciale italiana, le Credito italiano, le Banco di Roma et le Banco di Santo Spirito. Au total, le holding emploie 440 000 personnes, soit 4 % de la population active italienne officiellement recensée, assure plus de 6 % des investissements nationaux et plus de 30 % des dépenses en recherche et développement de l'industrie italienne.

privatisation

Les étapes d'un...

La profession de foi internationale...

En fait, le pragmatisme le plus total...

Banking know-how. Help yourself.*

Toute l'expérience de Cariplo, l'un des principaux groupes bancaires italiens, est à votre disposition. En Italie, son siège social de Milan est relié en temps réel avec plus de 500 succursales. A l'étranger, la forte expansion internationale a conduit Cariplo dans les centres économiques qui sont stratégiquement les plus importants: succursales opérationnelles à Hong Kong, Londres et New York, bureaux de représentation à Bruxelles, Francfort, Madrid, Paris et Pékin plus de 1800 banques correspondantes. Partout dans le monde, vous pouvez donc bénéficier d'assistance et de services complets, pour toute opération bancaire, financière et commerciale. Il est donc évident de s'en remettre à la compétence d'une grande banque qui sait, depuis 1823, progresser avec son temps.

CARIPLO
CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCE LOMBARDE

We know how.

10, Rue de la Paix - F-75002 Paris
Tél.: 1 42603352 - Télex: 215227 CARIPLO

LA PLUS IMPORTE DE VEHICU... 50ème EXPOSITION DU CYCLE, MILAN 21-29... Entrée réservée...

صحة من العمل

INDUSTRIE

Une nouvelle génération d'entrepreneurs

L'ANECDOTE ■ valeur d'exemple : Massimo Hilbe, industriel d'Emilie-Romagne, emploie deux cents cinquante salariés dans une entreprise de pièces détachées pour automobiles. Il fabrique des paroboches, des ailes et des éléments de coque. Ce n'importe quel modèle, de n'importe quelle marque et les revend ensuite dans toute l'Europe. Il est l'un de ces milliers d'italiens contre lesquels les juges français ont déchaînés, déclarant recevables les plaintes déposées par les constructeurs de l'Hexagone.

Son activité n'est pas déterminée par l'innovation technologique, la compression des coûts, le froid ou la science aussi ancienne que maîtrisée. En revanche, elle nécessite de lourds investissements financiers pour une PME : la mise au point d'une nouvelle forme de pare-chocs coûte quelque 200 millions de lires, quatre fois plus que les fonds investis par un grand constructeur pour un fabriquer deux mille par jour pendant trois ans. Cette souplesse, jointe à une gestion commerciale hautement performante, lui a longtemps permis de tenir le haut du pavé en Allemagne et en France, ses principaux marchés.

L'économie souterraine

Puis la concurrence est venue des Espagnols et des Portugais dans les années 70 et, depuis cinq ans, des Asiatiques de Taïwan et de Corée du Sud, qui exportent l'intégralité de leur production aux États-Unis à des prix moitié moins chers que les siens. A cela s'ajoute, dit-il, un raidissement des constructeurs français, qui cherchent à protéger leurs activités en limitant leurs pièces détachées, un comportement que M. Hilbe considère à une concurrence libre.

que, qui sont les points forts du *made in Italy*. Cette perte de compétitivité provient de coûts de production plus élevés que ceux des concurrents européens. Cette attitude revendicative du patronat — avec un soutien de l'Etat à l'exportation — a entraîné la dévaluation de la lire, qui en substance les PME — peut surprendre l'observateur habitué à prendre le modèle italien comme exemple de dynamisme et d'efficacité. Elle traduit cependant une évolution fondamentale du système qui s'est opérée en quinze ans.

Au début des années 70, le CENSIS — un organisme sociologique de bonne réputation — révèle l'importance de l'économie souterraine. Les régions entières, comme la Molise ou les Marches, deviennent en peu de temps des bastions de l'électronique ou de la mécanique de précision grâce au travail de milliers de petites unités familiales de production disposant des techniques les plus modernes. Une activité qui n'est naturellement pas perceptible ni à l'inspection du travail.

Quinze ans plus tard, l'Institut central de la statistique (ISTAT) se charge de chiffrer l'ampleur de cette économie au noir en révélant que 16,7 % du revenu national pour 1982. Cette réévaluation, même incomplète, témoigne de l'activité souterraine des PME quand elles travaillent directement pour leur compte ou en sous-traitance pour la grande industrie.

D'autres exemples de ce dynamisme : telle firme de Milan employant trente salariés livre des machines de mesure à la NASA. Telle autre est devenue leader mondial de vente des échafaudages d'emboîtement des échafaudages (tubes, petits flacons). Ces PME occupent encore une place importante dans l'économie nationale : en dix ans, les entreprises de moins de 100 salariés sont passées de 400 000 à 592 183, soit un progrès de 21 %. Dans le même temps, elles ont créé quelque 600 000 postes de travail et employaient 5 845 000 personnes en 1981.

Ces entreprises sont concentrées dans l'industrie traditionnelle (agro-alimentaire, textile, peaux, cuir, bois, papier et gomme), mais les plus dynamiques, en raison de progression du chiffre d'affaires, sont celles qui ont créé de l'emploi, ont créé des emplois, ont créé des emplois de métaux et de l'industrie mécanique : 120 000 au total. Leur nom-

selon une expression empruntée au leader communiste Enrico Berlinguer.

Le champion est de Romano Prodi, un grand manager qui préside, depuis 1983, une holding de holding public IRI (Institut pour la reconstruction industrielle) : « Après avoir fait accomplir dans les années 70 un grand saut de productivité à l'Ita-

liens : d'une part, la fameuse « marche des 40 000 » le 14 octobre, au trente-quatrième jour d'une grève particulièrement dure. Cette « marche des 40 000 » employés de Fiat (sur 140 000) en faveur de la reprise du travail a marqué la fin du conflit puis le retour massif au chômage technique largement pris en charge par l'Etat. Les événements qui ont marqué le point de départ d'une restructuration qui a ébranlé les acquis sociaux de 1976 dans l'ensemble de l'industrie. D'autre part, la sortie de la Fiat, qui devait marquer le début de l'aventure technologique du groupe turinois, avec un investissement complet des gammes en matière de cinq ans et le développement robotique sur les chaînes.

Entre grandes familles

Il faut savoir si les grands groupes privés se trouvent désormais en position de monopole en Italie, unique pays de la CEE à ne disposer d'aucune réglementation sur les concentrations d'activités. Le débat fait rage sur l'opportunité d'une loi antitrust, soutenue par les syndicats de Bettino Craxi, qui visent directement Fiat. Il est vrai que depuis l'intégration d'Alfa Romeo voulue par l'Etat, comme un moindre mal par les syndicats, Fiat est effectivement devenu l'unique grand constructeur automobile de la péninsule. Giovanni Agnelli fait valoir que cette concentration est indispensable pour se mesurer à une concurrence internationale exacerbée sur le marché de l'automobile. Il passe pudiquement sous silence ses intérêts dans la presse à l'édition, qui, selon certains, s'étend bien au-delà du maximum autorisé par le législateur. Dans le secteur aérospatial respectif, le chimiste Montedison, Pirelli, spécialiste de pneu et de câble optique et Ferruzzi, le petit industriel de l'agro-alimentaire, ne précèdent pas autrement.

En l'espace de cinq ans, la carte du pouvoir économique de l'Italie s'est épaissie. En 1985, quelques pôles : Fiat, bien sûr, avec ses satellites IFI, SNIA et Gemina,

puis Montedison, Pirelli, Fininvest de Silvio Berlusconi, les assurances Ras et Generali, Italmobiliare de Carlo Presenti et les fonds financiers de Carlo De Benedetti, Olivetti et la CIR. Sans compter les trois groupes publics : ENI, IRI et EFIM. Deux ans plus tard, des entreprises apparaissent au firmament de ce planétarium. Ce sont, notamment, la SAI de Salvatore Ligresti, le holding des frères Benetton, le groupe Inghirami, le holding financier de Giovanni Arvedi, la SIM de Luigi Orlando, qui vient de s'associer avec Pechiney dans le traitement des cuivres, et surtout Raul Gardini, l'agressif président de Ferruzzi, qui détient désormais 40 % de Montedison.

Dans le même temps, les grandes familles resserrent leurs alliances : dernier exemple en date : Carlo De Benedetti et l'administrateur délégué de Fiat, Cesare Romiti, entrent au conseil d'administration de Pirelli SPA avec chacun 5 % du capital en poche. Leopoldo Pirelli s'apprête à en faire autant dans la COFIDE, le holding financier du président d'Olivetti.

Les alliances entre grandes familles, le resserrement et l'épaississement de l'industrie, ce que le CENSIS dans son jargon sociologique appelle « la génération des sous-systèmes », confie l'apparition de capitaines d'industrie sachant regarder au-delà des Alpes et leurs marchés en termes globaux, sans laisser d'atouts pour ce pays. L'italien est ténace : ce qui vaut pour le petit chef d'entreprise vaut pour les grands managers. L'impression prévaut que l'ère des aventuriers qui causèrent la ruine de la chimie et de la haute finance dans les années 70 est révolue. Des accidents, des revers, sont toujours possibles. La réputation de tel ou tel manager souffre encore de rumeurs invérifiables. Mais le caractère global qui se dégage de ce monde industriel est celui d'un pays riche, entrepreneur, imaginatif. Pour la France, un concurrent plus redoutable que jamais.

YVES SIMON.

La nouvelle carte du pouvoir économique illustre la revanche de la grande industrie et la nécessité pour les PME d'une spécialisation plus fine

bre a augmenté de 43 % en dix ans. D'une manière générale, les plus performantes, selon une enquête menée par l'organisation patronale La Confindustria, sont celles employant moins de 99 salariés. L'augmentation des entreprises de taille moyenne — celles du petit bien compréhensible — a été plus lente (+ 5,8 % en dix ans) dans tous les secteurs d'activité, mais surtout dans le bâtiment, l'industrie des services de transport et de la bureautique. Dans l'habillement et la chaussure, leur nombre a même régressé, signe de fortes concentrations.

L'heure des « oligopolies »

Les PME représentent encore aujourd'hui 56 % de l'activité industrielle. Elles sont toujours un élément de dynamisme comme le prouve le solide net de 100 000 entreprises, fort de 160 000 PME en 1986. Un record pour un pays européen et un chiffre remarquable dans l'absolu au sein de centaines d'entreprises aux États-Unis. Les PME italiennes ont dynamisme et leur mobilité et leur souplesse d'adaptation. A une éviction fiscale massive et aux aides de l'Etat. En revanche, le coût du travail et le loyer de l'argent ont fortement comprimé leurs marges bénéficiaires, au point qu'elles ont aujourd'hui perdu leur « force propulsive ».

CREDITO ROMAGNOLO, UNE GRANDE BANQUE ITALIENNE. MAINTENANT PRÉSENTE AU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

LA BANQUE. Le Credito Romagnolo est la deuxième banque privée italienne. Présente partout, elle compte près de 200 filiales sur 7 régions italiennes et elle opère sur tout le territoire national.

LE RÉSEAU À L'ÉTRANGER. Jusqu'à ce jour, le réseau était constitué par ses bureaux de Hong Kong et de New York, et, à Londres, par la merchant bank Itab Bank Ltd., son associée.

LA PLACE. À présent, le Credito Romagnolo ouvre une succursale dans une des plus importantes places internationales, le Grand-Duché de Luxembourg, devenu depuis quelques années le cœur financier de l'Europe.

LES SERVICES. La nouvelle succursale est en mesure de fournir aux opérateurs les services les plus modernes qui garantissent une assistance complète et professionnelle dans les différentes phases des échanges internationaux.

Directeur: Piergiorgio Ghini; Vice-Directeur: Franco Turci
41, Avenue de la Gare - 1611 Luxembourg - Téléphone: (00352) 4020101
Télex: 0402/60730



La plus grande raffinerie de la Méditerranée à votre service



SARAS est toujours tenue technologiquement à jour pour raffiner le pétrole brut propriété de tiers avec une grande valeur ajoutée.

Avec ses 18 millions de tonnes par an de capacité de raffinage et ses 5 millions par an de conversion, la Raffinerie SARAS peut recevoir le pétrole brut avec navires jusqu'à 260.000 DWT tenu en dépôt dans son gigantesque parc à réservoir (4 millions de mètres cubes), et fournir une gamme de produits pétroliers complète et adaptée aux exigences des clients.



SARAS S.p.A. RAFFINERIE SARDE
DIREZIONE GENERALE ET AMMINISTRATIVA - 20122 MILANO - GALLERIA DE CRISTOFORO, 6 - TEL. (02) 7757 - TELEFAX 31273 - FAX (02) 790640
RAFFINERIE - 09016 SARROCH (CAGLIARI) - S.S. SULCITANA 104 - TEL. (070) 90111 - FAX (070) 90222
BUREAU DE REPRESENTATION - 00187 ROMA - VIA LUDOVICO, 43 - TEL. (06) 4742701 - FAX (06) 4742701

Ces résultats de croissance dans un de fluctuations t... NE SUPREM... le leader eur... de sa pro... position d... instamment de... erche:... ES ALLIANC... un groupe dy... son expansi... stratégiques... opation à de n

OLIVETTI. UNE EXPERIENCE PROFITABLE.



Le système Borsamat Olivetti fournit à la Bourse de Milan une information continuellement actualisée.

En 1986, les revenus du Groupe Olivetti avoisinaient les 7.317 milliards de liras, soit une hausse de 19,2% sur l'année précédente. Le revenu net s'est élevé pour sa part à 565,5 milliards de liras en hausse de 12,3%.

Le Groupe a terminé l'année avec, pour la première fois, un bénéfice financier de 407,4 milliards de liras, les actions des porteurs passant de 2280 milliards de liras en 1985 à 3154 milliards.

Ces résultats surviennent après plus de 10 années de croissance ininterrompues pour le Groupe, et ce, dans un domaine d'activité caractérisé par des fluctuations cycliques de plus en plus rapides. **UNE SUPREMATIE EUROPEENNE:** Olivetti est le leader européen en informatique, exportant 73,2% de sa production sur ce marché en 1986. Cette position de leader conduit Olivetti à aller constamment de l'avant dans le domaine de la recherche.

DES ALLIANCES STRATEGIQUES: Olivetti est un groupe dynamique. Et pour développer encore son expansion, il n'hésite pas à faire des alliances stratégiques qui lui garantissent l'accès et la participation à de nouvelles technologies.

Effectuées dans une période déterminante, ces alliances influenceront considérablement l'avenir des marchés mondiaux.

TOURNE VERS L'UTILISATEUR: Le succès des produits Olivetti a toujours été reconnu car chacun d'entre eux a été conçu pour satisfaire les besoins réels de l'utilisateur.

En effet, c'est à partir de la connaissance des problèmes et des attentes des utilisateurs que peuvent être développées des solutions nouvelles et créatives. En 1986, le haut niveau d'investissement dans l'automatisation de la production s'est poursuivi, s'élevant ainsi à 414 milliards de liras.

Avec un total de 391 milliards de liras, les investissements en recherche et développement ont, eux, augmenté de 37,7%.

Olivetti c'est une expérience profitable.

Ing. C. Olivetti & C., S.p.A., Via Jervis 77, 10015 Ivrea (Italie)
Investor Relations - Corporate Finance Dept. - Tel. (39-125)521116/522661

olivetti

مركزنا من الاعمال

Entrepreneurs



La plus grande raffinerie de la Méditerranée à votre service

صكنا من الاصل

INDUSTRIE

Un symbole, le système Benetton

Les classements des grandes fortunes effectués chaque année par différents médias américains mettent désormais les Benetton dans les cinq premiers rangs pour ce qui est de l'Italie avec des centaines de millions de dollars.

permettant de produire, nous sommes assurés, malgré notre incertitude, de millions de personnes.

l'ordinateur de gestion aller à l'ordinateur de son logement. Ce n'est pas un détail.

Importance diversification

Et c'est ainsi que Luciano Benetton et ses frères, avec la publicité gratuite que lui a proposée l'American Express (« Nous n'avons rien d'autre », nous « ne font voir de toutes les couleurs » et que nous l'avons « tous jours sur le dos » !)

J.-P. C.

A première surprise pour qui se rend à leur siège en Vénétie est de constater qu'ils ne sont pas à Belluno (petite ville vénète), à une cinquantaine de kilomètres au nord de Trévise, on vit au point d'un mode plus détendu de faire le commerce des vêtements : on entre, on touche, on souève, on achète ou non, et rien de plus.

L'autre trait de génie, le véritable, est certains, c'est le mode de distribution qui au point dans les années 70. Alors que revenant à Luciano les mérites de l'invention dans la production, le choix des laines et, en partie, des couleurs, c'est Luciano qui a mis au point le « negozio democratico » (littéralement : la boutique démocratique).

Des quelque quatre mille cinq cents points de vente existant dans une cinquantaine de pays, à peine vingt-cinq sont propriété de la Benetton.

Le premier secret de la firme

Les trois usines italiennes de la firme actuellement en opération sont réparties dans trois agglomérations proches à Castrette pour la laine, Villorba pour le tricot et Cusignano pour la confection.

Aux quatre coins du monde

Le dernière originalité, et ce n'est pas la moindre, de la maison de Ponzano est sa grande souplesse commerciale. Soixante-quinze points de vente sont répartis dans le monde communautaire en permanence à la firme les évolutions des goûts qu'ils ont de percevoir dans leur secteur géographique.

Sur la base de cette proposition, chaque boutique aux quatre coins du monde fait sa commande. C'est ce que celle-ci envoie, les machines se mettent en marche. Aucun stock, on produit seulement sur l'ordre du client, explique-t-on fièrement à Ponzano.

Ce système reporté évidemment sur l'aval, sur des filiales employant une cinquantaine de personnes au moyenne, le soin de gérer les à-coups d'une production en hausse constante pratiquement depuis sa création, est notamment son croissance annuelle de 10 % depuis 1984.

Les mêmes énormes instruments peuvent, réciproquement, à

AGRICULTURE

Un secteur morcelé pour la compétition

« Le meilleur et le pire » : cette définition, à la manière d'Esopo, est spontanément appliquée à l'agriculture italienne par plusieurs interlocuteurs nationaux.

M. Stefano Wallner nous reçoit dans sa serre de Ca'Macici, aux environs de Vicence - 138 hectares de pêcheurs, pommiers, poiriers et de maraîchage, avec soixante-dix ouvriers. Une exploitation, selon les critères italiens, très moderne.

ministre de l'agriculture, Giuseppe Medici, M. Wallner avance, pour les années 90, le chiffre maximal de 500 exploitations comme le plus haut pour l'Italie.

Les boulets du passé

Pour M. Wallner, l'agriculture italienne est un secteur beaucoup de boulets du passé point à l'agriculture. Le principal est certainement le nombre encore excessif de paysans, malgré un exode rural continu.

Ce morcellement excessif, véritable plaie de la péninsule, est, lui aussi, un résultat du passé. Paradoxalement, la réforme agraire de 1950, en invitant au rachat de l'existence, a eu surtout pour effet de multiplier les petites exploitations.

Astro legs posant du passé : les aides publiques prennent plus souvent la forme de dépenses d'assistance à des fins électorales que d'investissements. Ce saupoudrage tend évidemment à perpétuer au-delà du raisonnable une

(1) Relations commerciales contractuelles selon lesquelles le responsable d'un magasin utilise, à des conditions très strictement définies, une « enseigne » prestigieuse dont il retire certains avantages (conseils, installation, comptabilité...) moyennant généralement un « droit d'entrée » et une « rémunération » basée sur le chiffre d'affaires.

Bolognafiere '88
Les foires internationales de Bologne en Italie pour le monde entier
5/8 Février Expovest
19/22 Février Arte Fiera 88
4/7 Mars Micam Mod calzatura
16/20 Mars Saiedne
7/10 Avril Foire du livre de jeunesse
22/25 Avril Cosmoprof
11/14 Mai Simac
11/12 Juin Lineapelle
9/12 Mikam Mod calzatura
22/25 Septembre Expovest
4/9 Octobre Circolo
26/30 Octobre Saie
9/13 Novembre Eima
3/11 Décembre Motor Show

Apprenez l'ITALIEN en ITALIE
Séjours linguistiques à Florence, Rome et Naples

CHAQUE VENDREDI, LES AFFAIRES, C'EST L'AFFAIRE DE TOUT LE MONDE

mal armé international
Une conclusion
L'agro-... les grands

de l'économie italienne

AGRICULTURE

et mal armé internationale

forme d'agriculture non rentable, notamment dans le Sud, au détriment d'une production plus moderne, plus capitalisée, dont le cœur resterait évidemment la plaine du Pô. Inefficacité de l'appareil fréquemment incapable de dépenser les crédits votés; vétusté des infrastructures et notamment du réseau de transport; manque de l'eau, emprise de la Mafia et de la Camorra; autant de phénomènes qui expliquent, selon le mot du président de la Confagricoltura, qu'il est « plus facile d'être entrepreneur agricole à l'étranger qu'à Reggio Calabria ».

A l'heure où l'Italie se préoccupe sérieusement d'un déficit agro-alimentaire presque équivalent à celui de l'énergie (12 000 milliards de francs en 1986), quelques bons esprits s'interrogent sur la possibilité de continuer longtemps encore sur la voie du clientélisme agricole. « La plaine du Pô, ce paradis de nos pays, ne peut pas résoudre à elle seule la question de l'insuffisante production globale italienne », dit M. Wallner.

au service prioritaire de l'Europe du Nord.

On sait bien ici reconnaître, en outre, qu'à partir de 1975 (année de la mise en place, sous l'impulsion du ministre italien M. Marcora, de véritables instruments de soutien aux productions méditerranéennes, vins, huile d'olive, tabac, coton, etc.) l'agriculture de la péninsule a progressé sur le quinquennal des fronts que, dix années durant, le « budgetaire net » de la CEE en faveur de l'Italie a augmenté jusqu'à atteindre, en 1985, le chiffre record de 10 milliards de francs.

Hélas ! depuis trois années, la situation s'est fortement dégradée. L'augmentation de la part de TVA prélevée par le budget communautaire n'a pas été compensée par des retours, la stagnation des prix méditerranéens a été, surtout, on le sait, plus draconienne que celle de leurs homologues continentaux. L'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE a créé une vive concurrence sur certaines productions traditionnelles fortes de l'Italie, comme le vin.

Les accords passés avec les pays tiers riverains au sein de la Méditerranée ont accru la compétition par rapport à d'autres produits pénninsulaires, tels les agrumes; enfin, le conflit commercial lancé en 1985 par les Etats-Unis en représailles à la nouvelle réglementation de la CEE sur les marchés internationaux a touché avant tout l'Italie: c'est sur les pâtes, en effet, que Washington avait décidé des super-droits de douane, et c'est par une augmentation des contingents américains... d'agrumes que la CEE que cette guerre douanière s'est finalement réglée. Toute cette affaire a été évidemment très mal prise.

Cette grande déception nationale ne va pas jusqu'à une remise en cause de l'intégration européenne. De bons observateurs remarquent pourtant qu'on ne semble pas s'inquiéter de la mesure de l'échec du marché unique en 1992. Or cet élargissement de l'espace commercial devrait frapper de plein fouet un secteur en relation directe avec l'agriculture, qui est encore l'appanage d'une myriade de petites entreprises peu susceptibles de se moderniser par elles-mêmes (voir encadré).

Une concurrence croissante

La péninsule est étroite: sa superficie cultivable avec les montagnes à la moitié inférieure à celle de la France, et ses plaines représentent 21 % seulement du territoire. Pour avancer rapidement les investissements fonciers, il faut, lors d'un mot d'ordre en Italie. Or l'opinion, y compris chez une partie des professionnels, n'est pas préparée à l'assistance technique à subi les mêmes retards que dans ce qui vient de la puissance publique.

A l'heure humaine donc, la plaine du Pô, déjà admirablement exploitée, ne résoudra pas l'irrésistible problème du déficit agro-alimentaire du pays (30 milliards de francs en 1986 uniquement pour la viande et le lait!). C'est du reste de la péninsule que devrait venir l'essentiel supplémentaire non vers l'investissement autochtone, mais vers d'importants compléments de production. C'est à la fois des cultures dites « méditerranéennes », sur ce sujet, à Rome, on est très amer envers l'Europe. En clair, l'Italie tout entière a l'impression, sinon la conviction que la politique agricole commune est un instrument

L'agro-alimentaire attire les grands de l'industrie

En Italie, pour qu'une affaire soit considérée comme il faut, il faut que les gens du Fiat ou d'une autre leur intérêt se manifeste. Eh bien, depuis 1987, l'agro-alimentaire est réputé un « business » sérieux. Les deux reprises consécutives des Turinois, ont manifesté l'importance qu'ils attachent à ce secteur, et à l'agro-alimentaire français BSN-Gervais-Danone. En janvier de la participation majoritaire au groupe Gemini des minérales italiennes, notamment la Ferrarelle. Le 11 septembre les relations entre M. Agnelli et le groupe M. Antoine Riboud, l'industriel plus connu par sa prise de participation croisée entre BSN-Gervais-Danone et l'IFL, ont été les placements des Turinois, présidée par M. Umberto Agnelli, frère du patron de la Fiat.

A vrai dire les Agnelli ne sont pas les premiers industriels financiers, naguère totalement étrangers au secteur agro-alimentaire, ils avaient été précédés par M. Carlo Benedetti qui, en 1984, avait « soufflé » Buitoni précisément M. Antoine Riboud. Le patron d'Olivetti est en outre en proche avec les moins de l'Etat dans les participations de l'Institut pour la reconstruction industrielle afin de lui reprendre la grande holding agro-alimentaire publique, qui lui avait été promise en 1985, puis s'est prononcée au dernier moment la fin de l'année.

Les milliers de petites entreprises, souvent à base familiale, ont traversé les difficiles années 70 plus aisément que les grandes, empêtrées dans les problèmes sociaux et les difficultés de gestion. Elles ont également profité de la reprise générale de 1982 à 1987. Mais elles ont été capitalisées, et peu à peu elles-mêmes les entreprises qui s'imposent. Beaucoup tombent dans l'escarcelle des géants.

Il n'est pas indifférent de plus à savoir que certains de ces « grands » intéressés à l'industrie agro-alimentaire sont présents dans la distribution, un domaine où l'Italie est également à la traîne en Europe, avec une centaine de milliers de minuscules points de vente et quelques grandes chaînes. Ainsi le groupe Ferruzzi, devenu majoritaire dans la Montedison, n'est-il pas, par ce biais, sous l'influence sur la Standa, une chaîne de distribution très importante pour ce qui est de l'alimentation, présente dans les régions italiennes.

JEAN-PIERRE CLERC.

Le « boom » du soja

Le seul « miracle » économique italien des années 1980 n'est pas le boom de la production du soja. En 1981, 100 hectares de légumineuse étaient cultivés dans la péninsule; à la fin de 1986, la superficie correspondante était de 245 000 hectares. Avec sa production, l'an dernier, de 230 000 tonnes (un quasiment centuple en cinq ans), l'Italie est désormais, et de loin, le premier producteur européen et le cinquième mondial (après les Etats-Unis, le Brésil, l'Argentine et l'Inde). Les rendements sont en outre les plus élevés du monde: 10 quintaux en moyenne par hectare.

Cette réussite s'explique par un nom devenu célèbre: Ferruzzi. C'est lui, à travers le groupe Ferruzzi, qui a encouragé, encouragé ces myriades d'agriculteurs qui allaient vers les véritables artisans de la production. Le terreau humain, à vrai dire, était préparé. L'une des raisons du succès, l'Éridania, est le leader en Italie du raffinage du soja à partir de la bétulave. Ainsi les relations existaient-elles avec la vieille culture de la ferme des cultivateurs. Celle-ci avait, dans les années 70, progressivement convaincu les agriculteurs de l'industrialisation de leur production et qui en avaient l'essentiel (près de trois quarts) dans les installations de la ferme de la plaine du Pô.

Ferruzzi a conduit cette opération par les moyens les plus modernes, ceux d'une multinationale de l'agro-alimentaire disposant de 1 million d'hectares de terres dans le monde et d'un réseau de distribution qui s'étend de l'Atlantique à l'Asie. C'est sur ce modèle que les relations conviviales, qui ont beaucoup aidé la personnalité entraînée du président du groupe, l'industriel Gardini, à son particulier de la nouvelle culture pour que l'affaire démarre de façon véritablement exponentielle: le soja ne pouvait parfaitement s'insérer dans le cycle rotatif le plus classi-

le parallèle de la plaine du Pô. — qu'ont été faites, au tournant des années 70 et 80, les premières expérimentations, la mise au point de semences et de techniques culturales, nous expliquent le succès de l'Éridania. Tassia In Curia, chargé des relations extérieures du groupe, nous a transmis les acquis sur l'une des fermes du groupe, le Torvis, 5 000 hectares bonifiés, il y a un demi-siècle, dans la province d'Udine (Frioul).

Chaque année, en septembre, depuis quatre ans, une sorte d'immense « jamboree » de la profession a lieu à la Ferruzzi de Tarvisco où sont examinés les problèmes du moment. Le 20 septembre, la question de l'ordre du jour permit à quelque trente mille agriculteurs participants de la journée du soja de la réduction des aides européennes à la légumineuse. Car le leader italien du soja, on le dit fort, est la péninsule, n'est que partiellement miraculeux. Le coût de la production de cette plante est « intensif », ce qui est normal, mais le rendement est plus élevé qu'en « extensif », ce qui est le cas des grands pays américains: du simple au double. La différence, environ 150 francs au quintal, est prise en charge par le budget de la Communauté européenne (PAC).

Le temps d'une enquête

Le principe d'une aide à une culture où le rendement européen est inférieur à celui des autres importés l'an dernier, était près de 50 % de la consommation (Douze) n'était pas contestable. Et, en fait, il n'a pas posé de problème tant que les quantités produites dans la CEE — c'est-à-dire l'essentiel dans la plaine du Pô — sont demeurées modérées. Mais la culture fabuleuse de cette culture les années commencent à se poser de très sérieuses questions d'équilibre de leur budget. À Bruxelles, on a donc craint d'être entraîné dans des dépenses incontrôlables à l'heure de l'austérité. C'est pourquoi le budget de limiter à 1,1 million de tonnes la quantité annuelle totalement subventionnée. C'est là un objectif inférieur à la prévision des récoltes pour 1987 de la plaine italienne.

Conscients que la meilleure défense est toujours l'attaque, les agriculteurs italiens ont donc lancé un cri d'alarme. Ils ont torqué le cou à l'une des productions européennes déficitaires pour mieux importer d'Amérique? Mais quel délégué d'agriculteurs français invités à la table de négociation des prix payés à leurs collègues européens pour la campagne en cours étaient de 10 % supérieurs à ce qu'ils recevaient quant à eux! Bruxelles, alerté, a envoyé des inspecteurs dans la péninsule. Selon les très récentes hebdomadaires professionnelles Terre & Vie, les agriculteurs communautaires ont été suspendus de l'enquête.

J.-P. C.

Avez vous jamais songé aux choses faisables pour vous agrandir dans le domaine international?

Sanpaolo y a pensé

L'innovation continue sa marche.

PARIS

San Paolo est la première banque au monde de Matif, prestigieuse institution qui a permis de stabiliser les prix sur le marché à terme des instruments financiers.

En outre, la poursuite de l'activité en Ecu, toujours plus dynamique, confirme le désir de San Paolo de parler un langage commun en Europe. Banque à l'avant-garde dans un domaine en évolution continue, San Paolo offre des applications nouvelles et diversifiées de cette monnaie moderne, synonyme de stabilité et de confiance.

Un autre moyen d'exploitation pour San Paolo est représenté par Financimmo, Simoni pratiquant le crédit-bail et la location simple.

En même temps, les CD's deviennent un instrument valable dans le cadre de l'important programme de développement du San Paolo, co-leader du placement de ces titres prestigieux et rentables.

STOCKHOLM

Même en Scandinavie San Paolo, premier parmi les instituts de crédit, est présent.

Son bureau de représentation de Stockholm permet une intégration incisive de l'opérativité entre la région Baltique, en particulier la Suède, et l'Italie.

Ces pays, déjà unis par les intérêts économiques et financiers par l'amour de la science et de l'art, ont trouvé ainsi le moyen pour renforcer une fois de plus les durables liens existants.

MALTE

La récente acquisition du groupe San Paolo de « Malta Bank International »: un investissement pour le futur.

La position stratégique de Malte au carrefour des routes commerciales entre l'Europe, l'Afrique et les pays Arabes du bassin méditerranéen, rend la candidate la plus apte au rôle de centre financier de cette zone en lui permettant de se spécialiser dans l'utilisation de l'Ecu.

INDE

De plus amples prises dans les nouveaux marchés.

En mai dernier, moins de deux ans après l'ouverture de la Succursale de Singapour, San Paolo signe un accord avec Hambro Nicco Financial Service Ltd. fait un pas en avant dans son expansion en Asie.

L'accord qui voit Hambro Nicco — une compagnie effectuant des transactions bancaires ainsi que des services financiers en Inde — comme agent de San Paolo, contribuera certainement à renforcer et promouvoir l'échange financier et commercial de l'Europe et du Subcontinent.

Penser international

SANPAOLO

ISTITUTO BANCAIRO SAN PAOLO (TORINO)

Turin, Amsterdam, Bruxelles, Francfort, Londres, Los Angeles, New York, Munich, Singapour, Stockholm, Tokyo, Zurich, Filiales: Bahamas, Los Angeles, Luxembourg, Malte, Vienne.

San Paolo: 42, Rue d'Anjou - Paris - Tél. 48.11.11 - Télex 281419 SANPAOL

mafriere

2225 Septembre

4/9 Octobre

25/30 Octobre

31/10

6/11

13/11

20/11

27/11

4/12

11/12

18/12

25/12

1/1

8/1

15/1

22/1

29/1

5/2

12/2

19/2

26/2

5/3

12/3

19/3

26/3

2/4

9/4

16/4

23/4

30/4

7/5

14/5

21/5

28/5

4/6

11/6

18/6

25/6

2/7

9/7

16/7

23/7

30/7

6/8

13/8

20/8

27/8

3/9

10/9

17/9

24/9

1/10

8/10

15/10

22/10

29/10

5/11

12/11

19/11

26/11

3/12

10/12

17/12

24/12

31/12

سكزا من الاصل

Comment « travailler français » en Italie ?

Comment « travailler français » en Italie ? De bien des façons, à Milan, certes pas comme à Naples ! À Pise, cité moyenne de cent mille habitants, réputée pour ses beautés architecturales plus que pour son activité économique, une entreprise à cent pour cent « hexagonale », mais comme aux quatre coins de la planète, les parfums Christian Dior illustrent les difficultés et les atouts d'une telle présence. M. Bernard Potier, président, administrateur délégué de la filiale de la maison parisiennaise, est le seul chef de famille français vivant à Pise (outre une femme et ses trois enfants, résident également au pied de la célèbre tour penchée deux compatriotes, des Italiens...). C'est donc une expérience d'immersion totale, professionnelle et personnelle que l'on peut raconter.

DANS un bureau, au rez-de-chaussée, M. Potier nous reçoit dans une porte-fenêtre, ouverte naturellement sur une merveilleuse pelouse d'arbres : « Si je n'étais pas en sens inverse, je ne ferais plus rien ! » La suggestion d'un mode de travail détendu, harmonieux idyllique presque ? Sous le plafond aux fresques XVII^e de la villa Spinola, à deux pas des quais de l'Arno, on le croirait volontiers.

« Hier à Paris, demain à Pise, il passe le tiers de son temps sur les routes difficiles de la péninsule pour constamment stimuler des agents, recruter des points de vente, rectifier des méthodes. Alors à Pise, comme ailleurs ?

« Pas tout à fait, rétorque notre interlocuteur. La fait pour une ville à dire une petite ville - et de surcroît depuis 1948 ! - facilite beaucoup les choses, même pour un Français qui, normalement, on ne fait pas de cadeaux en Italie. Nous sommes habitués à ces choses se passent comme en famille. Un coup de téléphone à une filiale locale suffit généralement à

débloquer une situation qui à Rome, par exemple, pourrait sembler s'arranger. » De surcroît Pise est pratiquement dépourvue d'industries. Les gros employeurs sont l'université, l'armée et la municipalité. Il y a bien une usine Saint-Gobain, huit cents personnes qui fabriquent des vitrages automobiles. « Mais avec une centaine d'emplois, la société compte. Alors nous nous arrangeons pour simplifier la vie. »

Un exemple : l'un de ses premiers marchés est l'ampleur des exigences italiennes en matière de marquage des produits importés (la totalité dans le cas des parfums Christian Dior). « Il est très sur le sujet des cosmétiques une réglementation CEE, mais Rome interprète. Ces exigences spécifiques aboutissent à une forme de contingentement qui on dit pas aux autres. Quatre personnes travaillent ainsi à plein temps à Pise pour « habiller » chaque année deux à trois millions d'articles de toilette nature des spécifications requises par la péninsule. C'est tout juste si je ne dois pas faire figurer la composition du parfum sur l'étiquette ! A Rome, s'il manque un détail de gîte, le produit est refusé. Ici on nous laisse des délais énormes pour nous mettre à jour. Je n'ai pas le sentiment d'un seul mandat grave aux douanes. » Pour qui connaît la complexité de l'administration italienne, ce n'est pas rien. La société au demeurant a fait entrer dans son conseil d'administration deux spécialistes, de haut niveau professeurs à l'université, qui sont chargés de trouver une issue légale à des situations qui font problème. Beaucoup d'entreprises étrangères préfèrent s'installer à leur tête un Italien, réputé capable de « se débrouiller dans le labyrinthe ».

Pise n'aurait que des avantages ? Non ! Dans une ville dont l'histoire - mémoire de Gallé oblige - forme surtout des scientifiques, il est extrêmement difficile de trouver des cadres de gestion du niveau requis. Ceux-ci sont à Milan et un

Lombard ne vient pas à Pise. D'une façon générale, l'Italien est professionnellement peu mobile. Mais venir s'installer dans une ville de cent mille habitants - réputée du reste peu accueillante - provoque un rejet, une « réaction de l'exil ». C'est là une considération parmi d'autres qui a conduit le patron de Dior Italie à décider le prochain transfert à Milan du siège social de sa société - vingt personnes sur les cent qu'il emploie. Il est vrai que la localisation de l'embouchure de l'Arno de la deuxième usine parfum haut de gamme, après Lancôme, dans une maison italienne, Palazzo Stanora, commençait à relever de la gageure.

L'implantation il y a quarante ans dans cette ville répondait à une banale considération : il y avait là et travaillait l'homme qui paraissait le plus à même, à l'époque, d'être le distributeur de la marque en Italie, un parfumeur nommé Sigismondo Johnson. Celui-ci a disparu il y a deux lustres, mais l'implantation est demeurée. La filialisation a été, somme toute, tardive, elle date de 1981 ; l'actuel patron est aux commandes depuis quatre années.

« Tous les coups sont bons »

Comment voit-on la concurrence, notamment italienne ? « Le marché national est très porteur. Le troisième en Europe après la France et la RFA, avec une tendance à la progression annuelle de 12 % à 15 % l'an. Mais un marché appétissant attire évidemment les regards. C'est sûr que la concurrence est des plus sévères : « Tous les coups sont bons », précise M. Potier. Outre les « grosses batteries internationales » (le groupe français L'Oréal, par exemple, ou le japonais Shiseido, deuxième mondial), on a vu arriver ces derniers temps ces « chevronnés » qui sont les stylistes italiens ayant tout naturellement étendu leur « griffe » aux parfums.

Ainsi Kristina et Trussardi, qui n'existaient pas il y a trois ans, font-ils aujourd'hui 11 milliards

de lire de chiffre d'affaires (11 millions de francs, presque la moitié de Dior). Parmi ces nouveaux venus on peut encore citer dans l'ordre : le chiffre d'affaires d'affaires, Lancetti, Cerruti et Armani. Cette dernière marque est la seule à s'imposer hors d'Italie : elle est en vingt-neuvième position en Europe et donc a priori désormais susceptible de résister aux fluctuations de la mode.

Car dans ce secteur, « toute occasion est bonne à saisir et cela avec une agilité et une adresse qui laisseraient pantois l'observateur ou le protagoniste non averti. Un fabricant de succès, un producteur de pull-overs en renom a son label de parfumeur dans sa giberne. Et au moins de cinq ans, c'est le boom fondé exclusivement sur le nom du styliste. La

« Le trait de génie des Italiens, poursuit M. Potier, c'est d'avoir su mettre leur bon goût très réel, leur passé culturel, au service d'une industrie contemporaine, elle-même stimulée par l'élévation générale des niveaux de vie. »

Leur invention à eux, c'est le stylisme au profit des autres branches, à commencer, bien



« pierre de touche, c'est quand l'un d'eux ose mettre sur un flacon une étiquette qui figure en gros caractères son patronyme. Ce sont des réussites fondées sur pilotes. On double le chiffre d'affaires en cinq ans, aidé par le nationalisme économique italien (l'exaltation du « made in Italy » n'a rien à envier à celui plus connu des Japonais). J'entends parfois dire : « La France n'est pas de bons parfums ! » Au-delà de l'an 90, on ne se pose pas de questions. « Cette action nous servira au futur à consolider nos positions, surtout lorsqu'un groupe financier voudra nous épauler une griffe prestigieuse, ce qui arrive de plus en plus souvent. »

entendu, par l'industrie et tout ce qui en dérive. L'Italie est en train, sur ce point, de tailler des croupières à la France, qui se croyait indéboulonnable. Elle s'aide, pour ce faire, d'une science très sûre de la promotion : « Les grands passent un temps fou à vous démontrer dans les revues de la mode, à la télévision, à la Scala, aux premières à New York, qu'ils sont tous simplement géniaux. » Et de fait, ils sont toujours légèrement en avance sur l'époque, mais sans extravagance. Leur mode, plus que tout autre, est parfaitement portable dans la rue. « Et c'est ici capital puisque la rue est l'endroit où il faut être. L'Italie d'aujourd'hui vit dans un bain de mode. Nous nous efforçons d'y appar-

ter, de la façon la plus dynamique, que, notre touche d'étranger ! »

Concurrentiel jusqu'à la rudesse, le marché italien est-il « fair play » ? « Nous devons compter avec divers types de perturbations », observe M. Potier. L'une d'elles est le très populaire « Sconto », la réduction à la caisse qui peut aller jusqu'à 25 %. Or une marque prestigieuse peut difficilement s'y lancer sans peine d'être perçue comme se bradant elle-même.

Il existe aussi un phénomène d'importations parallèles, principalement, semble-t-il, par les ports de Gênes et de Trieste. Des lots de flacons arrivent en provenance de pays tels la Suisse ou la Belgique, où les prix sont bloqués et la TVA très faible ; on bien des stocks ont été rachetés à des maisons en faillite, ou bien des marques en difficulté font des remises allant jusqu'à 40 %. « Tout cela se retrouve sur le marché italien et, plus gravement pour nous, des distributeurs que nous n'avons pas agréés, qui vendent peut-être au profit, peuvent être : « Chez Dior, dans nos magasins ! »

Enfin, il y a la contrefaçon pure et simple. Les revues professionnelles, tous les trois ou quatre ans, se remplissent de mises en garde. La fameuse « flexibilité » nationale est ici mise à profit pour la mauvaise cause : une offrande est-elle découverte, qu'on reprend ailleurs ; on fait de la vente au porte à porte on chez le marchand de tabac du coin. « Mais l'honnêteté oblige à dire que le grand commerce est apparu en France il y a une dizaine d'années, un certain Fabiani. »

Et comment vit-on à Pise ? « On s'adapte. Mais les infrastructures sont très limitées. Nos enfants doivent aller à la petite école française de Florence créée par des parents, une heure et demie de train chaque jour. La vie sociale ? « Un peu restreinte, car ici les invitations, lorsqu'elles ne sont pas strictement amicales, sont limitées aux seuls hommes. Alors, je n'ai pas accepté ce jeu-là. » Hélas, il y a la Méditerranée toute proche, six mois de bateau l'an. Et il y a l'Italie, qui demeure bien belle malgré toutes les dégradations. Et la consommation de ce pays nous offre un clair de lune après un dîner nouvelle cuisine au restaurant Le Vieil Abbattoir, sur la place des Miracles, où penché depuis mille ans la célèbre tour.

JEAN-PIERRE CLERC.

TERRE, MER, CIEL, ESPACE, AERITALIA.

Aeritalia, Société du groupement IRI-Finmeccanica, est l'entreprise leader italienne dans le domaine aérospatial et emploie plus de 15.000 personnes dans 13 établissements.

Aeritalia signifie projets et construction d'avions, systèmes d'avionique, systèmes pour la défense, moteurs aéronautiques, systèmes spatiaux et systèmes d'énergie alternatif.

Aeritalia signifie participer aux programmes aérospatiaux les plus importants au niveau international.

Et signifie toujours, technologies avancées.

AERITALIA.
L'ÉLÉMENT TECHNOLOGIQUE.

QUARTIERE FIERA MILANO
24-29 MARS 1988

IPACK-IMA '88
Au parc des Expositions de Milan depuis 1961.

Sur la brèche depuis 1961, IPACK-IMA a organisé dans le quart de siècle de son activité plusieurs éditions de l'exposition, qui au cours de l'été 1987 (sur 50.000 m² de 1961 sur 170.000 m² de 1985), ce qui lui a permis de recueillir un bagage d'expériences et de données au service des exposants et des visiteurs. La meilleure preuve de son succès et de l'efficacité de ses initiatives est venue de la participation régulière de plusieurs exposants des premières éditions.

Une autre preuve est offerte par le nombre de visiteurs qualifiés et des pays dont ils proviennent, non seulement d'Europe, mais aussi d'Asie, d'Afrique et des Amériques.

Le secteur du conditionnement et de l'emballage se place au niveau européen le plus élevé, parmi les expositions analogues de Düsseldorf, de Paris et de Birmingham et concerne toute la gamme (machines et produits, papier, verre, bois, matières plastiques, etc.).

En ce qui concerne les machines destinées aux industries alimentaires, IPACK-IMA est spécialisée dans le domaine des céréales et leurs dérivés et aujourd'hui IPACK-IMA est devenue la seule exposition européenne importante dans ce secteur avec des machines et des systèmes de fabrication pour biscuits, pâtes alimentaires, nouilles, gâteaux, pizzas, hamburgers, hot-dogs, etc.

En ce qui concerne les machines destinées aux industries alimentaires, IPACK-IMA est spécialisée dans le domaine des céréales et leurs dérivés et aujourd'hui IPACK-IMA est devenue la seule exposition européenne importante dans ce secteur avec des machines et des systèmes de fabrication pour biscuits, pâtes alimentaires, nouilles, gâteaux, pizzas, hamburgers, hot-dogs, etc.

Informations: IPACK-IMA
62, Via C. Ravizza - 20149 Milano (Italy)
Tél. (02) 481.43.25/65 - Tlx 332134 IPACK I
Fax (02) 498.05.31

Milano!

Salon International
Emballage et conditionnement
Manutention
Machines pour l'Industrie Alimentaire

IPACK-IMA '88

FIERA MILANO

ANIMA

IPACK-IMA '88
Au parc des Expositions de Milan depuis 1961.

Sur la brèche depuis 1961, IPACK-IMA a organisé dans le quart de siècle de son activité plusieurs éditions de l'exposition, qui au cours de l'été 1987 (sur 50.000 m² de 1961 sur 170.000 m² de 1985), ce qui lui a permis de recueillir un bagage d'expériences et de données au service des exposants et des visiteurs. La meilleure preuve de son succès et de l'efficacité de ses initiatives est venue de la participation régulière de plusieurs exposants des premières éditions.

Une autre preuve est offerte par le nombre de visiteurs qualifiés et des pays dont ils proviennent, non seulement d'Europe, mais aussi d'Asie, d'Afrique et des Amériques.

Le secteur du conditionnement et de l'emballage se place au niveau européen le plus élevé, parmi les expositions analogues de Düsseldorf, de Paris et de Birmingham et concerne toute la gamme (machines et produits, papier, verre, bois, matières plastiques, etc.).

En ce qui concerne les machines destinées aux industries alimentaires, IPACK-IMA est spécialisée dans le domaine des céréales et leurs dérivés et aujourd'hui IPACK-IMA est devenue la seule exposition européenne importante dans ce secteur avec des machines et des systèmes de fabrication pour biscuits, pâtes alimentaires, nouilles, gâteaux, pizzas, hamburgers, hot-dogs, etc.

Informations: IPACK-IMA
62, Via C. Ravizza - 20149 Milano (Italy)
Tél. (02) 481.43.25/65 - Tlx 332134 IPACK I
Fax (02) 498.05.31

سكننا من الاجل

MOUVEMENT COOPERATIF

Une cure de jouvence

Dans une Italie qui pare aujourd'hui le capitalisme de toutes les vertus après l'avoir quasiment étouffé dans les années 70, on s'étonne de trouver aussi fringante une entité dont la logique lui est a fortiori contraire : la coopération. La Ligue des coopératives avec 15 000 unités adhérentes, regroupant plus de 2,5 millions de membres et faisant 120 milliards de francs de chiffre d'affaires annuel est, de fait, une centenaire tonique (elle a vu le jour en 1886) à qui une récente cure de jouvence a rendu une ardeur adolescente.

ENCORE la Ligue, d'origine socialiste devenue fief du PC et aujourd'hui point de rencontre de toute la gauche réformatrice, n'est-elle pas la seule réalité coopérative en Italie : la Démocratie chrétienne a, elle aussi, sa confédération nationale dénommée l'« Union » ou « les blancs » par opposition, bien entendu aux « rouges » de la « Lega » ; enfin, une « Alliance générale des coopératives italiennes » se reconnaît dans le Parti républicain. D'une façon générale, le mouvement coopératif n'est une réalité véritablement puissante que dans le nord et le centre.

Mais le cœur du système c'est l'Emilie Romagne, terre d'ancienne tradition de lutte ouvrière avec son habituel corollaire de sociétés de secours mutuel. Dans une ville comme Modène (180 000 habitants), les coopératives réalisent un chiffre d'affaires supérieur au privé : Reggio d'Emilie, Ravenne sont autant d'autres places fortes. Mais la forteresse, c'est évidemment Bologne, où blancs et républicains sont également solidement installés.

Les deux tiers environ du chiffre d'affaires consolidé de la Ligue se font en Emilie Romagne, nous explique le jeune président régional, M. Giuseppe Argentesi. Il fait partie de cette nouvelle génération de managers qui supplantent peu à peu les « purs », politiques de l'époque point si ancienne où la coopération était dénommée le « cimetière aux éléphants » - tant il se vérifiait qu'on y poussait vers une progressive retraite les cadres n'ayant plus d'avenir au sein du parti ou dans le syndicat.

« Nos entreprises doivent dégager du profit », remarque pour sa part comme la chose la plus naturelle, M. Marcello Comellini, responsable du département « Communication et image » de la Ligue. Et M. Argentesi, sur un problème plus sensible encore : « Quand un secteur est en crise, nous aussi nous devons réduire le nombre des emplois. »

Le principal point d'ancrage de la Ligue est la construction immobilière. L'une de ses affiliées, la CMC de Ravenne (coopérative de maçons et charpentiers) est une des premières entreprises européennes dans ce domaine avec des chantiers jusqu'en Inde et au Mozambique et un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs. Un autre secteur traditionnellement important est, naturellement, l'agriculture à laquelle est venue s'ajouter l'agro-alimentaire. M. Marco Bonfiglioli est vice-président de la Parmasole

sisé à Parme, elle aussi de niveau européen dans son domaine principal : la transformation des tomates, d'autres légumes et des fruits opérée dans trois usines d'Emilie Romagne. Pour diversifier le risque, la Parmasole s'est bien vite lancée dans la transformation d'autres produits : petits pois et haricots, sauces de toute nature, surgelés, conserves de thon... Elle a commercialisé ses propres marques pour relancer celles d'entreprises rachetées. Elle exporte 60 % de sa production vers la CEE surtout, mais aussi aux Etats-Unis, au Canada, en Asie et en Afrique. Tout cela en moins de dix ans (elle est née en 1978), ce qui témoigne de la faculté du système coopératif italien, lui aussi, à s'adapter. Parvenu à ce stade, la Parmasole entend bien aujourd'hui, en liaison avec d'autres unités productives de même nature, être sur les rangs pour la grande compétition qui s'annonce dans la Péninsule en matière d'agro-alimentaire. Aucun interlocuteur en Italie ne s'avise de trouver cette prétention excessive. Les coopérateurs, en revanche, les producteurs de tomates, se sentent parfois, de l'aveu même du vice-président, M. Bonfiglioli, un peu dépassés par ce tourbillon d'investissements et d'innovations. Certains ont un peu peur. Mais tant que les bénéfices arrivent...

Un même idéal

Le secteur de la consommation est un autre domaine traditionnel de la coopération avec d'énormes ensembles tel Coopitalia dont le chiffre d'affaires annuel est de 20 milliards de francs. Mais de nouveaux champs d'activités ont été conquis, telle la culture (de nombreuses compagnies théâtrales, l'édition, la restauration d'art, etc.) et les services en général. Dans ce secteur largement ouvert, une des entreprises les plus originales d'Emilie Romagne est la CAMST, la Coopération hôtel-restauration-spectacles-tourisme. Fondée il y a quarante-deux ans, dans une Bologne accablée par la guerre et vouée à la faim, par une douzaine de cuisiniers, garçons d'hôtels et barman au chômage, elle est aujourd'hui la quatrième unité de restauration collective du pays avec cinquante-cinq mille repas servis chaque jour, nous explique son président, M. Marco Minella. A la différence de la Parmasole où les ouvriers sont salariés, ici ce sont les quelques mille deux cents travailleurs (dont trois cent vingt cuisiniers) de la coopérative qui sont les associés. La logique, là encore, de la diversification s'est imposée : après s'être fait la main dans la restauration d'entreprise et d'école, la CAMST a ouvert son premier self-service dès 1960.

Tout se passe donc en Italie comme si la vitalité de la coopération était l'un des éléments du renouveau collectif. « Nous avons la fierté de voir naître des coopératives d'ingénieurs, de médecins, d'architectes, d'informaticiens. Non seulement nous sommes sortis - avec quelques bleus mais aussi renforcés - de la restauration générale au début des années 80, mais nous sommes heureux de constater que même

des secteurs nouveaux de haute compétence retiennent la coopération comme un élément de la modernité », nous dit M. Argentesi.

La Ligue a en outre reçu l'autorisation, au début de l'automne, d'ouvrir sa propre banque, la Banc, qui aura son siège social à

huit étages qui s'élève en bordure de la Foire de Bologne.

L'accent ainsi mis dans la capitale de l'Emilie Romagne sur les aspects financiers de la coopération correspond bien à la situation du moment. Insérées dans l'univers capitaliste et en ayant désor-

contraire à la fameuse flexibilité qui est le génie propre de la Péninsule ? On ne semble pas trop le craindre ici. « Chaque coopérative agit de façon très autonome, même s'il est vrai que ses responsables se reconnaissent en un même idéal », nous répond M. Comellini. L'objectif n'est certes pas d'imposer des directives mais d'utiliser, en vue du développement, le caractère intersectoriel de notre organisation. A l'heure de l'internationalisation des marchés, le modèle émilien, ce tissu de PME, est en train de trouver ses limites. « Nous souhaitons, nous, franchir cette passe en utilisant les énormes possibilités stratégiques, les capacités d'économie d'échelle que nous donne le fait d'exister en tant que système. »

Les dirigeants ne sont pas insensibles aux reproches qui leur sont faits par les « privés ». L'article 45 de la Constitution qui reconnaît le rôle social de la coopération - et dispose que la loi en « favorise l'essor » - est la porte ouverte à bien des coups de main plus orthodoxes : la fiscalité

s'appliquant à ce secteur est, en particulier, des plus favorables. Mais, rétorque-t-on, nous n'avons aucun accès à la Bourse ou, inversement, quatre ou cinq grands groupes ont, ces dernières années, ratisé des milliards de lires.

Querelle de boutiquiers si l'on veut bien considérer certaines inflexions en profondeur apportées par ce nouveau modèle de coopérative ? Ne voilà-t-il pas qu'à son tour il influence le Parti communiste, 27 % des voix. Il existerait, assurent de bons observateurs, une « tendance émilienne » au sein du PCI, plus réaliste, moins idéologique. « Quand on doit assurer des fins de mois, on est plus pragmatique », admet avec un demi-sourire M. Argentesi, qui ajoute : « C'est vrai, tel, le parti est moins centré sur le mouvement syndical, moins crispé sur l'opposition : une culture de gouvernement tend à naître. » Un autre avatar du « miracle italien » : PDG communiste, et aussi fier d'être l'un que l'autre !

JEAN-PIERRE CLERC.

Aiguillonné par la nécessité d'être rentable le mouvement coopératif retrouve une ardeur adolescente

Bologne, tout comme l'Unipol dès aujourd'hui la sixième compagnie d'assurances nationale ou la Fincooper - une société financière chargée, nous explique son président, M. Adriano Leonardi, de gérer les liquidités des coopératives de la Ligue et de négocier pour celles-ci auprès du système bancaire les conditions de crédit les plus avantageuses. La Banc est la première banque créée en Italie depuis trente ans et on en tire un légitime orgueil à la tour de la Loge, un immeuble de dix-

mais accepté les règles, les coopératives sont, elles aussi, soumises au dilemme : croître, ou à tout le moins se moderniser, ou bien stagner puis périr. Or le système est traditionnellement peu capitalisé - même s'il a constitué des réserves et s'il a pu compter avec les prêts des associés. La Ligue doit intervenir pour prêter ou cautionner lors des rachats, fusions ou extensions. Cette situation ne peut-elle engendrer un regain d'interventionnisme de la part des organismes centraux - tout à fait

Des pneus à toute épreuve pour la rude Ecosse.



Il y a des endroits qu'il faut explorer en prenant son temps. L'Ecosse en est un. Rouler au gré des collines et des vallons, faire au hasard des lacs, des châteaux, des gorges et des ravins, des rencontres à vous couper le souffle, sont autant de bonheurs à découvrir le long des routes en lacets. Car l'Ecosse est un pays qui « inspire ».

C'est là, à Grangemouth exactement, qu'EniChem a implanté un important laboratoire de recherche sur les élastomères destinés à l'industrie du pneu. Nos chercheurs y développent les technologies les plus avancées dans ce domaine.

Leur challenge : réussir à partir des élastomères de synthèse la mise au point d'un pneu encore plus sûr, encore plus fiable.

Ils y sont parvenus en travaillant sur des monomères connus mais avec de nouveaux systèmes de catalyses. Résultat : un polymère combinant de façon optimale deux propriétés essentielles pour un pneu : la résistance au roulement et l'adhérence sur route mouillée.

Innovation majeure, cet élastomère EniChem augmente de 15% l'adhérence du pneu sur sol mouillé, sans diminuer sa résistance au roulement. Il améliore le confort et la sécurité de conduite tout en économisant le carburant.

Partenaire privilégié de l'industrie automobile, EniChem propose aussi une large gamme de produits pour durites, garnitures d'étanchéité, freins et autres pièces techniques.

Tout comme l'Ecosse, découvrez EniChem : la qualité de ses produits, l'avance de sa recherche, la compétence de ses hommes et son esprit de collaboration au service de nombreuses industries.

Voilà ce que vous pouvez attendre d'EniChem, l'un des groupes chimiques européens les plus importants et les plus diversifiés.



EniChem (France) S.A., 11, rue de l'Abreuvoir, F-92411 Courbevois Cedex
Tel (01) 43 34 30 50 Téléc. 010 405 Fax (01) 43 34 02 03
Bureaux régionaux à Lyon et Cynonax

"FMR EST UNE PERLE NOIRE PARMIS LES DÉCOMBRES"

Federico Fellini

Plus qu'une revue, FMR est une encyclopédie de l'art qui s'enrichira, numéro après numéro, dans votre bibliothèque, se transformant chaque année en un volume de neuf cents pages, instrument de consultation et de plaisir, mais aussi objet de collection. Les abonnés deviennent membres du Club FMR. Ils reçoivent une carte personnelle d'adhésion



qui leur donne droit à une remise sur tous les livres des éditions Ricci, sans avoir pour autant aucune obligation d'achat. Ils reçoivent gratuitement l'agenda de soie noire dessiné par Franco Maria Ricci et la revue littéraire Le Promeneur qui accompagne chaque numéro de FMR.

FMR Service Abonnements
12 rue des Beaux Arts, 75006 Paris. Tél 47.46.94.94
Abonnement d'un an (6 numéros), 660 F

Coûtant sans règlement par chèque bancaire Coûtant postal (à l'ordre de FMR)

Nom/Prénom
Adresse

هكذا من الاجل

صحة من الاموال

BANQUE

Les yeux fixés sur l'horizon 1992

CE qui frappe le plus dans l'évolution du système bancaire italien, ce n'est pas sa privatisation, lente et progressive, mais plutôt la vigueur de son « choix européen » et les initiatives qu'il prend, comme point de mire, l'horizon 1992. Certes, la péninsule n'échappe pas au grand courant mondial de « désétatisation ». Mais le processus s'effectue « à l'italienne », c'est-à-dire progressivement et prudemment : on ne sort pas de cinquante ans de tutelle étatique et de réglementation étroite sans précautions ni ménagements. On a donc pu voir l'Etat laisser entrer le public dans le capital de la Banca Nazionale del Lavoro et abaisser progressivement son pourcentage dans les trois banques d'intérêt national : la Banca Commerciale Italiana, le Credito Italiano et le Banco di Roma, sans toutefois en perdre le contrôle. Seule exception, la Mediobanca, la plus importante banque d'affaires italienne, où la part de la puissance publique va être ramenée de 56 % à 20 %. Dans ce dernier cas, il est vrai, le

retrait de l'Etat traduit l'augmentation de l'influence de grands groupes industriels de la péninsule, la CIR de M. De Benedetti, le groupe Ferruzzi de M. Gardini. Pour les autres, on attendra, mais, de toute façon, l'« esprit » de la privatisation est dans l'air, sinon la lettre.

Ce choix européen est tout récent, alors que les banques françaises sont parties très tôt à l'assaut du monde entier, où elles occupent la troisième place, parfois la deuxième derrière les Américains, et maintenant les Japonais. Ce « retard » a même valu aux banques italiennes d'être très peu engagées sur les pays en voie de développement. « Si mon établissement provisionnait d'un coup tous ses risques sur ces pays, cela représenterait 10 % de son bénéfice annuel », affirmait récemment le président de l'Istituto Bancario San Paolo di Torino, fondation sans but lucratif vieille de cinq siècles, qui vient de se hisser au deuxième rang des banques italiennes et qui va, elle aussi, se « privati-

ser » partiellement en ouvrant son capital au public.

Cette situation privilégiée, de même que le renforcement général des fonds propres, permet aux banques italiennes de préparer très activement l'échéance 1992 et de se placer partout. L'Istituto San Paolo, peut-être la plus dynamique des banques de la péninsule actuellement, fournit un bon exemple de cette offensive européenne, en particulier sur la France.

La réciproque n'est pas vraie, car l'existence des banques étrangères en Italie est difficile, sauf sur des créneaux spécialisés. La seule initiative de taille a été, récemment, le rachat à la Bank of America, dont on connaît les difficultés, de sa filiale italienne par la Deutsche Bank. Encore cette filiale, la Banca America d'Italia, fondée en 1917, est-elle devenue une banque italienne de plein exercice, avec ses cent succursales. L'exception confirme la règle.

FRANÇOIS RENARD.

La difficile existence des établissements étrangers

LA vie quotidienne n'est pas rose pour les vingt-trois banques étrangères installées en Italie, parmi lesquelles sept établissements français, le premier, pour la marge brute, étant Indosuez, suivi par le Crédit commercial de France, le Crédit lyonnais, le Crédit agricole, la Société générale, la BNP et la Banque française pour le commerce extérieur. Sans doute, personne ne les persécute, la réglementation n'est ni tracassière ni discriminatoire à leur égard : simplement, les conditions de travail sont difficiles. Ces banques, n'ayant pas de guichets, ou n'ayant pu en acquérir, ne recueillent pas de dépôts du public et doivent donc se refinancer sur le marché monétaire, à taux élevé. Il leur faut donc se cantonner à des opérations techniques, swaps et crédits spécialisés, etc, avec un bonheur inégal, car, sauf pour les services rendus à leurs entreprises nationales qui ont des activités en Italie, industrielles et commerciales, elles doivent prendre des risques et, parfois, travailler à perte.

La Société générale a, néanmoins, été précisée dans la péninsule par Cetelem, du groupe de la Compagnie bancaire, qui, en 1984, a créé Finodomestic avec Centro Leasing, la Caisse d'épargne de Florence et Pistoia et la Banque de Sardaigne. Avec une vingtaine d'agences sur tout le territoire, Finodomestic gère, aujourd'hui plus de 1 milliard de francs de crédits, avec une forte croissance, qui fait regretter au Cetelem et à la Compagnie bancaire de n'avoir qu'une participation de 35 %.

Cette percée mise à part, il faut bien convenir que, d'une manière générale, les banques italiennes mènent la vie dure aux étrangers. Elles tiennent bien leurs clients, et, surtout, fixent les marges de façon à gêner ou à éliminer, si possible, les concurrents venus de l'étranger. Le Crédit agricole, installé depuis trois ans à Milan avec l'espoir de participer à l'important commerce franco-italien dans l'agro-alimentaire, en sait quelque chose.

Percée française

Cela a été le cas, en 1986, du Banco do Brazil, de Manufacturers Hanover Trust (Etats-Unis) et de la First National Bank de Chicago, qui a mis la clef sous la porte, purement et simplement. La banque britannique Barclays vient, pratiquement, d'en faire autant, à quelques manques près, après avoir essuyé de lourdes pertes en 1986, 35 milliards de francs (160 milliards de francs). A Milan, on assure qu'elle aurait accordé des quantités de « *massive* » crédits, à des conditions trop tirées sur des signatures hasardeuses, le tout gênant un contentieux important. Du coup, elle a revendu à la Banca Antoniana de Padova son département d'opérations commerciales classiques, ne gardant que des activités réduites de crédit aux grosses entreprises dans ses bureaux de Milan et Rome.

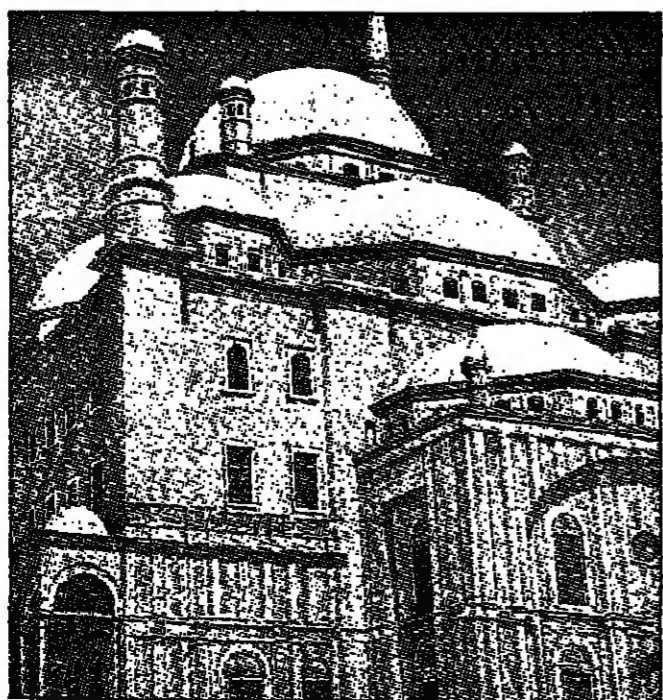
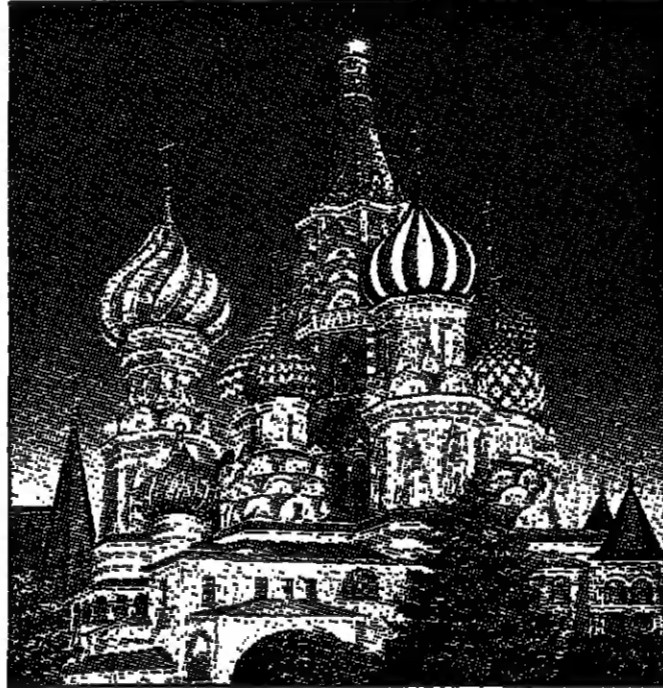
Surtout, la Barclays, pour combler ses pertes, a dû céder, l'été dernier, à la Société générale de Paris sa filiale de crédit à la consommation Fidelity. Créée en 1981, cette filiale, avec ses 18 agences et ses 150 employés, gère 92 000 contrats avec 360 milliards de francs d'en cours (1,6 mil-

liard de francs) et dégage un honnête bénéfice, 9 milliards de francs en 1986 (41 millions de francs). Par cette acquisition, la Société générale, qui opère déjà dans le pays, notamment dans le crédit bail, sa grande spécialité, pénètre en force sur le marché italien du crédit à la consommation, prenant la troisième place derrière Citifin (filiale de la Citibank américaine) et Campas. Une telle opération fait partie d'un plan stratégique pour prendre une part du marché financier italien, notamment dans un secteur que la Société générale développe en France, celui du crédit aux particuliers, avec sa filiale CREG et sa forte participation dans le Crédit général industriel.

Il faut y ajouter les problèmes de personnel. En Italie, le syndicalisme est très puissant dans les banques, ce qui ne laisse pratiquement pas de souplesse dans la gestion des effectifs. Cette situation n'est pas de nature à favoriser les nouveaux venus, qui hésitent à embaucher faute de pouvoir débancher rapidement en cas d'insuccès. Tout cet environnement amène parfois à se poser cette question : quel est l'avenir des banques étrangères en Italie, mis à part des créneaux comme le crédit à la consommation ?

F. R.

Invitation pour l'Italie.



Le Groupe Bancaire MPS vous souhaite la bienvenue.

Et vous offre tous les bénéfices d'une grande banque avec la tradition et l'expérience d'un Groupe Bancaire italien qui peut vous suivre partout grâce à son réseau international formé de filiales, agences et bureaux de New York, Londres, Paris, Moscou, Francfort, Singapour, Le Caire et Sao Paulo.

64.596 milliards de ressources administrées, 372 milliards de bénéfice en 1986, plus de 16.000 employés et 773 agences en Italie: les chiffres parlent!

Sur votre chemin, le nom Monte dei Paschi di Siena, Banca Toscana, Credito Commerciale, Credito Lombardo ou Italian International Bank, vous indique la présence d'un grand Groupe Bancaire, le Groupe Bancaire MPS.

Et là où le Groupe Bancaire MPS est implanté, vous êtes les bienvenus. Découvrez l'Italie!



Des signes

« **L**ES américains reviennent. » Par de gros titres à la une, les quotidiens italiens saluaient au printemps la reprise du courant touristique entre les Etats-Unis et le « *Bel Paese*. » Un an plus tôt, les touristes américains avaient déserté la Péninsule. L'Italie était, plus que tous les autres pays européens, victime de « *l'effet Klinghoffer* », du nom de cet infirme américain assassiné par un commando palestinien sur le paquebot italien *Achille-Lauro*.

La place accordée par la presse au retour des vacanciers venus de Dallas ou de Philadelphie symbolise bien l'étrange rapport qu'entretiennent les Italiens avec leur tourisme, oscillant sans cesse entre le mythe — une manne de dollars venus d'outre-Atlantique — et l'indifférence — des investissements publics dérisoires, des responsables peu concernés, pas de véritable politique touristique nationale.

Secteur pluridisciplinaire par excellence, donc difficile à quantifier, le tourisme n'est pas la troisième, voire la deuxième activité économique de l'Italie, comme l'affirment volontiers certains responsables professionnels (encore le mythe). Il n'en joue pas moins un rôle important dans l'économie du pays, en attirant notamment des devises fortes (dollars, yens mais surtout marks).

Les Allemands d'abord

Le poste touristique de la balance des paiements courants italiens présente depuis plusieurs années un solde largement positif et compense en 1984 et 1985 l'important déficit du poste marchandises. En 1986, 10 579 milliards de francs (quelque 48,7 milliards de francs) sont encore entrés dans les caisses de l'Etat grâce au tourisme.

En 1986, 19,1 millions de touristes étrangers ont séjourné en Italie et plus de 99,6 millions ont traversé le pays, selon l'Institut central de statistiques (ISTAT).

D'où viennent ces visiteurs qui défilent chaque année dans les centres historiques des cités italiennes ? Avant tout, d'Allemagne de l'Ouest. En 1986, 44 % des touristes étrangers étaient allemands, loin devant le deuxième groupe constitué par les Français (7,6 % seulement), eux-mêmes talonnés par les Britanniques (7,2 %) et les Autrichiens (7,1 %). Les Japonais sont encore marginaux, mais leur intérêt pour l'Italie ne cesse de s'accroître. Quant aux Américains tant espérés, ils ont carrément boudé l'Italie l'année dernière : 1 345 000, soit 3,4 % de moins que l'année précédente. Cette baisse spectaculaire, surtout marquée dans les villes historiques (Rome, Venise, Florence), a principalement touché les hôtels, prenant l'allure d'un désastre dans les établissements quatre et cinq étoiles où elle aurait atteint 90 % certains mois.

Outre « *l'effet Klinghoffer* », la baisse du dollar a contribué à ce revirement de tendance. Selon une estimation de l'Office du tourisme italien, un voyage en Italie en 1987 coûte à un Américain 50 % plus cher qu'il y a deux ans.

Les touristes d'outre-Atlantique semblent pourtant avoir repris cette année le chemin de la Péninsule. Selon les premiers chiffres disponibles, leur nombre serait en augmentation de 20 %, encore, lors toutefois des niveaux d'il y a deux ans. A ce résultat, a sans doute contribué l'importante campagne de promotion, baptisée « *Piano America* », lancée par les professionnels. Près de 322 millions de francs ont été dépensés par ALITALIA, ENIT et la FAIAT (qui regroupe 40 000 hôtels italiens).

italienne
La mon...
TOURISME
de déclin
Des infrastructures
maurificantes

BANQUE

La montée irrésistible de l'Istituto San Paolo di Torino

Le 3 octobre 1987, à l'occasion de la privatisation de la Compagnie financière de Suez, les Français ont vu apparaître, dans son « noyau stable », l'Istituto Bancario San Paolo di Torino pour 1 % du capital. Ils connaissent la Banca Nazionale del Lavoro, le Credito Italiano, le Banco di Roma, mais l'Istituto San Paolo ? C'est tout bonnement aujourd'hui la deuxième banque d'Italie avec ses dix-sept mille employés et ses six cent quarante guichets. Son histoire vaut la peine d'être contée. En 1563, une bulle du pape crée à Turin une fondation pour doter les jeunes filles nobles mais désargentées dont la virginité, naturellement, avait été reconnue par un collège de matrones. La Compagnia Di San Paolo, c'était son nom, avait, également pour objet, l'assistance aux déshérités et la lutte contre l'usure, pratique répandue à l'époque : la création, cent ans plus tôt, du Monte Dei Paschi (mont-de-piété) de Sienne, devenu aujourd'hui la quatrième banque d'Italie, répondait déjà à ce souci.

Le pape et, avec lui, le roi de Sardaigne et le duc de Savoie se préoccupaient en outre de créer une banque qui ne soit ni protestante ni juive, comme elles l'étaient toutes à l'époque. Ils lui donnèrent le statut d'une fondation sans but lucratif, sans actionnaires à rémunérer, statut encore en vigueur aujourd'hui. Très rapidement, la « Compagnia » devint la plus grande organisation bancaire des États de la Maison de Savoie, essentiellement au Piémont. Mais elle dut son véritable succès à Napoléon. En 1796, le général Bonaparte lançant sa fameuse campagne d'Italie, occupa ou délivra Turin, au choix, où il prit deux décisions. La première fut d'installer son état-major au siège de la fondation, le palais de la place San Carlo, où s'étaient réfugiés les jeunes filles nobles mais désargentées (l'histoire ne dit pas si les fringants officiers français firent des conquêtes de ce côté-là). La seconde, tout à fait dans les idées d'un général jacobin, fut de séparer la fondation religieuse des activités bancaires, « républicainement » abolissant, « républicainement » le vrai départ de l'Istituto Bancario San Paolo. En 1798, trois sections y furent constituées : les œuvres de charité proprement dites ; le mont-de-piété habilité à effectuer toutes les opérations de crédit ; une nouvelle activité, le crédit foncier hypothécaire. En 1831, l'absorption d'une partie des agences de la Banca Agricola Ita-

liana permit à l'Istituto de sortir du Piémont, tandis que l'année suivante, il devient « établissement de crédit de droit public », reconnaissance de sa nouvelle dimension. Les étapes suivantes furent, en 1859, la création de la « section autonome pour le financement des travaux publics et des équipements d'utilité publique », en 1877, la prise de contrôle du Banco Lariano, cent vingt guichets dans la région de Côme, et en 1884 celle de la Banca Provinciale Lombarda, cent quarante guichets dans la région de Bergame.

Comment une fondation pour jeunes filles pauvres est devenue la deuxième banque d'Italie

Aujourd'hui, l'Istituto San Paolo nourrit des ambitions énormes, se montrant la banque la plus dynamique de l'Italie à l'horizon 1992 et se lançant à fond sur l'étranger. Son ascension a été très rapide puisque, au classement de la revue britannique The Banker, il se hisse au deuxième rang italien, derrière la Banca del Lavoro. Une telle ascension n'est pas fortuite, elle s'effectue grâce à de nombreux atouts.

C'est d'abord un établissement très riche qui dispose de très abondants fonds propres provenant de l'accumulation des bénéfices réinvestis depuis cinq siècles, la « part des pauvres » exceptée. C'est ensuite une activité bien diversifiée : banque commerciale ordinaire, financement des travaux publics et de l'agriculture, crédit hypothécaire (20 % du marché). C'est aussi une productivité tout à fait exceptionnelle dans le secteur italien, avec un nombre d'employés incroyablement bas par rapport aux grands concurrents, Lavoro, Commerciale Italiana (Comit) Credito Italiano, Banco di Roma, etc. Au classement du Banker, l'Istituto a la meilleure rentabilité de l'Italie (bénéfice par rapport au bilan), aux côtés de la très puissante Caisse d'épargne des provinces lombardes (CARIPOLO) qui s'est hissée au cinquième rang du pays avec ses quatre cent trente-six succursales. Il a également l'un de deux profits les plus élevés par employé, un peu après la même CARIPOLO. S'y ajoute une structure très souple et très peu

bureaucratique, avec prises de décision rapides. Enfin, le changement de statut va permettre l'entrée d'actionnaires extérieurs, qui resteront toutefois minoritaires (49 %), la fondation gardant le contrôle à 51 %. Des actions et des certificats d'investissement pourront être émis, une grosse émission (600 millions de dollars) étant bientôt prévue, avec l'appel à des investisseurs internationaux qui formeront un « noyau dur » à la française, se montrant disposés à participer au développement de l'établissement. Il est probable que la Compagnie financière de Suez en sera, par bonne réciprocité.

Riches de son ambition, de ses abondantes liquidités et de son nouveau statut, l'Istituto, après avoir grossi sur le plan domestique, va pouvoir accentuer son offensive sur le plan international. Dès 1881, il s'était installé à Luxembourg et aux Bahamas pour faciliter sa collecte de capitaux sur les marchés mondiaux. Il a ensuite racheté la First Los Angeles Bank, en Californie, la Bankhaus Brüll und Kallmus, à Vienne, 7 % du capital de la banque d'affaires Hambros à Londres, où il est en train de créer un « San Paolo Capital Market » pour développer le marché des titres italiens au Stock Exchange. L'Istituto a été la première banque italienne à ouvrir une agence en Allemagne ; il est présent sur tous les marchés où il est numéro un en Italie et leader européen avec le Crédit lyonnais, à qui il a « chipé » M. Dominique Rambure, qui était président de l'association bancaire pour l'ECU, chargé du clearing des opérations, et qui l'est resté.

Sans doute la banque italienne la plus active à l'étranger, l'Istituto s'intéresse désormais à la France. Déjà présent dans le noyau stable de la Compagnie financière de Suez, il a des vues sur ce qui est un secret pour personne : sur la Banque Vienne, filiale d'Indosuez. L'Istituto a besoin d'une banque française pour aider les PME italiennes sur l'étranger. Très actives, très innovatrices, elles sont mal servies sur le plan financier et international, et ont besoin, en France, d'un établissement haut de gamme pour les assister. Mais rien n'est encore fait. Si on ajoute que l'Istituto a un siège au MATIF (à cause de l'ECU), on comprend que l'unique fondation pour jeunes filles nobles mais désargentées a fait un sacré chemin depuis 1563.

F. R.

30 MILLIONS DE FOYERS EUROPÉENS SONT ÉQUIPÉS PAR Indesit

1957

Indesit couvre l'Europe avec ses réfrigérateurs.

Ce nouveau constructeur installe dans ses usines toutes récentes des chaînes de production ultra-modernes.

La démocratisation de l'électroménager commence.

1967

5 millions de foyers sont équipés par Indesit.

Indesit lance sa première machine à laver "super automatique".

Le marché du Lave-Linge automatique "explose".

1977

18 millions de foyers sont équipés par Indesit.

Indesit lance son premier Lave-Vaisselle 12 couverts.

Le marché du Lave-Vaisselle décolle.

1987

30 millions de foyers sont équipés par Indesit.

Indesit lance aujourd'hui son premier Lave-Linge Séchant à condensation, essorage variable jusqu'à 1000 t/mn.

C'est la nouvelle génération du Lave-Linge, fruit de l'électronique et d'une technologie avancée.

1988

Indesit va lancer la séduisante MISSI, Lave-Linge électronique, habillée par un des grands noms de la mode en Italie, Ottavio MISSONI.

Elle sera sans aucun doute la grande séductrice du prochain Salon des Arts Ménagers de Paris.



Indesit Tout l'électroménager

1, rue Arago, 78190 ZI Trappes Tél. (1) 30 51 85 09

TOURISME

de déclin préoccupants

Plus globalement, l'année 1986 a été marquée par une certaine érosion des résultats de tourisme italien, qui n'est pas totalement imputable à la « fuite » des Américains. Le solde reste largement positif, la partie grâce à la stabilité de la présence allemande, mais il est cependant en baisse de 14,4 % par rapport à 1985.

Selon l'OCDE, la baisse des revenus d'origine touristique a atteint l'an dernier 16,8 % pour les Italiens et 8,9 % pour les Français. Dans le même temps, Espagnols et Grecs voyaient leurs rentrées progresser respectivement de 11,8 % et 5,9 %. L'Italie, habituellement en tête des pays européens tant pour le nombre de touristes que pour le niveau de solde touristique, était supplantée par l'Espagne.

Des infrastructures insuffisantes

Selon les experts, cette dégradation devrait se poursuivre cette année, accentuée par la forte augmentation des voyages à l'étranger des Italiens, devenus moins casaniers : plus 36 % de janvier à juin par rapport à la même période en 1986. Les résultats des trois premiers mois de 1987 sont peu encourageants : le nombre de touristes est en baisse de 10,9 % par rapport à la même période de l'année dernière. Pour les spécialistes, il est temps de tirer la sonnette d'alarme : le tourisme italien vit sur ses rentes, et plus qu'à des difficultés conjoncturelles, c'est à une véritable inadaptation structurelle qu'il devra faire face dans les années à venir.

L'offre touristique italienne, considérée comme une des meilleures du monde dans les années 70, s'est peu à peu détériorée. Dans le même temps, sa compétitivité a baissé.

Malgré un potentiel exceptionnel, l'Italie doit affronter une

severe concurrence des autres pays méditerranéens qui proposent souvent des prix plus bas pour des prestations semblables. Cette situation se retrouve tant sur les segments de bas de gamme, où elle lutte difficilement contre la Turquie ou les pays du Maghreb, que pour le tourisme « culturel », où l'Espagne et dans une moindre mesure la Grèce commencent à se tailler la part du Lion.

Selon l'institut d'enquêtes Censis, les hôtels - mode de logement choisi par 70 % des touristes étrangers - fournissent rarement un service en rapport avec les prix payés par le client, alors même que ceux-ci sont supérieurs à ceux de leurs concurrents européens. Autre défaut : les professionnels se contentent souvent d'une « recherche passive » du client : l'Italie dépense beaucoup moins que l'Espagne et la Grèce pour la promotion de son tourisme à l'étranger.

De plus, les infrastructures touristiques ont vieilli, quand elles ne sont pas franchement insuffisantes. Toujours selon le Censis, 49 % des communes italiennes sont dépourvues de tout équipement touristique, y compris sur le littoral.

Beaucoup de touristes ne se contentent plus aujourd'hui de musées prestigieux ouverts trois heures par jour et d'une mer bleue mais souvent polluée. Ils veulent également des équipements sportifs et des spectacles de qualité. Or trois ou quatre pôles touristiques seulement, presque tous situés en dehors des grandes villes traditionnelles comme Rome ou Venise, semblent en mesure d'offrir ce genre de services.

En outre, les professionnels ont souvent négligé le tourisme d'affaires ou de congrès qui nécessite des installations adéquates. Si

quelques grands centres touristiques du Nord sont capables d'accueillir ce type de manifestations, il n'en est pas de même pour le « Mezzogiorno » dont le potentiel touristique est totalement négligé. Le Sud, pourtant riche de sites exceptionnels et de vestiges du passé aussi prestigieux que ceux de la Toscane ou de la Vénétie, n'accueille en effet que 13 % des touristes étrangers.

Pas de politique nationale

Améliorer les prestations, moderniser les équipements, accroître les investissements : une telle mutation dépasse les possibilités des seuls professionnels du secteur et ne peut être assurée que par une véritable politique nationale du tourisme. Or, de l'avis général, celle-ci fait cruellement défaut.

Institutionnellement, l'Etat est peu présent en matière de tourisme, la compétence de ce secteur ayant été transférée aux régions en 1962. Le montant des investissements publics dans ce domaine est très faible : selon une loi-cadre adoptée en 1933, 460 millions de francs sont consacrés par an au développement régional du tourisme. Quant aux régions, elles ne consacrent pas plus de 1 % de leur budget au tourisme, en moyenne.

Relayer le défi actuel exigerait des moyens financiers autrement plus conséquents. Trop chère pour pouvoir espérer concurrencer les pays à plus faible niveau de vie, l'Italie ne conserve sa place dans le tourisme européen qu'en effectuant un saut de qualité.

Comme l'affirme le Censis, il s'agit pour le « Bel Paese » de passer de l'« hospitalité spontanée » à l'« industrie de l'hospitalité ».

ANTOINETTE FRODEFOND.

La difficile existence des établissements bancaires

La difficile existence des établissements bancaires... (Text is very faint and partially obscured)

Portes... (Text is very faint and partially obscured)

Des s...

Des s... (Text is very faint and partially obscured)

حکومت من الاصل

صحة من الاموال

Un long cheminement

(Suite de la page 1.)
 Gardien sourcilieux de la rigueur, la Banque d'Italie ne perd jamais une occasion de rappeler aux politiciens leurs lourdes responsabilités en ce domaine. Car, si l'endettement extérieur de l'Italie est parfaitement gérable, compte tenu des réserves de change et des actifs à l'étranger, la dette intérieure, de 878 000 milliards de lire (1) fin 1987 selon les prévisions de l'institut d'émission, représente 93,4 % du produit intérieur brut, contre 53 % en Grande-Bretagne, 43,2 % en RFA ou 38,2 % en France.

Un tel boulet aura exigé, cette année, de trouver 75 000 milliards de lire de financements pour régler les échéances, les trois quarts d'un déficit budgétaire qui se nourrit ainsi lui-même et dépassera les objectifs gouvernementaux pour frôler 110 000 milliards (345 milliards de francs) en 1987. Nul plus que la Banque d'Italie n'est conscient de ce qu'implique une telle réalité. « Entre le service de la dette et le financement des dépenses de l'Etat, il nous faut, chaque mois, drainer sur le marché quelque 30 000 à 40 000 milliards de lire (140 à 180 milliards de francs) », constate l'un de ses responsables. Ainsi se noue le dilemme des taux d'intérêt. Pour attirer l'épargne et limiter les sorties de capitaux, le loyer de l'argent doit être attractif, donc élevé. Pour stimuler les investissements et soulager la dette publique, ils ne doivent pas être excessifs. « Un vrai cercle vicieux entre les impératifs de la défense de la lire que l'institut d'émission veut maintenir ferme et celle d'une croissance bridée par des taux réels — autrement dit hors inflation — intenable puisqu'ils dépassent 6 % — plus du double de l'expansion probable de cette année », précise M. Decandia, de l'ISCO.

Cette double et contradictoire contrainte a été aggravée par la nouvelle tension internationale sur les taux mais, surtout, par la volonté de moderniser l'appareil financier et d'abandonner le système touffu de contrôles. La chute de l'Italie dans l'instabilité politique puis la formation d'un gouvernement de coalition vulnérable en août dernier a pris à contre-pied cette décision d'ouverture. Les mesures de libéralisation

des placements à l'étranger, annoncées en mai, ont facilité une fuite des capitaux durant l'été évaluée à quelque 8 milliards de dollars. Pour éviter de devoir soutenir massivement la monnaie ou de dévaluer, la Banque d'Italie portait le taux d'escompte à 12 %, resserrait le contrôle des changes et sa politique de crédit en septembre. « Une décision provisoire que nous n'avons pas prise de gaieté de cœur », souligne-t-on à l'institut d'émission, mais qui a permis d'inverser le mouvement. Depuis lors, les spéculateurs, échaudés par un raffermissement de la monnaie italienne, ont repris le chemin de la péninsule, et, un mois après le coup de frein de la Banque d'Italie, plus de 7 milliards de dollars étaient récupérés.

« Un petit pas en arrière »

La leçon aura porté. Les experts de l'institut d'émission estiment à 1 milliard de dollars par mois la sortie « normale » de capitaux dans le cadre d'une diversification naturelle des portefeuilles. Ces sorties sont financées par le recours à l'emprunt international, comme ce fut le cas, début octobre, avec celui d'un milliard de dollars lancé sur le marché des eurodevises. « Un beau pragmatisme », constate dans un sourire un diplomate européen. L'objectif reste la stabilité de la monnaie et un rapprochement avec les normes de la CEE. Mais si la situation l'exige, « un petit pas en arrière n'est jamais exclu, et l'idée même d'une dévaluation, en dernier recours, ne provoque aucun drame, comme en France ».

Cette souplesse n'empêche pas les dirigeants monétaires de Rome de s'inquiéter des faiblesses de la conjoncture et de l'incapacité du gouvernement à y remédier par la loi de finances 1988 : « L'Italie est, en fait, beaucoup plus vite que ses partenaires, dans l'année 1987. » Dopés par des salaires gonflés par l'application cette année de deux ans de revalorisation des salaires (8 % dans le secteur privé, plus de 11 % dans la fonction publique), la consommation devrait progresser de 4 %. Le revers de ce dynamisme de la demande interne est,

par contre, de taille : la détérioration des comptes extérieurs. Les importations augmentent, en volume, à un rythme annuel de 7 %, alors que les exportations stagnent. « Le ralentissement des ventes vers les Etats-Unis, provoqué par l'appréciation de la lire face au dollar, et la contraction des débouchés dans les pays de l'OPEP n'ont pas été compensés par une reprise de la demande européenne », souligne M. Cipolletta, responsable des études économiques de la Confindustria, la centrale patronale.

Cette dégradation rendra l'Italie plus vulnérable aux méfaits de la reprise de l'inflation — 5 % en rythme annuel en septembre — sur la compétitivité. Or, en ce domaine, la discussion sur le projet de loi de finances du gouvernement, marathon annuel riche en rebondissements plus qu'en décisions, laisse entrevoir des difficultés supplémentaires. « Une cote mal taillée entre les promesses électorales des cinq partis de la coalition, ce projet ne réduit pas les dépenses mais augmente les recettes », regrette M. Cipolletta. A cette critique, essentielle dans un pays où la dette oblige les pouvoirs publics à s'attribuer 70 % du marché du crédit, ne laissant que 30 % au secteur privé, s'en ajoute une autre, sujet à polémique. L'alourdissement de la TVA ou des taxes risque de pousser les feux de l'inflation — nul ne croit aux objectifs du gouvernement : 4,5 % en 1988. Mais, dans la mesure où les salariés assurent l'essentiel des recettes dues à l'impôt direct, ce recours à la taxation indirecte, apparemment peu équitable, ne permet-elle pas de toucher certains fraudeurs ?

La nouvelle donne

La question reste ouverte, comme celle de l'évasion fiscale, réduite ces dernières années grâce à l'informatique. D'aucuns, comme l'ancien ministre des finances, M. Nino Andreatta, aimeraient voir se former une « conjuration permettant d'obliger le Parlement à appliquer la Constitution, qui, unique en son genre, exige d'assurer le financement des dépenses votées ». Un texte allégrement contourné par le vote, chaque année, d'un fonds

conjoncturel fourre-tout permettant les débordements les plus divers. « Les recettes sont provisoires et les sorties permanentes », conclut, irrité, celui de d'aucuns ont surnommé le « Barre italien ». Il n'est pas le seul à s'insurger contre cet état de fait. Mais les « conjurés » s'annoncent peu nombreux et divisés.

La nouvelle donne de l'économie italienne, qui conforte considérablement le poids de l'industrie, pousse ses représentants, et notamment Giovanni Agnelli, président de la Fiat, à adresser quelques fermes conseils au gouvernement. Une attitude qui inquiète de plus en plus les milieux politiques comme ceux qui dénoncent une « attitude d'empereur romain » dans cet ancien « play-boy ». Mais, dans ce pays débordant de vitalité après les années de plomb et la stratégie de la tension des terroristes de tous bords, la fonction publique reste synonyme de dérapages incontrôlés. Les grèves des dernières semaines ne font que le confirmer de façon inquiétante. Ne sont-elles pas organisées par des « comités de base » en révolte contre les appareils syndicaux jugés trop modérés ? Par comparaison, l'industrie est devenue le port-drapeau d'une fierté nationale retrouvée et d'une santé économique réelle en dépit de sa vulnérabilité.

Reste à savoir si ce même secteur privé saura assurer le saut qualitatif qui manque encore en Italie. « Nous fabriquons mieux les mêmes choses », constate M. Reichlin, au siège du PCL Ce qu'à la Confindustria M. Cipolletta traduit par un autre type d'inquiétude : « Après avoir rationalisé, après s'être internationalisé — les investissements directs à l'étranger ont représenté 4 975 milliards de lire l'an dernier contre 896 en 1980, — il nous faut nous affirmer sur des créneaux nouveaux, assurer notre place en Europe, qui redevient un pôle de développement. » En ce domaine, comme dans la lutte contre l'inflation, ce ne sont pas les premiers pas qui risquent de coûter le plus, mais les derniers.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Les comptes de la nation rénovés

(Suite de la page 1.)
 En estimant à six millions le nombre d'Italiens effectuant un second vote un troisième travail non déclaré et à environ un million le nombre d'étrangers travaillant au noir, M. Rey « a très certainement sous-estimé par prudence le phénomène de l'économie informelle et non surestimé comme d'habitude les comptes de la nation ». Un jugement que partagent les experts des organisations internationales qui, comme l'OCDE, ont intégré les nouvelles normes de comptabilité nationale italienne. « Lorsque les chiffres des douanes font apparaître des montants d'exportation de chaussures par exemple, équivalant à la consommation nationale, il y a de toute évidence un « trou statistique » à combler », indique l'un d'eux. Et un autre de regretter, non sans ironie, les réactions épidémiques de certains pays face à l'émergence statistique de l'Italie parmi les « grands » de la scène internationale : « Ceux-là mêmes qui ont, durant des années, reproché aux Italiens de masquer la réalité d'une économie parallèle assurant une souplesse enviable dénonçant aujourd'hui une rationalisation du PIB pourtant basée sur un travail technique sérieux ».

conclusions d'une étude que certains auraient aimé poursuivre encore une année avant de le dévoiler.

« M. Bettino Craxi avait, à l'époque, tout intérêt à accélérer la progress », se rappelle un économiste. Il souhaitait apparaître aux yeux de l'histoire comme l'artisan d'un nouveau bond en avant de l'économie permettant d'édifier pour Rome une place entière et non plus un strapontin parmi les principales puissances de la planète. Depuis lors, les politiciens se sont attachés à distinguer entre le poids politique et le poids économique de l'Italie. Les analystes ont repris sous toutes leurs formes les comparaisons entre la richesse italienne et la richesse britannique. Au-delà des débats interminables sur la façon de comparer les pouvoirs d'achat réels entre les deux pays, on a ainsi découvert que les ménages italiens ont plus de voitures, de machines à laver ou de télévisions. Plus spectaculaire, peut-être, l'Italie a vu sa part des exportations de produits manufacturés dans le monde passer de 3,4 % en 1955 à 8,1 % en 1986, alors que la Grande-Bretagne voyait la sienne ramener dans le même temps de 20 % à 7,7 %.

Nouvelle fierté

Les comparaisons entre deux périodes dépeintes étant généralement plus éclairantes que l'affirmation stéréotypée sur une année, il faudra attendre que l'équipe de M. Rey ait terminé les calculs de référence pour la base 1985 afin de mieux évaluer les grandes évolutions des années 80. Ce travail de foumi est jugé indispensable par le président de l'ISTAT. A ses yeux, rien n'est plus dangereux que de laisser des économistes privés de faire des évaluations au doigt mouillé ». Ce souci met un peu plus en évidence la gêne provoquée par la publication, dès le printemps dernier, des

Sans s'interroger outre mesure sur la puissance financière de Londres, incomparable face au modeste marché de Milan, les Italiens ont tiré de cette polémique une assurance incertaine et d'une importance réelle pour l'avenir : un sentiment nouveau de fierté nationale. « Parfois un peu naïf, selon un diplomate étranger, ce patriotisme populaire a un côté image d'Épave. Mais après avoir constaté en lui, à Compiègne, des atouts de l'Italie, ses partenaires seraient-ils tentés d'en sous-estimer les conséquences ».

F. Cr.

CIBUS '88

3^{ème} SALON INTERNATIONAL DE L'ALIMENTATION

UN CONCEPT POUR LE PLAISIR DU PALAIS

4-8 MAI 1988 FEREDIPARMA ITALIE

Une foire spécialisée s'adressant aux opérateurs de tout le secteur alimentaire.

Plus de mille marques de produits alimentaires provenant du monde entier.

Un important rendez-vous d'affaires pour des milliers d'acheteurs de la distribution moderne.

Les services d'un Parc des Expositions, doté d'une structure d'organisation des plus efficaces.

CIBUS '88 vous offre tout cela: cinq jours très utiles, pour s'adresser au monde des affaires dans une langue de votre convenance: BUSINESS.

Cinq siècles d'activité bancaire



Depuis 1459 le Banco di Sicilia représente la tradition bancaire.

Aujourd'hui le Banco di Sicilia est une banque tout à la fois régionale, nationale et internationale, comptant 343 agences dans toute l'Italie; des succursales à Francfort, Londres, Los Angeles, New York, Paris, une filiale au Luxembourg, des bureaux de représentation à Bruxelles, Budapest, Chicago, Munich, Singapour, Zurich et qui opère aussi bien dans le court terme que dans le moyen et long terme.

Nos Services Bancaires Internationaux et de Marketing sont à votre disposition pour toute opération financière en Italie et dans le monde.

Banco di Sicilia
 62, Rue la Boétie, 75008 Paris

Vertical text on the right edge of the page, including a barcode and various small print.